



FRANCE PETITE
TYPOLOGIE
DES ANTI-PASS

SÉISME EN HAÏTI — DES DÉFAILLANCES
COUPABLES SCIENCES — PRENONS SOIN
DE NOS VIRUS



Courrier
international

N° 1608 du 26 août
au 1^{er} septembre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,400 CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,
Pays Bas 5,20 €, Portugal cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.



AFGHANISTAN

QUI POUR PARLER

AVEC LES TALIBANS ?

*Peut-on dialoguer avec
le nouveau pouvoir afghan ?
À quelles conditions ?
La Russie et la Chine vont-elles
occuper la place
des États-Unis ? Les réponses
de la presse étrangère.*

M 03183 - 1608 - F: 4,50 €



MARTINI[®]

NOUVEAU

L'APERITIVO SANS ALCOOL*

LE PREMIER APÉRITIF À BASE DE VINS, SANS ALCOOL
Notre sélection de vins blancs est désalcoolisée puis assemblée à des plantes aromatiques. Cette méthode unique permet de préserver tous les arômes et le goût de Martini.

VIBRANTE

Notes de Bergamote
de Calabria

FLOREALE

Notes de Camomille
de Pancalieri



50%
MARTINI
SANS ALCOOL*

50%
TONIC

*<0.5% ALC./VOL PROVENANT DES EXTRAITS DE PLANTES AROMATIQUES.

BMF - FCS BOBIGNY 414 749 200

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

Qui pour parler avec les talibans ?

p.10

Ils ont établi comme "ligne rouge" le mardi 31 août. À cette date, tous les soldats américains devront avoir quitté l'Afghanistan sous peine d'une "réaction", averti un porte-parole du groupe dans un entretien donné à la chaîne Sky News, à Doha (Qatar). Une déclaration qui contraste avec l'apparente quête de légitimité manifestée ces derniers jours par les dirigeants du mouvement. De retour au pouvoir à Kaboul vingt ans après en avoir été chassés, les talibans ont ainsi entamé des discussions pour la constitution d'un gouvernement annoncé

comme "inclusif", mais aucun gouvernement ne sera formé tant que tous les soldats américains ne seront pas partis, ont-ils prévenu. C'est dire si la marge de manœuvre des Américains est étroite. À l'heure où nous bouclons ces pages se tient un sommet virtuel du G7 consacré à la situation en Afghanistan, et des milliers de personnes sont encore à l'aéroport de Kaboul dans l'attente d'une évacuation par des vols militaires ou commerciaux, évacuation qui s'annonce comme "l'une des plus importantes de l'histoire de l'armée de l'air" après celle de Saigon en 1975. Selon le **South Asia Journal**, "l'armée de l'air américaine dispose de plus de 230 avions-cargos, avions-citernes et autres appareils engagés dans le pont aérien massif en cours". Comment éviter le bain de sang ? Comment ne pas reproduire les mêmes erreurs et établir,

malgré tout, un dialogue avec les talibans ? Après le choc de la chute de Kaboul, que nous avons largement raconté la semaine dernière, c'est sur l'après que nous avons choisi de nous concentrer cette semaine. Qui pour prendre langue avec le nouveau régime ? Pour l'hebdomadaire américain de gauche **The Nation**, les États-Unis vont devoir radicalement revoir leur stratégie dans la région. Et composer notamment avec la Chine, l'Iran, le Pakistan et la Russie, qui auront leur mot à dire dans la reconstruction et la stabilisation du pays. Paradoxalement, "il existe un terrain d'entente, écrit **The Nation**. Ni les États-Unis, ni la Chine, ni l'Iran ni la Russie ne veulent voir l'Afghanistan plonger dans le chaos, et aucun d'entre eux ne peut éviter cette issue sans l'aide des autres". Surtout, Pékin et Moscou auront du mal à ne pas s'impliquer dans le

règlement de la question afghane, souligne l'éditorial de **Nezavissimaïa Gazeta**, même si au fond "ni la Chine ni la Russie ne voulaient reprendre le flambeau américain. Mais avec l'Afghanistan il sera difficile de respecter les principes de distanciation et de non-ingérence", explique le quotidien russe. Mais quelle attitude adopter à l'égard des talibans ? s'interroge **HKOI**. "Ce qui inquiète le plus la Chine, c'est que cette crise, si elle s'inscrivait dans la durée, pourrait ruiner les efforts déployés par Pékin pour combattre le terrorisme dans le Xinjiang [région qui dispose d'une frontière avec l'Afghanistan]", estime le site hongkongais. Pour le moment, les dirigeants talibans veulent convaincre le monde "qu'ils ne laisseront pas le pays redevenir une plaque tournante du terrorisme", analyse le site **Gandhara**. Ils sont encore loin d'avoir convaincu.

L'ami Marc



Il était une figure majeure de la rédaction de *Courrier international*. Depuis plus de vingt ans, Marc Saghie dirigeait le service Moyen-Orient du journal avec une exigence jamais démentie. Il est mort le samedi 21 août des suites d'une longue maladie. Nous tenions à lui rendre ici un dernier hommage, au nom de toute la rédaction. Marc avait une façon inégalable de nous convaincre – avec parfois une certaine dose de mauvaise foi, mais aussi beaucoup d'érudition et d'humour – de la pertinence de ses choix, de la nécessité vitale de traduire un papier sur la société irakienne, les déchirements entre sunnites et chiites, la condition des femmes en Syrie... Parfois bougon, souvent provocateur, mais toujours juste, il avait cet art de mettre en avant des voix singulières du Moyen-Orient. Ces dernières années, malgré une presse arabe sinistrée par la crise, Marc continuait à repérer des articles formidables dans des médias qui continuent à se battre pour exister, comme *Daraj*, un site né en 2017 à Beyrouth, au Liban, le pays natal de Marc, Akram de son vrai nom. L'un des fondateurs du site, Hazem El-Amine, a tenu à lui rendre hommage, en publiant un texte où il évoque "un ami comme on en rencontre rarement" qui a cru au projet de *Daraj* "avant tout le monde". "Le fait que quelqu'un comme Akram croie en vous est une invitation à croire en ce que vous êtes." Marc était un esprit brillant (et parfois farceur) qui va forcément nous manquer. Qui nous manque déjà. Mais comme dirait Hoda, sa voisine de bureau et presque d'enfance, "Yalla", la vie continue. À sa famille et à ses proches, nous adressons nos plus sincères condoléances.



Sommaire

HAÏTI p.20

La tectonique des coupables

La crise humanitaire provoquée par le séisme du 14 août ne doit pas éclipser la déliquescence de l'État, rappellent Michaëlle Jean, Canadienne née à Haïti, et Frantz Duval du quotidien **Le Nouvelliste**.

RUSSIE p.26

Le retour des travaux forcés

Confrontées à une pénurie de main-d'œuvre, les autorités russes emploient des détenus. Ce qui rappelle à certains le goulag. Une enquête de **Kommersant**.

360 p.42

À Makatea, les plaies béantes du phosphate

Une bonne partie de cet atoll polynésien a été défigurée au xx^e siècle par l'exploitation du phosphate. Alors qu'une compagnie australienne veut relancer l'extraction minière, l'île débat de son avenir. Un reportage de **Hakai Magazine**.

En couverture :
Dessin d'**Assad Bina Khahi**, Iran / Cartoon Movement. France : dessin de **Monte Wolverton**, États-Unis / Cagle Cartoons.



SCIENCES p.38

Prenons soin de nos virus

Tous ne sont pas nocifs pour l'homme. Les bactériophages peuvent être salvateurs, défend une professeure de médecine dans le **Washington Post**.

NICK LOWINDES, ROYAUME-UNI/IKONI IMAGES



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Nouvelle-Zélande.** Les limites de la stratégie "zéro Covid"

7. **Grèce.** Les frontières fermées à double tour

À la une

10. **Afghanistan.** Qui pour parler avec les talibans ?

D'un continent à l'autre

20. **Haïti.** La tectonique des coupables

22. **Pérou.** Pedro Castillo, président en construction

24. **France.** Dix nuances d'anti-pass

26. **Russie.** Sur les chantiers, le retour des travaux forcés

28. **Royaume-Uni.** Viens t'asseoir dans la cabane du bonheur

30. **Algérie.** Quand les drames s'ajoutent aux drames

32. **Tanzanie.** Dar Es-Salaam, l'océan pour seule limite

34. **Israël.** Un an après, le bilan mitigé de la normalisation

36. **Papouasie-Nouvelle-Guinée.** En compagnie des chiqueurs de bétel

Transversales

38. **Sciences.** Prenons soin des virus

40. **Économie.** La difficile quête du ciment "vert"

360°

42. **Reportage.** À Makatea, les plaies béantes du phosphate

46. **Photographie.** Ces paysages qu'Israël voudrait cacher

50. **Histoire.** Le mystère de la Croix de Caraiman



SUR NOTRE SITE

La pilule philosophique. Les plaisirs de se balader avec un détecteur de métaux

Chaque semaine, *Courrier international* vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne. Ce samedi, une mère raconte dans le **New Stateman** ses balades avec son fils et leur détecteur de métaux, "un outil pour voyager dans le temps".

Reportage. Ces femmes qui font danser la Tunisie

Fondé en 2017, le Fabrique Art Studio de Tunis a ouvert en 2018 la première école de DJ réservée aux femmes dans le pays. Un véritable lieu de liberté et d'émancipation, selon les artistes tunisiennes, qui y apprennent bien plus qu'un métier. Un récit de **La Repubblica**.

Cuisine. Le Cachemire indien, refuge de la gastronomie tibétaine en exil

Les vagues d'immigration tibétaine ont transformé le Cachemire indien en une vitrine de la cuisine traditionnelle du Tibet. Les recettes y sont transmises précieusement de génération en génération, raconte **Nikkei Asia**.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Atlas
du réchauffement
climatique

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...
La crise climatique
bouleverse la planète.
Peut-on encore la contrer ?

Édité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Août 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax** général 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax** rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)
Responsable du numérique Jeffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 **JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-Jin (Corées) **MOYEN-ORIENT** Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Anna Sylvestre-Treiner (chef de rubrique, 16 29), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie), **MAGAZINE 360°** Marie Bélaïli (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Nora Houdart-Ouahal (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérod, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Than **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Diallya Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE** : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Julien Abiramia, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Antoine Cuny-Le Callet, Marie Daoudal, Frédéric Dalléas, Sébastien De Poortere, Maddalena De Vio, Marion Dautreigne, Philippe Godefroy, Pauline Le Troquier, Clara Limouzin, Joséphine Maunier, Adrien Palluet, Marie-Anick Rantos, Valentin Scholz, Nina Schreier, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits Eleonora Pizzi** (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 08 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex **Tél.** 03 21 13 04 31 **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com. Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 015-486, is published weekly 48 times per year (triple issue in August/Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, B275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Europlusitions: Ptot-0.002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% av ec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart L'histoire posé en aléatoire sur certains abonnés France métropolitaine.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~* RCO21BO002

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-cv

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnill.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Avec Open, on a tout à gagner à être en famille.

Série Limitée
Pack Open 70 Go

29€99
/mois

pendant 12 mois
puis 63,99€/mois

Soit pour les nouveaux clients Orange : remises immédiates de 14€/mois⁽¹⁾ et remboursement différé de 5€/mois pour l'internet avec changement d'opérateur⁽²⁾ et de 15€/mois pour le mobile.

Fibre + TV UHD + Fixe + Forfait mobile 70 Go
et ajoutez jusqu'à 4 forfaits mobiles à prix avantageux.⁽³⁾

Offre soumise à conditions du 19/08/2021 au 02/02/2022 réservée aux particuliers en France métropolitaine, valable sous réserve d'éligibilité, sur réseaux et terminaux compatibles. Engagement 12 mois. Location Livebox nécessaire, 3€/mois inclus. Frais de résiliation : 50€. Frais d'activation du décodeur : 40€.

⁽¹⁾ Remises immédiates de 9€/mois le Bon Plan et de 5€/mois la remise La Fibre au prix de l'ADSL. ⁽²⁾ Remboursement différé sur facture de 5€/mois pour les nouveaux clients internet avec changement d'opérateur après le 19/06/2021 et de 20€/mois pour le mobile. Détails et formulaire sur odr.orange.fr

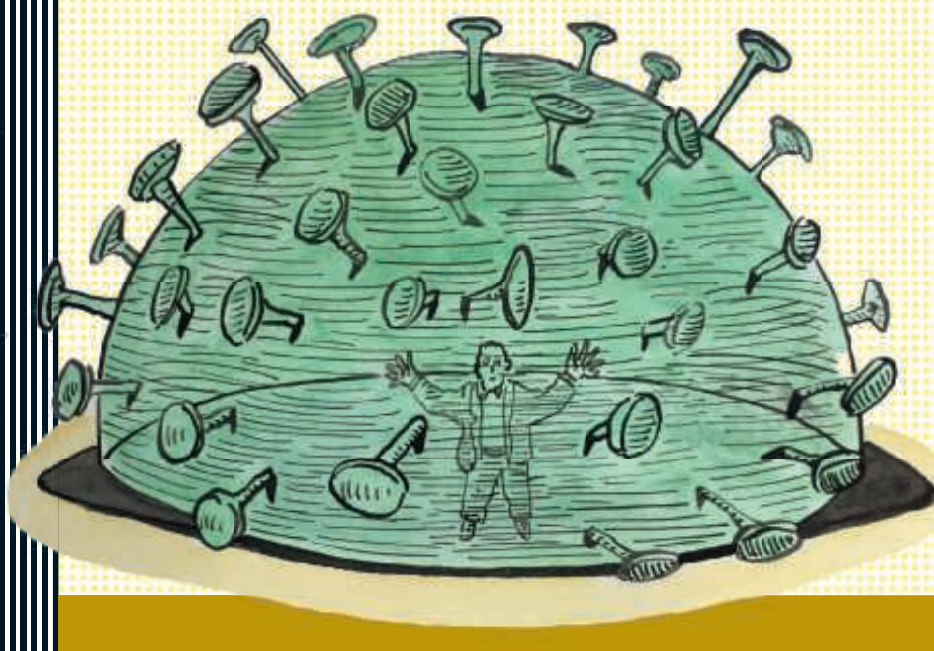
⁽³⁾ Perte de l'avantage en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression du remboursement par le client Pack Open.

orangeTM



Nouvelle-Zélande. Les limites de la stratégie “zéro Covid”

Le 17 août, la Première ministre Jacinda Ardern a décidé de reconfiner le pays après un seul cas lié au variant Delta. Un choix radical que remet en cause ce chroniqueur libéral.



—**The Daily Telegraph** Londres

Début août, Jacinda Ardern, Première ministre de Nouvelle-Zélande, annonçait le maintien de la stratégie “zéro Covid” jusqu’à nouvel ordre. Peu après, le 17 août, un confinement national strict était mis en place en raison d’un seul et unique cas de Covid-19. Ainsi le veut la pandémie.

Entre le 17 et le 19 août, une vingtaine d’autres cas ont été dépistés [194 entre le 10 et le 23 août]. Le virus circulait déjà depuis plusieurs semaines au sein de la population, non vaccinée dans son immense majorité. Tout compte fait, le risque de contracter le Covid n’avait pas disparu. Après l’Australie, qui vit une hausse quotidienne du nombre de cas en dépit de confinements stricts, la Nouvelle-Zélande pourrait se retrouver elle aussi dans une impasse.

La stratégie néo-zélandaise face au Covid a été idéalisée en 2020. La petite nation insulaire a éliminé le virus grâce à des confinements brefs, la fermeture des frontières et un suivi efficace des cas contacts, permettant à la population d’échapper dans l’ensemble aux restrictions. La croissance

économique est élevée et le taux de mortalité est faible. Mais ce qui a fonctionné en 2020 n’est pas forcément pertinent en 2021.

Aujourd’hui, nous avons le vaccin, qui diminue considérablement le risque d’hospitalisation et de décès lié au virus. Ça ne veut pas dire que les risques sont inexistant, ni que le nombre de contaminations est inexistant. Mais le vaccin change la donne : le coût d’une stratégie d’élimination devient prohibitif par rapport à son intérêt, très limité. Pourquoi imposer des confinements et fermer les frontières alors que, grâce au vaccin, le virus ne met plus les personnes en danger ?

La Nouvelle-Zélande ne l’a pas encore compris. Obnubilé par l’idée du “risque zéro” depuis le printemps 2020, le pays ne cherche pas à adapter sa gestion. Jacinda Ardern a annoncé que la Nouvelle-Zélande maintiendrait sa “stratégie d’élimination”, même si le taux de vaccination augmente [moins de 20 % des Néo-Zélandais sont aujourd’hui complètement vaccinés].

Les frontières rouvriront peut-être en 2022, mais pas beaucoup plus que ce qui est prévu actuellement. Quand le gouvernement néo-zélandais comprendra

que même une personne vaccinée risque de faire entrer le Covid sur le territoire, il renoncera peut-être à cet assouplissement.

La stratégie “zéro Covid” de la Nouvelle-Zélande a eu des conséquences terrifiantes. Cette nation autrefois accueillante s’est transformée en dystopie autarcique, où les libertés sont retirées sans préavis et où les étrangers sont bannis. On est loin de la nation ouverte, accueillante et progressiste promise par Jacinda Ardern.

D’ailleurs, en dépit des éloges dont elle fait l’objet, la Première ministre ne s’emploie pas sérieusement à protéger sa population. Un Néo-Zélandais sur cinq a reçu ses deux doses de vaccin, soit le deuxième taux de vaccination le plus bas de l’OCDE. Les centres de vaccination ont même été fermés quand les restrictions de “niveau 4” sont entrées en vigueur, le 17 août. Confinement d’abord, confinement avant tout et pour toujours.

Les répercussions de cette stratégie dépassent largement le Covid. La notion de “risque zéro” donne à l’État toute latitude pour s’ingérer à l’extrême dans nos vies. Le choix individuel, l’autonomie physique et le respect de la vie privée sont engloutis par l’objectif d’éliminer tout ce qui présente le moindre danger. La peur nourrit une tolérance pour les mesures les plus extrêmes, excluant de ce fait la possibilité d’une société libérale.

Cette pandémie a bouleversé nos vies à de nombreux égards. Nous avons énormément sacrifié au nom de la santé collective. Mais il faut savoir dire stop. Les confinements stricts, mis en place sans préavis à cause d’un petit nombre de contaminations, ne sont tout simplement pas tenables.

—**Matthew Lesh**
Publié le 19 août

À la une



“TOUJOURS EN ATTENTE”, titre le **New Zealand Herald** le 24 août avec la photo d’une jeune femme regardant l’intervention télévisée de Jacinda Ardern la veille, quand elle a annoncé le maintien du confinement. Face aux déclarations du ministre de l’Éducation Chris Hipkins qui a questionné son “*approche forteresse*”, la Première ministre “*a expliqué ne pas avoir l’intention d’en changer*”, écrit le journal.

↳ Dessin de **Andrzej Krauze** paru dans **The Guardian**, Londres.

La vieille garde est de retour



MALAISIE — “Ismail Sabri est le nouveau Premier ministre”, annonce à sa une **The Star** le 21 août, au lendemain de

la nomination du vice-président de l’Umno, 61 ans, à la tête du gouvernement. Un choix qui signe le retour au pouvoir de ce parti qui, en 2018, en avait été écarté par les urnes après six décennies de règne sans partage et des scandales de corruption à répétition. Mais la pandémie de Covid-19 et l’effondrement de l’économie auront eu raison de cette brève parenthèse.

Kaïs Saïed garde les pleins pouvoirs

TUNISIE — Le président Kaïs Saïed “*a émis un décret le 24 août à minuit*” pour prolonger “*jusqu’à nouvel ordre*” la suspension des travaux du Parlement, rapporte le site **Business News**. Le 25 juillet, le chef de l’État avait invoqué la Constitution pour s’octroyer les pleins pouvoirs, limoger le chef du gouvernement, Hichem Mechichi, et suspendre le Parlement durant trente jours. Les intentions de Kaïs Saïed seront probablement précisées quand il “*s’adressera au peuple, dans les prochains jours*”.

Joséphine Baker au Panthéon

FRANCE — “*C’est la consécration, lointainement posthume, d’un destin exceptionnel*”, commente le quotidien suisse **Le Temps** après l’annonce de l’entrée au Panthéon de Joséphine Baker (1906-1975). Une cérémonie sera organisée le 30 novembre, jour anniversaire de sa naturalisation française en 1937. “*La ceinture de bananes de Joséphine Baker est plus connue que son héroïsme de résistante pendant la Seconde Guerre mondiale*”, rappelle le journal catalan **La Vanguardia**, soulignant son rôle d’agent du contre-espionnage, qui lui vaudra d’être décorée.

✍ Dessin de Marco De Angelis, Italie.

Retrait inquiétant

SAHEL — Le Tchad a annoncé le 21 août rappeler 600 des 1200 hommes qu'il a déployés au sein du G5 Sahel, qui lutte contre la menace djihadiste. Même si les autorités tchadiennes refusent de parler de "retrait" et évoquent un "redéploiement stratégique", selon **Sahel Tribune**, beaucoup dans la région s'inquiètent. D'autant que, souligne **L'Observateur Paalga**, "ce départ intervient après la suspension de la coopération militaire de la France avec le Mali et l'annonce du retrait progressif de la force française Barkhane".

Démission surprise



SUÈDE — "Il rend son tablier", annonce le 23 août le **Svenska Dagbladet** sur la photo de Stefan

Löfven qui illustre sa une. La veille, le Premier ministre de 64 ans a pris le pays par surprise en annonçant sa démission – qui prendra effet en novembre. "Après dix années de crises à répétition, Stefan Löfven quitte ses fonctions de président du parti et de Premier ministre, reprend le quotidien conservateur. Il laisse à son successeur le soin de mener le dernier combat." En d'autres termes, d'accroître la popularité des Sociaux-démocrates avant les législatives de septembre 2022.

"Out of Arabia"



ARABIE SAOUDITE

— Selon la théorie communément admise pour décrire l'origine des populations

humaines actuelles, l'homme moderne serait sorti d'Afrique environ 60000 ans avant notre ère. Dans ce modèle, l'actuelle Arabie Saoudite n'aurait été qu'un lieu de passage foulé par *Homo sapiens* gagnant l'Europe, l'Asie et le reste du monde. Mais depuis quelques années, raconte le **New Scientist** le 21 août, un nombre croissant d'indices suggère une installation ancienne dans cette région. Ce qui a donné au magazine l'idée de son dossier de couverture : "Pourquoi l'Afrique n'est pas le seul berceau de l'humanité."

Haro sur les toits noirs !

AUSTRALIE — Aux grands maux, les grands remèdes... Afin de lutter contre le réchauffement climatique, une banlieue résidentielle de Sydney – qui enregistre en été jusqu'à 50 °C – s'appête à interdire les toits sombres, rapporte le 23 août le **Sydney Morning Herald**. Ces toits non seulement retiennent la chaleur et augmentent la température dans ces quartiers, mais sont à l'origine, par ricochet, "de factures d'électricité astronomiques". Outre les toits aux couleurs plus claires, ajoute le journal, "les terrains devront aussi être suffisamment grands pour qu'y soit planté un arbre".

MIGRANTS

La Grèce ferme ses frontières à double tour

Le 20 août, Athènes a annoncé avoir achevé la construction d'un mur à sa frontière avec la Turquie. Une annonce qui résonne comme une mise en garde destinée aux Afghans qui chercheraient asile en Europe.



La réponse ne s'est pas fait attendre, elle est martiale et sans équivoque. À la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan, les autorités grecques ont rapidement réagi par un contrôle renforcé de leurs frontières terrestre et maritime avec la Turquie. Le gouvernement conservateur de Kyriakos Mitsotakis redoute les arrivées d'Afghans aux portes de l'Europe.

"Athènes s'inquiète du rôle de la Turquie", note le journal dominical **To Vima**. En vertu d'un pacte migratoire conclu avec l'Union européenne en 2016, la Turquie est supposée empêcher les migrations vers l'Europe. Mais en mars 2020, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait rompu l'accord en ouvrant les portes de l'Europe aux réfugiés désireux de venir sur le Vieux Continent.

Alors encouragé par les dirigeants européens, qualifiant la Grèce de "bouclier de l'Europe", le gouvernement Mitsotakis avait déjà accentué la présence militaire aux frontières grecques – et donc européennes. Si les deux chefs d'État ont échangé par téléphone pendant le week-end, la versatilité du président turc inquiète. "La Turquie a deux moyens de pression sur l'Union européenne, l'immigration et son rôle de médiateur, ce qui n'est pas dans le meilleur intérêt de la Grèce", s'inquiète **To Vima**, qui craint de voir une situation similaire à celle de 2015 ou 2020 se reproduire (lire aussi p. 19).

Le 20 août, les ministres de la Défense et de la Protection civile grecs se sont rendus le long du fleuve Evros, qui marque, dans le nord-est du pays, la frontière terrestre de la Grèce avec la Turquie, où un grillage d'acier vient d'être installé, relate

le quotidien **Ta Nea**. Dans un déplacement officiel très symbolique, "ils ont martelé que les frontières de la Grèce resteront sûres et inviolables", informe le quotidien progouvernemental. Le ministre de la Défense s'est félicité d'"une surveillance étroite et renforcée des frontières", poursuit **Ta Nea**.

Pour **I Kathimerini**, la Grèce prépare des "plans d'urgence" pour anticiper la "possibilité d'une vague de réfugiés depuis l'Afghanistan". "Le mur de 27 kilomètres de long est terminé. De même que l'installation et le

fonctionnement du système automatisé de surveillance des frontières", assure le grand quotidien de droite. Selon les informations du jour-

nal, la zone, où une parcelle de mur existe déjà depuis 2012, se trouve désormais "équipée de onze caméras et radars d'une portée de 15 kilomètres en territoire turc".

La militarisation des frontières semble approuvée par l'ensemble de la presse de droite. **Ethnos** n'hésite pourtant pas à questionner l'humanité de telles mesures. "L'Occident se prépare à vivre une vague migratoire comparable à la crise de 2015, et, le plus inquiétant, c'est qu'il s'appête à la gérer avec les mêmes méthodes", craint le quotidien de centre droit dans un éditorial qui s'insurge contre l'attribution arbitraire du statut d'immigré ou de réfugié aux demandeurs d'asile. "Jusqu'à ce qu'on décide que votre condition de femme, de pauvre, de gay ou de lesbienne à de l'importance, vous pouvez mourir en attendant que la 'solidarité européenne' donne son feu vert pour vous autoriser à marcher jusqu'en Allemagne, où vous deviendrez une force de travail dynamique, un réfugié bienvenu."

— **Courrier international**

+66%

C'EST LE BOND ENREGISTRÉ LE 22 AOÛT PAR LE PRIX DU LITRE DE SANS-PLOMB 95 AU LIBAN.

Le gaz de ville a quant à lui augmenté de 54 %, le fioul de 73,5 %. Ces hausses auraient pu être encore plus importantes si la banque centrale n'avait puisé dans ses réserves pour financer les besoins du pays en carburant en septembre. Pour **L'Orient-Le Jour**, il s'agit d'une "nouvelle demi-mesure temporaire" pour "gagner un peu de temps" en repoussant de "quelques semaines" la fin programmée des subventions à l'importation de carburant, qui fera "exploser les prix à la pompe".



CONTROVERSE

Les meurtriers “incels” sont-ils des terroristes ?

Le 12 août, à Plymouth, dans le sud-ouest de l'Angleterre, un jeune homme souscrivant aux théories misogynes du mouvement *incel* a abattu cinq personnes. Doit-on assimiler son acte à du terrorisme ? Outre-Manche, le débat fait rage.

OUI

L'extrême misogynie est une idéologie

—The Observer (extraits) Londres

Les heures qui suivent un attentat sont terriblement éprouvantes : la confusion règne, les rumeurs vont bon train, des gens anxieux essaient de contacter leurs proches pour s'assurer que tout va bien. Nous savons maintenant que Jake Davison, 22 ans, était un misogyne et qu'il a abattu sa mère, récemment traitée pour un cancer, avant d'assassiner quatre autres personnes.

On a du mal à comprendre en quoi ce qu'a fait Davison ne relève pas du terrorisme tel qu'il est défini par le gouvernement. “Le recours à des menaces ou des actes... visant à intimider la population” fait partie des critères. Parmi les exemples cités [dans cette définition], il y a les violences graves contre une personne ou plusieurs, la mise en danger de la vie d'un individu ou le fait de mettre gravement en danger la santé et la sécurité d'autrui. Davison répond à tous ces critères. Mais voici la clause d'exclusion : la définition stipule que le terrorisme doit “servir une cause politique, religieuse, raciale ou idéologique”. Or on affirme souvent que même la misogynie la plus extrême n'entre pas dans cette catégorie.

Apparemment, beaucoup ne comprennent pas à quel point la misogynie peut former un cocktail détonant avec d'autres formes d'extrémisme. C'est ce qui m'a particulièrement frappé après l'attentat à la bombe du Manchester Arena, en 2017. Cinq ans auparavant, Salman Abedi présentait déjà des signes de radicalisation, mais la gravité de son agression contre une jeune musulmane à l'université n'a pas été reconnue. Abedi l'a frappée à la tête sous prétexte qu'elle portait une jupe courte, la mettant presque K.-O. Un acte d'une brutalité ahurissante, où la misogynie se mêlait à l'idéologie islamiste. Pourtant, aucune charge n'a été retenue contre Abedi. Aujourd'hui, une fois de plus, l'histoire se répète : on a appris que la police du Devon et des Cornouailles avait

récemment restitué à Davison son permis de port d'armes, qui lui avait été retiré en décembre, après qu'il avait accepté de participer à un stage de gestion de la colère.

La haine des femmes est banalisée, la dénoncer serait une obsession de féministes, alors même que ses terribles conséquences sautent aux yeux. Régulièrement, on entend parler d'hommes qui ont censé-ment “pété les plombs” et tué leur femme. La police parle alors de violences domestiques, d'incidents isolés. Pas si isolés que ça : 1 425 femmes ont été tuées par des hommes au Royaume-Uni entre 2009 et 2018.

En juin de l'année dernière, deux sœurs, Bibaa Henry et Nicole Smallman, ont été assassinées dans un parc du nord de Londres par un adolescent. Danyal Hussein a maintenant 19 ans. Il avait été surpris à utiliser des ordinateurs scolaires pour accéder à des sites de droite. Prevent [la cellule antiradicalisation britannique] avait été saisie, mais les poursuites avaient été abandonnées quelques mois plus tard. Apparemment, on est passé à côté de la misogynie virulente de ce garçon, qui l'a conduit à faire un “pacte” avec un “démon” pour tuer six femmes en six mois.

Il y a cinq ans, j'ai commencé à remarquer que de nombreux hommes ayant commis des attentats terroristes avaient des antécédents de misogynie et de violences domestiques. Personne ne m'écoutait, alors j'ai écrit un livre sur le sujet*, où je dresse la liste de cinquante terroristes qui avaient auparavant terrorisé leur partenaire actuel et leurs ex. Il a été publié en 2019 et a inspiré une étude novatrice à la police antiterroriste, montrant que près de 40 % des individus déferés devant Prevent avaient été les auteurs, les témoins ou les victimes de violences domestiques. Project Starlight [un projet de recherche établissant un lien entre violence domestique et terrorisme] a émis un certain nombre de recommandations, faisant valoir que les policiers chargés de la lutte contre le terrorisme doivent rechercher des antécédents de violences domestiques lorsqu'ils évaluent la dangerosité des suspects.

Il s'agit d'un réel progrès, mais il faut aller encore plus loin. Nous sommes tous sous le choc après les terribles événements de Plymouth. Le chagrin des familles des victimes est insoutenable. Mais le déchaînement meurtrier de Davison démontre que notre définition du terrorisme est trop restrictive. L'extrême misogynie doit être reconnue comme une idéologie à part

entière, susceptible de radicaliser de jeunes hommes pleins d'amertume – ce qui est un risque inacceptable.

—Joan Smith
publié le 15 août

*Home Grown: How Domestic Violence Turns Men Into Terrorists (“Les violences contre les femmes, un signe de radicalisation terroriste”, 2019, non traduit en français).

NON

Ils n'ont pas de but politique

—The Daily Telegraph (extraits)
Londres

Jake Davison, qui a abattu cinq personnes à Plymouth la semaine dernière, ne se considérait pas comme un *incel*. Mais il décrivait cette étrange tribu comme des “gens qui [m]e ressemblent”, c'est-à-dire seuls au monde. [L'acronyme anglais] *incel* signifie “célibat involontaire” : pour le profane, un homme qui ne trouve pas de copine. Le débat est lancé sur la question de savoir si l’“incelisme” relève ou non du terrorisme, ou s'il en fait le lit. N'est-ce pas un peu exagéré ? Je me demande si voir dans l'incelisme une activité terroriste ne ferait pas qu'aggraver le problème.

Pour la plupart des *incels*, tout commence par la prise d'une “pilule rouge” métaphorique [idée tirée du film *Matrix*] qui leur ouvre les yeux sur la vraie nature de la société, à savoir que le monde est dirigé par les femmes et que celles-ci ne s'intéressent qu'à la beauté et à l'argent. D'où l'impossibilité de sortir avec elles. Si la pilule rouge est émancipatrice, par des moyens détournés, la “pilule noire” qui la suit est entièrement négative : elle révèle à l'adepte qu'on ne peut rien faire contre la gynocratie, qu'on est un raté de naissance et qu'on est voué à le rester. “Je fais une overdose de pilules noires”, a déclaré Davison.

Dans l'incelisme, la colère se mêle au désespoir pour aboutir à une vision nihiliste du monde, parfois accompagnée de fantasmes de viol et autres violences. La plupart des *incels* ne sont pas violents et ils éprouvent le besoin, parfaitement

légitime, de discuter de leurs problèmes dans le cadre de la loi – mais même si ce mouvement n'incite pas à la violence, on voit bien comment il peut la justifier. Depuis 2014, on observe plusieurs attaques liées à des *incels* dans le monde. En 2018, au Canada, un homme a précipité un camion-bélier sur un trottoir, tuant dix personnes. Il justifiera ensuite son acte auprès des policiers en disant qu'il est “incapable de coucher avec une femme”.

Certes, cela ressemble fort à du terrorisme, alors pourquoi ne pas l'appeler ainsi ? Il subsiste certaines réticences, à mon sens pour deux raisons. La première est d'ordre théorique : on a tendance à concevoir le terrorisme comme ayant un programme politique – une série d'exigences claires – et comme étant organisé. L'incelisme n'a pas de programme et est dépourvu de structure de commandement.

Certains craignent que si l'on continue d'élargir le champ d'application du terme “terrorisme” pour inclure tout ce qui est potentiellement destructeur, il finisse par perdre en clarté, par devenir flou. On commence à voir des radicaux partout. Même des enfants ont été obligés de suivre des programmes antiextrémisme pour un comportement mal compris. Au lieu de confier à l'État le soin de combattre des philosophies menaçantes, on ferait mieux de se concentrer sur le maintien de l'ordre – et se demander pourquoi Davison a eu le droit de posséder une arme, pour commencer.

Et puis il ne me paraît pas du tout souhaitable d'accorder à l'incelisme l'attention qu'il recherche. Le juge de l'affaire canadienne a conclu que le criminel voulait qu'il avait “pris le mouvement *incel* en marche pour accroître sa notoriété”. Nous ne devrions même pas connaître son nom. Les forums sont déjà pleins de crétiens qui chantent ses louanges.

Est-ce l'angoisse des *incels* qui engendre une idéologie pour rationaliser une douleur privée ? Ou est-ce au contraire l'idéologie qui crée cette angoisse et donc attire des adeptes ? Difficile à dire. Davison lui-même qualifiait l'incelisme de “toxique”, disant qu’“il vous donne l'impression que, même si vous vous améliorez, ce ne sera jamais assez”. En déclarant la guerre à l'incelisme ne rendons-nous pas ce poison encore plus toxique ? [En lui offrant cette publicité] n'incitons-nous pas d'autres personnes à lancer une recherche Internet sur un phénomène qui risque de les happer définitivement ?

—Tim Stanley
publié le 16 août

DÉVOILEZ VOTRE CARACTÈRE ELECTRIC.*



MINI ELECTRIC

À PARTIR DE **325 €/MOIS.**⁽¹⁾ SANS AUCUN APPORT.
ENTRETIEN INCLUS.⁽²⁾



*Électrique, exactement comme la nouvelle MINI Electric !

⁽¹⁾ Exemple pour une MINI COOPER SE Edition Camden. 36 loyers linéaires : 324,99 €/mois.

Après déduction du bonus écologique de 6000 €, sous réserve d'éligibilité conformément au décret en vigueur.

Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30000 km incluant Entretien⁽²⁾, extension de garantie et assurance DI+. Offre réservée aux particuliers, valable pour toute commande d'une MINI COOPER SE Edition Camden jusqu'au 31/12/2021 dans les MINI Stores participants. Sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles 343606448, inscrit à l'ORIAS sous le n°07008883. Consommation mixte combinée : 0l/100 km. CO₂ combinée : 0g/km - Norme WLTP. Depuis le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. La Protection Personnelle DI+ est un contrat d'assurance souscrit auprès d'Allianz Vie, Entreprise régie par le Code des assurances, Société anonyme au capital de 643 054 425 €, Siège social : 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex, 340234962 R.C.S. Nanterre. ⁽²⁾ Hors pièces d'usure.

à la une

AFGHANISTAN QUI POUR PA



➤ Marée humaine, le 20 août, à l'aéroport de Kaboul. Ils sont des milliers à tenter de fuir l'Afghanistan, les talibans ayant pris le pouvoir dans le pays.

Photo Wakil Kohsar/AFP

RULER AVEC LES TALIBANS ?



Alors que les talibans viennent de donner un ultimatum aux derniers ressortissants américains pour quitter le territoire afghan, la presse étrangère s'interroge : qui occupera la place laissée vacante par les États-Unis ? La Russie ? Ou plutôt la Chine, qui voudrait continuer à investir dans la région ? Au Moyen-Orient, on s'inquiète aussi : la chute de Kaboul ne risque-t-elle pas d'inspirer d'autres groupes radicaux ?



← Joe Biden. Dessin de Kamensky, Slovaquie.

IL FAUDRA BIEN TROUVER UN MOYEN DE COOPÉRER

VU DES ÉTATS-UNIS Après la débâcle militaire, les États-Unis devront revoir radicalement leur stratégie, affirme ce politologue. Il leur faudra travailler avec les puissances régionales et les talibans pour reconstruire le pays.

—The Nation (extraits) New York

L'aventure américaine en Afghanistan s'est terminée bien plus vite que prévu. Moi qui suis les événements en Afghanistan depuis 1978, j'ai été déconcerté comme tant d'autres par la rapidité avec laquelle le gouvernement du président Ashraf Ghani et les forces de défense et de sécurité nationales afghanes, formées par les États-Unis, ont perdu les capitales provinciales les unes après les autres. À présent, il est temps pour Washington de penser à l'Afghanistan d'après. Il faudra trouver une nouvelle ligne stratégique, et ce ne sera pas facile.

Le premier défi concerne la situation précaire des milliers d'Afghans qui ont travaillé avec des organisations civiles et militaires américaines. Beaucoup de ces personnes craignent, à juste titre, d'être arrêtées et emprisonnées, voire pire, une fois que les talibans auront renforcé leur mainmise sur le pays. Les États-Unis doivent leur offrir l'asile politique.

Cela a déjà été fait auparavant. Souvenons-nous de l'opération New Life, le programme de l'après-guerre du Vietnam mis en place par divers organismes gouvernementaux, notamment le

département d'État et celui de la défense, ainsi que des organisations privées, et qui a donné l'asile politique à 140 000 personnes venues du Cambodge et du Vietnam aux États-Unis et dans d'autres pays.

Une époque révolue. Si le gouvernement Biden accepte d'accueillir nos anciens collaborateurs – ce qui semble être le cas, à en croire les articles de presse selon lesquels 50 000 Afghans ou plus (ceux qui étaient employés par les États-Unis et leurs familles) pourraient avoir droit à des “visas spéciaux” – les politiques, les experts et les médias de droite vont rapidement sauter sur l'occasion pour attiser la peur du migrant. Le président et les responsables des affaires étrangères doivent rapidement prendre les devants et expliquer au public américain en quoi tendre la main aux Afghans qui ont aidé les États-Unis est une bonne chose et pourquoi les avantages dépassent largement les inconvénients.

Les Afghans qui travaillaient pour des organisations américaines ne seront cependant pas les seuls à vouloir quitter le pays. Des dizaines de milliers d'autres, sinon plus, vont vouloir se mettre en sécurité dans des pays voisins comme l'Iran,

le Pakistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, et l'Ouzbékistan. Autant de pays qui n'ont pas les moyens de loger, de nourrir et de prendre en charge un si grand nombre de réfugiés. Leur fournir une aide, à la fois financière et matérielle, est une responsabilité qui incombe aux États-Unis, plus qu'à tout autre pays, et cette charge comprend également les millions d'Afghans déplacés à l'intérieur du pays.

Le point fondamental qui devrait orienter la stratégie américaine pour l'avenir de l'Afghanistan, maintenant que le projet d'y instaurer une démocratie a échoué, c'est que l'époque où Washington était encore le maître du jeu est révolue. Pour des questions purement géographiques, plusieurs pays sont beaucoup plus directement concernés par ce qui se passe en Afghanistan et ils entendent s'impliquer davantage.

Les plus importants de ces pays sont la Chine, l'Iran, le Pakistan, la Russie et l'Inde. Les trois premiers ont une frontière commune avec l'Afghanistan. Ce n'est pas le cas de la Russie, mais les frontières communes du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan avec l'Afgha-

LES TALIBANS SERONT MÉFIANTS À L'ÉGARD DES INITIATIVES SI ELLES SONT MISES EN ŒUVRE PAR LES SEULS ÉTATS-UNIS.

nistan totalisent plus de 2 000 kilomètres – et la stabilité de l'Asie centrale a toujours été une préoccupation majeure de la Fédération russe, qui considère la région comme son flanc sud stratégique.

Les États-Unis n'ont pas de très bonnes relations avec l'Iran, la Chine et la Russie, c'est le moins qu'on puisse dire. Pourtant, parvenir à un compromis politique afin de limiter le chaos et un bain de sang en Afghanistan sera impossible sans ces pays. De toute façon, il n'y a pas moyen de les mettre à l'écart.

En réalité, il existe un terrain d'entente. Ni les États-Unis, ni la Chine, ni l'Iran ni la Russie ne veulent voir l'Afghanistan plonger dans le chaos, et aucun d'entre eux ne peut éviter cette issue sans l'aide des autres. L'idée d'une éventuelle coopération avec l'Iran suscitera l'indignation d'une partie du Congrès et des médias, ainsi que de divers organismes internationaux et religieux. Il serait cependant insensé pour le gouvernement Biden de ne pas s'engager dans des négociations de fond avec Pékin, Moscou et Téhéran afin d'élaborer une stratégie commune et un partage des tâches.

Et de toute évidence, toute entreprise multilatérale devra inclure les talibans, désormais maîtres de Kaboul. Ceux-ci seront très méfiants à l'égard des initiatives diplomatiques si elles sont mises en œuvre par les seuls États-Unis. C'est une autre raison de mettre en œuvre une stratégie commune. De nombreux points pourraient être à l'ordre du jour pour définir l'avenir de l'Afghanistan, mais trois sont essentiels.

Les talibans vont avoir besoin d'une aide extérieure pour la reconstruction économique. Et,

SOURCE



THE NATION

New York, États-Unis
Hebdomadaire
thenation.com

Fondé par des abolitionnistes en 1865, résolument à gauche, The Nation est l'un des premiers magazines d'opinion américains. C'est le plus ancien hebdomadaire aux États-Unis à avoir été publié sans interruption jusqu'à aujourd'hui. Des collaborateurs tels que Henry James, Jean-Paul Sartre ou Martin Luther King ont contribué à sa renommée.

Un gouvernement pour convaincre et rassurer

Le mouvement islamiste insurgé exige des États-Unis qu'ils quittent définitivement l'Afghanistan à la fin du mois. Il espère ensuite s'acheter une respectabilité internationale, avec le soutien du Pakistan, de la Russie, de la Chine et de l'Iran.

aussi contestable que soit leur idéologie, ce sont les Afghans les plus pauvres qui vont souffrir le plus si on leur refuse l'aide nécessaire afin de reconstruire et entretenir les infrastructures nécessaires aux services essentiels. En outre, d'autres pays vont apporter leur soutien financier, et les États-Unis ne gagneront rien à rester en marge.

Le deuxième point porte sur les conditions à fixer pour l'octroi des fonds et de l'aide matérielle nécessaires à la reconstruction. Outre les dispositions élémentaires visant à limiter le gaspillage et la fraude, d'autres conditions devraient être prévues notamment concernant le sort réservé aux groupes religieux et ethniques minoritaires, aux femmes et aux filles, ainsi qu'aux Afghans diplômés. Il n'y a sans doute aucun moyen d'empêcher les talibans d'imposer leur version très particulière des préceptes islamiques – ils ne se sont pas battus pendant vingt ans pour rien – mais on doit pouvoir éviter les persécutions, les violences et les massacres. L'opposition à ces trois dernières pratiques peut être un postulat fondamental, sur lequel les États souhaitant coordonner leurs stratégies en Afghanistan devraient s'accorder.

Déluge de reproches. Il y a fort à parier que le gouvernement Biden ou des élus de la Chambre et du Sénat réagiront à la victoire des talibans en lançant l'idée de sanctions [le 15 août, le gouvernement américain a annoncé le gel des avoirs de la banque centrale afghane aux États-Unis]. Là encore, il est important de se demander qui sera le plus touché par des sanctions économiques et si cela est compatible avec la poursuite de relations diplomatiques avec les talibans sur des sujets d'intérêt national.

Le troisième point sur lequel les pays impliqués dans un effort diplomatique commun ne devraient pas transiger, c'est la position des talibans à l'égard d'Al-Qaïda et de Daech. Maintenant que les talibans ont repris le pouvoir et doivent affronter une multitude de problèmes liés à la gestion d'un pays, ils ne vont pas vouloir s'attirer les foudres en accueillant des groupes terroristes. Par ailleurs, les chefs talibans auront certainement anticipé que leurs interlocuteurs allaient soulever le sujet d'Al-Qaïda et de Daech. C'est une fois de plus l'occasion de conditionner les relations diplomatiques et l'aide économique aux relations des talibans avec les groupes terroristes.

Cette stratégie multilatérale pour un Afghanistan post-américain ne se fera pas sans heurts. Le gouvernement Biden va devoir affronter un déluge de reproches pour avoir "perdu" l'Afghanistan, alors même que c'est Trump qui a posé les bases d'un retrait total américain [l'accord de Doha a été signé en février 2020]. Il sera difficile de réduire la méfiance entre les talibans et les États-Unis. Malgré tout, l'effondrement du gouvernement de Ghani a créé un contexte complètement nouveau – qui appelle une stratégie totalement différente.

—Rajan Menon*
Publié le 16 août

* Rajan Menon est professeur émérite de sciences politiques au City College of New York, spécialiste de l'Asie et de l'aire postsoviétique.

À la une



“LA DÉBÂCLE DE BIDEN”

“Ce que cela signifie pour l'Afghanistan et l'Amérique”, titre **The Economist**, le 21 août. L'hebdomadaire britannique consacre un dossier à ce fiasco, coup dur pour l'Amérique. Et s'interroge sur la suite.

La course contre la montre est engagée à Kaboul. Avant le retour au pouvoir des talibans, les États-Unis s'étaient initialement donné jusqu'au 31 août pour quitter définitivement l'Afghanistan. Mais l'exfiltration des derniers ressortissants occidentaux et des Afghans ayant travaillé avec eux depuis 2001 va sans doute prendre plus de temps que prévu. Selon le **South Asia Journal**, “l'armée de l'air américaine dispose de plus de 230 avions-cargos, avions-citernes et autres appareils engagés dans le pont aérien massif en cours”.

Les islamistes ont déjà exprimé leur mécontentement face à ces opérations extraordinairement complexes, et prévenu que le chaos à l'aéroport de Kaboul ne pourrait pas durer, alors qu'un nouveau gouvernement doit être très rapidement désigné à la tête du pays. Lundi 23 août, ils ont déclaré considérer le 31 août comme une “ligne rouge”, et précisé qu'ils n'annonceraient pas la constitution de leur gouvernement tant qu'il restera des soldats américains dans le pays.

En début de semaine, on considérait que “20 000 personnes” se trouvaient sur le terrain de l'aéroport et tentaient “de monter à bord des avions militaires et commerciaux américains”, tandis que “des milliers d'autres Afghans et membres du personnel américain se trouvent ailleurs, en Afghanistan”. Cette évacuation monstre est d'ores et déjà “l'une des plus importantes de l'histoire de l'armée de l'air”, après l'évacuation de Saïgon en 1975.

“Inclusif”. C'est dans ce contexte très confus que les talibans se préparent à désigner les nouveaux dirigeants du pays. “Leur porte-parole, Zabihullah Mujahid, a indiqué le 22 août que les discussions avec les dirigeants politiques afghans étaient en cours”, fait savoir **Tolo News**, le dernier grand média local à pouvoir s'exprimer. Le **Kabul Times**, journal d'État, a cessé toute publication le 15 août, jour de l'entrée des talibans dans Kaboul. La veille, son concurrent, l'**Afghanistan Times**, avait stoppé toute parution. Quant à la chaîne **Itv**, elle n'émet tout simplement plus.

Si le président Ashraf Ghani est parti en exil aux Émirats arabes unis, ses adversaires politiques, l'ancien président Hamid Karzai et l'ancien chef de l'exécutif Abdullah Abdullah, qui était depuis septembre 2020 à la tête du Haut

Conseil pour la réconciliation nationale, sont aux avant-postes des discussions avec les talibans pour la constitution d'un gouvernement annoncé comme “inclusif”.

“Certains dirigeants politiques afghans ont toutefois critiqué la façon dont les pourparlers se déroulent”, rapporte **Tolo News**. Ainsi, pour Sayed Ishaq Gailani, chef du parti Nahzat-e Hambastagi Afghanistan, “cela ressemble à un jeu dans lequel chacun essaie de se promouvoir, tout en ne montrant pas de respect pour les Afghans”.

S'agissant du poste de président, beaucoup parient “sur le mollah Abdul Ghani, plus connu sous le nom de mollah Baradar, qui apparaît aujourd'hui comme un modéré alors que sous le précédent régime taliban (1996-2001), il a participé à d'horribles massacres”, relève **The Diplomat**. Cofondateur du mouvement insurgé et artisan de l'accord de paix signé le 29 février 2020 entre talibans et Américains, celui-ci jouera sans nul doute “un rôle majeur dans la nouvelle gouvernance”.

Parmi les autres grandes figures à même d'accéder à des fonctions importantes tout prochainement, on cite l'émir Haibatullah Akhundzada, le chef militaire Mohammad Yaqoob et le dirigeant du réseau radical Haqqani, Sirajuddin Haqqani. Tous sont connus pour “leur fine connaissance de la jurisprudence islamique” ou pour “leurs prouesses militaires”, mais aussi pour “leur brutalité et leurs opinions ultraconservatrices”. Ils sont donc “moins susceptibles” d'être acceptés comme interlocuteurs par les gouvernements étrangers.

Or c'est là l'un des grands soucis des talibans, contrairement à ce qui s'était passé en 1996 lors de leur précédente prise de contrôle de l'Afghanistan. “Leurs dirigeants veulent convaincre le monde qu'ils ne laisseront pas le pays redevenir une plaque tournante du terrorisme”, analyse **Gandhara**.

Leur tentative d'obtenir “une large légitimité” se heurte toutefois à “des obstacles importants”, peu de pays occidentaux semblant disposés à reconnaître un gouvernement taliban qui serait “une répétition” du passé. Leur seule chance de ne pas devenir à nouveau “les parias” de la planète réside dans un possible soutien du Pakistan, de l'Iran, de la Russie et de la Chine, quatre pays qui “semblent prêts à travailler avec le futur gouvernement afghan”.

—**Courrier international**





LA CHINE ET LA RUSSIE VONT REPRENDRE LE FLAMBEAU

VU DE RUSSIE La non-ingérence dans les affaires afghanes est-elle possible ? Pékin et Moscou auront du mal à ne pas s'impliquer dans le règlement de la question afghane, souligne l'éditorial de ce quotidien moscovite.

— **Nezavissimaïa Gazeta** Moscou

Le mouvement radical des talibans (organisation interdite en Russie) a pris Kaboul sans rencontrer de résistance et récupéré les rênes du pouvoir en Afghanistan. L'ancien président des États-Unis Donald Trump s'est empressé de qualifier les événements de « terrible échec de l'administration de Joe Biden » : les talibans sont passés à l'action dès que Washington a annoncé, au printemps, son intention de retirer les troupes américaines.

Le président d'Afghanistan [en fuite] Ashraf Ghani a perdu tout soutien actif de la part des grandes puissances étrangères. Nul ne sait pour l'heure quelles seront les relations de ces dernières avec les talibans. On pense



ÉDITO

que les radicaux islamistes ont reçu l'approbation tacite de la Chine, approbation qui pourrait devenir prochainement officielle et publique. La République populaire semble prête en effet à soutenir le nouveau pouvoir afghan en échange de sa non-ingérence dans les affaires intérieures chinoises. Autrement dit, Pékin espère que l'Afghanistan ne deviendra pas un refuge pour les séparatistes ouïgours [lire p.15].

La non-ingérence est une question importante, qui se pose à chaque fois qu'il est question de l'Afghanistan. Peut-on vraiment fermer les yeux ou observer en silence les événements qui se jouent dans un pays étranger lorsqu'il s'agit de la prise du pouvoir par des islamistes radicaux ? Certes, il y a le principe de souveraineté nationale. Et le droit des peuples

à disposer d'eux-mêmes. Les talibans ne se seraient pas rendus maîtres de l'Afghanistan sans soutien de la part de la population. Toutes ces années où un autre pouvoir était en place n'ont pas suffi à convaincre les Afghans que l'islamisme radical était une calamité.

Seulement, que faire de ceux qui refusent de vivre avec les talibans, qui estiment que leur vie est en danger sous leur régime ? Aux États-Unis, quiconque s'oppose à Trump ou à Biden a la garantie que ses droits seront respectés. En France, on peut avoir Macron en horreur tout en jouissant des libertés publiques sans restriction. Les régimes autoritaires du Proche-Orient et d'Asie centrale, c'est un euphémisme, ne garantissent pas les droits de ce type de citoyens. Les pays occidentaux s'y évertuent, pensant accomplir ainsi leur mission civilisatrice, et justifient ainsi leur ingérence dans les affaires d'autres nations, telles que l'Irak, l'Afghanistan ou la Syrie. Bien entendu, ce n'est pas l'unique raison.

PÉKIN ESPÈRE QUE L'AFGHANISTAN NE DEVIENDRA PAS UN REFUGE POUR LES SÉPARATISTES OÛIGOURS.

Aucun pays ne fonctionne de manière complètement autonome et isolée du reste du monde. Les talibans ont un mode de pensée révolutionnaire. Or tout révolutionnaire est un potentiel exportateur de son produit idéologique. Internet a rendu le monde très petit. Il suffit que des islamistes radicaux établissent un émirat quelque part sur la planète pour que cela inspire leurs frères ailleurs [lire p. 18]. La propagation du radicalisme au-delà des frontières réelles est dangereuse, tout comme elle l'est dans l'espace médiatique global.

Les États-Unis ont échoué dans leur mission civilisatrice en Afghanistan. Les 2 000 milliards de dollars dépensés au cours des vingt dernières années ainsi que les 2 000 soldats tués semblent être le prix maximum qu'ils étaient prêts à payer ; ils ne veulent plus gaspiller leur argent et la vie de leurs hommes. Ils laissent derrière eux un pays livré aux radicaux, un foyer incandescent pour les idées révolutionnaires, d'où fuient des milliers d'habitants. La Chine, qui a une certaine influence sur le Pakistan, s'est trouvée mêlée à cette histoire. Et maintenant c'est à elle et à quelques autres grandes puissances que revient le flambeau civilisationnel. D'ailleurs, l'accord sur les Ouïgours pourrait ne pas suffire : si les talibans accroissent leur influence dans la région, si leur révolution commence à s'exporter, ils dicteront de nouvelles conditions, ce qui nécessitera de revoir tous les accords de long terme. De toute évidence, ni la Chine ni la Russie ne voulaient reprendre le flambeau américain. Mais avec l'Afghanistan, il sera difficile de respecter les principes de distanciation et de non-ingérence.—

↑ Sur les pancartes : Invasion du Capitole. Fiasco afghan.

« Ça doit être dur...

— ... d'être un pays aussi exceptionnel !

— Parce que quand tu te plantes...

— ... c'est vraiment un ratage d'exception !

— Mais pas d'inquiétude...

— ... nous aussi on peut être exceptionnels...

— Et promettre de ne pas se réjouir de tes infortunes...

— ... pendant au moins 60 secondes.

— ... disons plutôt 45." Dessin de Kal paru dans **The Economist**, Londres.



CARTOON MOVEMENT

Décryptage

Quelles conséquences pour Pékin ?

●●● C'est la question à laquelle tente de répondre Liu Zongyi, secrétaire général du centre d'études sur la Chine et l'Asie du Sud, de l'institut d'études internationales de Shanghai, dans une interview accordée au site nationaliste chinois **Guanchazhe Wang**. Le chercheur chinois revient notamment sur la visite à Tianjin, le 28 juillet, du mollah Abdul Ghani Baradar. Le chef politique des talibans a déclaré : "Nous n'accepterons pas que des forces utilisent le territoire afghan pour menacer la Chine." Mais peut-on croire à cette promesse ? Les talibans ne sont pas un groupe politique centralisé et hautement discipliné, et même si leur pouvoir central donne des directives, "les branches locales les suivront-elles ?" se demande le chercheur. Si la sécurité demeure le point névralgique pour Pékin, Liu n'est guère optimiste sur l'engagement des talibans. "Il est probable qu'ils toléreront es militants du 'Mouvement d'indépendance du Turkestan oriental'", estime-t-il. Il ajoute : "Au mieux, ils pourraient ne pas autoriser les membres du 'Turkestan oriental' à opérer contre la Chine depuis le territoire afghan, mais il sera très difficile de les amener à livrer ces militants à la Chine." Quant au prolongement du projet phare de Xi Jinping, les routes de la soie, en Afghanistan, "la Chine ne doit pas se précipiter pour investir en Afghanistan", prévient Liu Zhongyi. La posture actuelle affichée par les talibans "n'est peut-être qu'une approche stratégique", ajoute-t-il.

Des occasions et des inquiétudes

VU DE CHINE La nouvelle donne en Afghanistan offre à la Chine l'occasion d'étendre son influence dans la région, affirme cet article écrit avant la chute de Kaboul. Mais elle soulève aussi un problème nouveau : quelle attitude adopter à l'égard des talibans ?

—**HK01** Hong Kong

Le retrait des forces armées américaines d'Afghanistan a pour effet de rebattre complètement les cartes de la situation géopolitique de ce pays d'Asie centrale. La Chine a toujours considéré que les États-Unis étaient à l'origine du problème afghan. À ses yeux, non seulement la guerre menée par les Américains en Afghanistan s'est écartée de son objectif initial – la lutte contre le terrorisme – mais, en s'ingérant dans les affaires intérieures afghanes et en les instrumentalisant, les États-Unis ont en outre créé une grande instabilité dans la région. En retirant désormais la totalité de leurs troupes du pays, ils font preuve d'une irresponsabilité qui pourrait avoir de graves répercussions sur la sécurité dans toute cette partie du monde.

Ce qui inquiète le plus la Chine dans le chaos qui règne actuellement en Afghanistan, c'est que cette crise, si elle s'inscrit dans la durée, pourrait ruiner les efforts déployés par Pékin pour

combattre le terrorisme dans le Xinjiang [région qui dispose d'une frontière avec l'Afghanistan]. Étant donné la montée en puissance des talibans, il paraît inévitable à l'avenir que la Chine soit amenée à intensifier ses contacts avec eux et à engager des négociations.

La Chine pourrait notamment exiger des talibans qu'ils prennent leurs distances avec le Mouvement islamique du Turkestan oriental (Etim), selon Pékin un "mouvement terroriste ouïgour" ayant mené de nombreuses actions terroristes dans le Xinjiang, et qui bénéficie de longue date de l'appui des talibans. [Cet engagement semble avoir été pris le 28 juillet, lorsque le mollah Abdul Ghani Baradar a rencontré le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, à Tianjin ; ce dernier a dit compter sur le "rôle important des talibans dans la paix et la reconstruction de la région", lire ci-contre].

Pendant, quand bien même la Chine et les talibans parviendraient à s'entendre, il n'en subsisterait pas moins de grandes divergences entre eux sur le plan idéologique et, plus pragmatiquement,

sur celui de leurs intérêts respectifs. Le dialogue entre la Chine et les talibans n'en est qu'à ses débuts. Le développement de leurs relations dépendra à la fois de l'évolution du statut des talibans sur la scène politique afghane et des efforts que ceux-ci sont prêts à consentir pour reconsidérer leur position vis-à-vis de l'Etim et d'autres organisations semblables.

Autre objectif majeur de la Chine : assurer sa sécurité énergétique en Asie centrale. L'Afghanistan partage avec le Turkménistan plus de 700 kilomètres de frontières. La plupart courent à travers des plaines et des zones désertiques et sont aisées à franchir. Bien que le Turkménistan et les talibans

☞ De gauche à droite : le président chinois Xi Jinping et le mollah Abdul Ghani Baradar, cofondateur des talibans. Dessin de Paolo Lombardi, Italie.

UN DES OBJECTIFS DE PÉKIN EST D'ASSURER SA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EN ASIE CENTRALE.

SOURCE



HK01
Hong Kong
hko1.com
HK01, média en ligne, a été créé en 2015 par Yu Pun-hoi, ancien rédacteur en chef du quotidien hongkongais Ming Pao. Le site commence à éditer et ouvre ses pages le 11 janvier 2016. HK01 est l'un des sites d'information les plus lus parmi les médias hongkongais en ligne.

entretiennent depuis longtemps des liens étroits, ces derniers ont commencé en 2014 à lancer des attaques contre l'ex-République soviétique, causant des pertes parmi les troupes turkmènes.

De son côté, la Chine est importatrice de gaz naturel en provenance d'Asie centrale. Le Turkménistan se partage avec la Russie l'essentiel de ce marché, qui représente sa principale source de revenus en devises étrangères – il exporte la quasi-totalité de son gaz naturel vers la Chine. Si les talibans poursuivaient leurs attaques contre le Turkménistan et parvenaient à contrôler ses gisements gaziers, cela aurait pour la Chine d'importantes conséquences sur son approvisionnement en gaz.

Elle n'aurait probablement d'autre choix que d'augmenter la part du gaz russe dans ses importations et cela affecterait sa sécurité énergétique.

C'est pourquoi la Chine s'est engagée à soutenir le Turkménistan dans le domaine de la sécurité. Aucun pays d'Asie centrale n'achète plus d'armes à la Chine que l'ex-République soviétique. Récemment, la coopération entre les deux pays sur le plan énergétique s'est encore renforcée. Le consortium de raffinage pétrolier Bashneft présent au Turkménistan a annoncé que le plus grand groupe pétrolier chinois, la China National Petroleum Corporation, avait remporté un appel d'offres l'autorisant à exploiter six champs gaziers sur le territoire turkmène.

Le couloir économique Chine-Pakistan pourrait par ailleurs être élargi à l'Afghanistan. Ce pays occupe en effet une position stratégique, à la jonction de la Chine et du reste du continent eurasiatique. Si la situation s'y stabilisait, la Chine pourrait envisager de l'associer au couloir économique sino-pakistanaï [mis en œuvre en 2018 dans le cadre de l'initiative des nouvelles routes de la soie]. Il est d'ores et déjà question de la construction, dans ce cadre, d'une autoroute reliant la capitale afghane, Kaboul, à Peshawar, dans le nord du Pakistan. Récemment a eu lieu la quatrième réunion tripartite des ministres

LE COULOIR ÉCONOMIQUE CHINE-PAKISTAN POURRAIT ÊTRE ÉLARGI À L'AFGHANISTAN.

des Affaires étrangères chinois, pakistanais et afghan. À l'issue de cette rencontre, les trois pays ont déclaré qu'ils allaient accroître leur coopération aussi bien dans le domaine de la paix, de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme que sur les plans politique et économique et en matière de connectivité. Sur ce dernier point, les progrès réalisés par l'Afghanistan, notamment dans le secteur de la réexportation via plusieurs ports de la région, dont celui de Gwadar, au Pakistan, ont été particulièrement soulignés.

Les talibans espèrent que la Chine participera à la reconstruction de l'Afghanistan. Leur porte-parole a appelé Pékin à accroître dès à présent ses investissements dans le pays, invitant la Chine à prendre part à des projets de construction d'infrastructures dans les régions contrôlées par les talibans ou sous son influence, et lui garantissant qu'elle y bénéficierait des conditions de sécurité requises.

Toutefois, la réalisation de ces différents projets dépend avant tout de l'évolution de la situation en Afghanistan. La Chine ne s'y engagera pas imprudemment dans des investissements massifs avant que la poussière soulevée par la crise ne soit retombée. Si elle s'est imposé des limites en matière de coopération économique avec l'Afghanistan ces dix dernières années, ne s'impliquant dans presque aucun grand projet, ce n'est pas en raison de la présence des forces armées américaines dans ce pays mais parce que la sécurité ne s'y est jusqu'ici jamais fondamentalement améliorée.

—Xu Hui

Publié le 22 juillet

→ Chiite-istan et Sunnite-istan.
À gauche, le président iranien Ebrahim Raïssi, à droite, Abdul Ghani Baradar.
Dessin de Bleibel paru dans le **Daily Star**, Beyrouth.

Analyse

RESSOURCES DISPONIBLES

Certes, Ajmal Ahmad, le gouverneur de la banque centrale d'Afghanistan, prévenait dans **Le Financial Times**, le 18 août, que les perspectives financières du pays étaient "désastreuses". Mais l'espoir de la communauté internationale que l'argent puisse être le nerf de l'après-guerre est "vain", estiment dans une tribune publiée par le **New York Times** Graeme Smith et David Mansfield, spécialistes de l'Afghanistan et de son économie informelle. La raison en est, selon eux, l'ampleur de l'économie informelle afghane et les "vastes quantités d'argent caché dans les zones de guerre". Il est certes question d'opium, de haschisch, de méthamphétamine et autres stupéfiants, mais aussi du "commerce illégal de biens ordinaires, comme le carburant et les biens de consommation importés". Pour ces deux experts, l'économie informelle "éclipse l'aide internationale".



POUR L'IRAN, LES TALIBANS SONT UN "MOINDRE MAL"

Les talibans ne sont plus les ennemis qu'ils ont été pour Téhéran. Leur retour au pouvoir en Afghanistan pourrait même accroître l'emprise iranienne sur la région, même si de gros différends subsistent entre l'Iran et les maîtres de Kaboul, rapporte cette journaliste libanaise.

—L'Orient-Le Jour (extraits) Beyrouth

Herat, Kandahar, Kaboul. Comme le reste du monde, les Iraniens regardent avec surprise le spectacle de ce blitzkrieg conduit par les talibans en Afghanistan. Ils s'étaient préparés à la possibilité d'un effondrement de l'armée afghane dans le sillage du retrait américain mais, comme le reste du monde, Téhéran avait largement sous-estimé le niveau de préparation, l'efficacité et la rapidité de la machine guerrière des talibans.

Les autorités iraniennes s'étaient pourtant mises en état d'alerte dès le mois de mai, à la suite du retrait des forces américaines et au début de l'offensive talibane contre le gouvernement afghan. Inquiètes face à un possible débordement du conflit, un flux de réfugiés et la montée en puissance de certaines factions sunnites extrémistes qui pourraient s'en prendre à la minorité chiite d'Afghanistan, les troupes s'amassent progressivement au cours de l'été le long de la frontière afghane. Les canaux diplomatiques s'activent et, les 7 et 8 juillet, le

ministre iranien des Affaires étrangères reçoit des délégations du gouvernement voisin et des talibans afin de tenter une médiation, tout en cherchant à remplir l'espace laissé vacant par les Américains qui sont sur le départ.

Les rumeurs vont bon train : certains experts parlent d'une possible intervention des Iraniens, d'autres d'un affrontement par milices interposées sur le modèle irakien. Mais l'Iran de 2021 n'est plus celui de la fin des années 1990. Certes, les divergences idéologiques persistent entre le régime des mollahs et celui des talibans qui "ne représentent pas une solution idéale", note Fatemeh Aman, analyste au Middle East Institute. Mais l'arrivée à Kaboul d'islamistes sunnites ne terrorise plus Téhéran, qui depuis s'est accommodé de ses anciens ennemis jusqu'à coopérer avec eux, notamment dans le but de mettre à mal les intérêts américains dans le pays.

"LES IRANIENS SONT NERVEUX : UN GOUVERNEMENT ENTIÈREMENT DOMINÉ PAR LES TALIBANS N'EST PAS LEUR PREMIER CHOIX."

Fatemeh Aman,
ANALYSTE AU MIDDLE EAST INSTITUTE

Malgré l'affairement à Téhéran, la reconquête territoriale des talibans se présente comme une occasion de gagner en influence régionale et, surtout, de marquer des points contre Washington.

"L'Iran, qui a soutenu les talibans tout au long de la dernière décennie afin de mettre un terme à la présence militaire américaine, voit le retour des talibans au pouvoir comme une victoire stratégique", fait remarquer ainsi Afshon Ostovar, professeur à la Naval Postgraduate School en Californie et spécialiste de l'Iran. Les enjeux économiques qui lient les deux entités poussent également à maintenir un rapport de bon voisinage. Pour les talibans, "l'apport iranien d'énergie, d'essence et de gaz est vital", rappelle Fatemeh Aman. Côté iranien, il s'agit surtout de préserver les investissements et de poursuivre les activités de narcotraffic de l'autre côté de la frontière en cas de changement de régime.

Mais le tableau est loin d'être idyllique. "L'Iran ne sortira pas gagnant des récents événements : les talibans ne sont pas l'une de ces milices affiliées à Téhéran, dont l'influence pourrait même décroître à l'avenir compte tenu de la perte de confiance des Afghans envers les Iraniens", poursuit Fatemeh Aman. Ici, l'histoire conflictuelle entre la mouvance fondamentaliste sunnite et la république chiite ne peut pas être évacuée de l'analyse des événements actuels.

En 1998, les talibans, arrivés au pouvoir deux ans plus tôt, exécutent au consulat d'Iran de Mazar-e Charif 11 Iraniens, dont une majorité appartenaient à la Force Al-Qods, l'unité d'élite des IRGC (Corps des Gardiens de la révolution islamique). Une guerre est évitée de justesse : le guide suprême Ali Khamenei donne son accord, avant de le retirer, en vue d'une "action militaire fortement encouragée

par les IRGC", rappelle Farzin Nadimi. Un démêlé auquel s'ajoute un différend portant sur la rivière transfrontalière Helmand. Cet ensemble amène en 2001 les Iraniens à soutenir Washington dans sa tentative de renverser le régime des talibans.

Il faudra attendre deux ans, et le début de la rhétorique de "l'axe du mal" dirigée par Washington contre Téhéran, pour que les prémices d'un mariage de raison s'esquissent entre les talibans et le régime iranien, qui ne partageront jamais que des ennemis.

"C'est à ce moment que les Iraniens ont pris contact avec les insurgés talibans, leur fournissant des explosifs, afin de s'assurer que les Américains ne puissent pas utiliser l'Afghanistan comme une base arrière pour attaquer l'Iran", explique Fatemeh Aman.

À partir de 2015, c'est contre la branche locale de l'État islamique, IS-Khorasan (IS-K), que la coopération se poursuit. "Les Iraniens arrivent à la conclusion que le gouvernement afghan ne sera pas en mesure de venir à bout d'IS-K et entrent alors en contact avec les talibans pour faire front commun", poursuit cette dernière.

Le rapprochement se poursuit jusqu'à aujourd'hui sur le plan diplomatique, ouvrant la voie à une série de rencontres entre des représentants du mouvement islamiste et des officiels de Téhéran. "Les Iraniens sont nerveux : un gouvernement entièrement dominé par les talibans n'est pas leur premier choix, mais ils n'ont plus d'autre option afin de contenir l'État islamique et les possibles retombées d'une nouvelle guerre", affirme Fatemeh Aman.

Le cas des Hazaras. Face à la réalité du terrain, et en l'absence d'alternative, Téhéran est ainsi contraint de composer avec les talibans afin de préserver ses intérêts. Les options sont limitées : l'intervention directe sur un terrain connu pour être devenu "le cimetière des empires" semble exclue, tandis qu'une présence indirecte par milice interposée est impensable si Téhéran veut continuer de s'attirer les bonnes grâces des talibans.

L'Iran pourrait dans ce contexte être réduit à une action à minima, qui viserait simplement à "concentrer son attention sur l'action diplomatique ; la présence militaire à la frontière ; et un volet plus humanitaire visant à gérer la crise des réfugiés afin de restaurer sa réputation compromise par l'alliance avec les talibans", estime Fatemeh Aman.

Un seul dossier, s'il revenait sur le devant de la scène, pourrait compromettre cet équilibre : celui des Hazaras, la minorité chiite d'Afghanistan pour qui les Iraniens auront du mal à négocier toute protection si les talibans décident de renouer avec les méthodes brutales exercées contre les minorités, ce dont ils se défendent jusqu'à aujourd'hui.

Si Téhéran ne prend pas d'engagements, c'est "toute sa crédibilité auprès de ses clients régionaux qui pourrait alors se trouver compromise", avertit Afshon Ostovar.

—**Stéphanie Khouri**
Publié le 18 août



Vu d'ailleurs

Pakistan. La crainte d'un regain d'activité terroriste

● Au moment même où Kaboul tombait aux mains des talibans, un nouvel attentat frappait Karachi – le quatrième en un mois –, tuant 13 personnes à la sortie d'un mariage, dans la nuit du 14 au 15 août. "Le fait qu'un engin explosif de fabrication russe ait été utilisé dans l'attaque, ce que les jeunes insurgés utilisent généralement, et que la famille soit d'origine pachtouna a conduit la police à traiter cet incident comme un acte terroriste", relate le *Daily Times*. Pour le quotidien pakistanais, il ne fait "plus aucun doute" que les problèmes de sécurité découlant de la chute du gouvernement afghan "ont déjà commencé à avoir un impact très prononcé au Pakistan". Les forces de l'ordre pakistanaises craignent désormais que le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), organisation des talibans pakistanais "en grande partie dissoute", redevienne actif. Cette fois cependant, affirme le *Daily Times*, "l'ennemi ne sera pas autorisé à semer la panique, la destruction et la mort comme il l'a fait la dernière fois, tuant plus de 70 000 personnes au Pakistan" [estimation du nombre de victimes des violences terroristes, tous mouvements confondus, depuis 2001]. Paradoxalement, Islamabad est considéré par beaucoup comme responsable du retour au pouvoir des talibans. Sur le sol pakistanais, les mouvements islamistes locaux ont formé les insurgés afghans dans leurs madrasas et leurs camps d'entraînement.

De plus, depuis 2001, les talibans ont établi leur quartier général à Quetta, capitale de la province du Baloutchistan, dans le centre-ouest du Pakistan.

Israël. L'ennemi de mon ennemi...

● Pour Yossi Melman, journaliste à Ha'Aretz, spécialiste du renseignement et des affaires stratégiques, le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan n'est pas forcément mauvais pour Israël. En effet, même s'il a indirectement aidé les talibans en les laissant se financer grâce à un trafic d'opium passant par son territoire, "l'Iran n'est pas si content que ça de la tournure des événements, lui qui héberge déjà plusieurs centaines de milliers de réfugiés afghans et craint un nouvel afflux". Par ailleurs, le journaliste israélien estime que le retrait américain d'Afghanistan est une preuve supplémentaire que les États-Unis "mènent depuis plusieurs années, toutes administrations confondues, une politique de désengagement progressif du Moyen-Orient", tout en veillant à maintenir leur aide envers leurs alliés régionaux. "Ce désengagement n'est pas forcément une mauvaise nouvelle pour Israël, bien au contraire." L'État hébreu dispose désormais d'arguments supplémentaires pour encourager les pays arabes sunnites à normaliser officiellement leurs relations avec Israël et renforcer leur coopération avec Jérusalem. "En tant que puissance la plus forte entre l'Océan Indien et la Méditerranée, Israël pourrait tirer parti de cette nouvelle situation pour devenir l'épine dorsale de l'appui militaire et stratégique dans le monde sunnite, qui craint autant l'Iran qu'une renaissance du terrorisme djihadiste sunnite."

Un dangereux exemple pour les déclassés

VU DU LIBAN Bien que lointain, la victoire des islamistes talibans en Afghanistan pourrait contribuer à remobiliser les sunnites du Liban, marginalisés politiquement et socialement.

—Daraj Beyrouth

Le retour des talibans à Kaboul peut-il avoir des conséquences sur le Liban? Cela ne paraît pas évident, compte tenu de la distance qui nous sépare de l'Afghanistan. En outre, le Liban ne fait pas partie des préoccupations du mouvement aujourd'hui installé à Kaboul. Il n'en reste pas moins que les événements qui se déroulent là-bas sont suivis de près au Liban. Notamment par les sunnites libanais.

Les sunnites du pays du Cèdre vivent une période des plus difficiles. Le vide politique qui accable leur communauté s'ajoute à leur défaite confessionnelle et l'aggrave. Ils sont marginalisés non seulement par les chiites du Hezbollah, mais aussi par les chrétiens du président maronite Michel Aoun.

Ce qui se passe en Afghanistan résonne avec leur détresse. Pour eux, c'est le signe du retour en force d'un groupe avec lequel ils partagent la même conscience confessionnelle. Les sunnites libanais se sentent profondément orphelins et abandonnés. Ils se sont longtemps tournés vers l'Arabie Saoudite, puis vers la Turquie, mais Ankara n'est pas pressée de les prendre sous son aile.

Un modèle de réussite. Les talibans, non plus, ne sauront constituer un appui pour les sunnites libanais. Mais ils pourraient bien servir d'inspiration. Non pas pour la pratique du pouvoir mais en tant que modèle de réussite. Les sunnites libanais sont rongés par la corruption de leur classe dirigeante, et la faillite de Saad Hariri a enrayé la mécanique qui permettait à nombre d'entre eux de vivre. Et depuis que le Hezbollah a étendu son emprise, ils sont devenus les laissés-pour-compte du système.

Ce n'est pas un hasard si Tripoli [deuxième ville du pays, à forte majorité sunnite] a été

un haut lieu de la *thawra* [l'élan révolutionnaire]. Et cette colère n'a pas encore trouvé de débouché politique, alors que tout le monde sait qu'elle se nourrit de la blessure narcissique de la plus grande communauté confessionnelle du pays.

Toutes les conditions sont réunies pour importer les affres des contrées les plus lointaines. Élément d'identification extérieur, les talibans pourraient également provoquer la fusion entre sunnites libanais et d'autres éléments exogènes sunnites, à savoir les réfugiés syriens et palestiniens au Liban, eux aussi sunnites, et eux aussi exaspérés.

Il suffit de rappeler les récents événements de Khaldé [le 31 juillet, un membre du Hezbollah a été tué, dans un acte de vengeance, par le membre d'un clan sunnite. Le lendemain, à Khaldé, une localité proche de Beyrouth, une fusillade a éclaté, faisant plusieurs morts. Il a fallu l'intervention de l'armée pour empêcher les tensions entre sunnites et chiites de s'embraser]. Cette attaque contre le Hezbollah a été perpétrée par des individus aux marges de la communauté sunnite, faisant partie de clans récemment naturalisés, qui ne sont libanais que depuis les années 1990. Mais, immédiatement, le cœur de la communauté s'est mobilisé autour d'eux pour prendre leur défense et pour ériger Khaldé en poste avancé de la lutte pour la dignité sunnite.

Les répercussions que nous craignons pour le Liban après la chute de Kaboul, les guerres civiles latentes ou déclarées, au Liban ou ailleurs, les rendent chaque jour plus plausibles. Surtout pour ce qui est d'une communauté qui est la plus importante sur le plan démographique mais aussi la plus marginalisée sur le plan politique. —

Publié le 16 août

→ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

SOURCE



DARAJ

Beyrouth, Liban arabe

daraj.com

Daraj ("Escalier")

est un site d'information né en 2017 à Beyrouth.

Son équipe se compose de journalistes professionnels du Liban et d'autres pays arabes. Par ses rubriques et ses sujets (droits civiques, genre, homosexualité...), mais aussi en accordant une vraie place au reportage et à l'enquête, le site tranche avec les médias traditionnels de la région.

NON, CE N'EST PAS UNE NOUVELLE CRISE MIGRATOIRE

VU D'ALLEMAGNE La prise de Kaboul a réveillé chez les conservateurs allemands la peur d'une nouvelle "crise des réfugiés". Mais la situation est très différente de celle de 2015, tempère cet hebdomadaire.

—Der Spiegel (extraits) Hambourg

Le spectre de 2015 plane de nouveau sur l'Allemagne. 2015 ne doit pas se répéter, a mis en garde Armin Laschet, le candidat de la CDU [Union chrétienne-démocrate] à la chancellerie, les yeux rivés sur l'Afghanistan. Markus Söder, le ministre-président de Bavière [CSU], abonde également dans ce sens : il ne faut pas "revivre une deuxième fois la situation de 2015". À l'époque, des centaines de milliers de demandeurs d'asile étaient arrivés en Allemagne en provenance du Moyen-Orient, en particulier de Syrie. La "crise des réfugiés" était alors à son apogée. Cette année-là, la chancière Angela



ÉDITO

Repères

Irak. Les prochains sur la liste?

●●● L'Irak, que les forces combattantes américaines stationnées dans le pays devraient quitter d'ici la fin de l'année, suit de très près ce qui se passe en Afghanistan, explique **Al-Alam Al-Jadid**. Depuis la chute de Kaboul, une question est sur toutes les lèvres. "Le scénario afghan peut-il se reproduire en Irak?" s'interroge le site **Daraj**. "Après l'effondrement de l'Afghanistan, les Irakiens craignent d'être les prochains", écrit **Foreign Policy**. Corruption, clientélisme, faiblesse du pouvoir central : "les parallèles entre les deux pays sont faciles à lister", écrit le magazine américain. Sans oublier, rappelle **Daraj**, le danger des cellules résiduelles

du groupe État islamique (EI), qui avait prospéré dans le tiers nord de l'Irak entre 2014 et 2017 à la faveur d'un précédent retrait de l'armée américaine en 2011. À l'avant-garde de la bataille contre l'EI, les milices chiites pro-Iran expliquent que sans elles "Bagdad serait tombé [dès 2014] aux mains de Daech", selon **Asharq Al-Awsat**. Elles se voient comme "un rempart contre toute nouvelle vague terroriste", selon **Al-Alam Al-Jadid**. Mais, pour de nombreux titres, ce sont ces milices elles-mêmes qui "menacent la souveraineté et la stabilité de l'Irak" sur lequel elles ont renforcé leur emprise, estime **Foreign Policy**. "Les Irakiens craignent que l'administration Biden ne tolère un gouvernement irakien dirigé par les milices si ces dernières cessaient leurs attaques contre les intérêts américains."

Syrie. Un scénario improbable

●●● Imaginer le président Bachar El-Assad obligé de fuir la Syrie pour échapper à des "talibans" locaux, comme son homologue Ashraf Ghani en Afghanistan, relève de la politique-fiction, selon **Al-Modon**. D'abord parce qu'il n'y a pas en Syrie de groupe fondamentaliste de l'importance des talibans, selon le site libanais - seulement quelques factions islamistes, notamment dans l'enclave d'Idlib. Mais surtout parce qu'il faudrait que la Russie et l'Iran lâchent le maître de Damas et retirent leurs troupes du pays. Or, reprend **Al-Modon**, le retrait américain d'Afghanistan est, pour eux, "une occasion en or pour expliquer qu'ils n'abandonnent pas leurs alliés, contrairement à Washington".



Merkel avait accompli un véritable tour de force humanitaire et politique en laissant les frontières de son pays ouvertes aux migrants démunis. Mais pour les conservateurs comme Markus Söder, 2015 est devenue le symbole du prétendu échec de la politique migratoire [allemande].

Six ans plus tard, après la prise de pouvoir des intégristes talibans en Afghanistan, de nombreuses personnes se retrouvent à nouveau sur les chemins de l'exil. D'après les estimations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), 550 000 Afghans ont été chassés de leur maison depuis le début de l'année, dont plus de 390 000 depuis mai. Parmi eux, de nombreuses femmes et enfants. Mais en réalité, la situation de 2015 est difficilement comparable à la conjoncture actuelle. À l'époque, la plupart des frontières étaient ouvertes à ceux qui fuyaient leur pays, ou du moins n'étaient-elles pas complètement verrouillées par des clôtures et des murs. Les demandeurs d'asile syriens pouvaient atteindre l'Allemagne en passant par la Turquie et les Balkans. Aujourd'hui, c'est pratiquement impossible pour les Afghans.

Le ton a changé à Ankara. "Les scénarios évoquant d'importants flux migratoires en direction de l'Europe ne sont pas vraiment réalistes, affirme Shabia Mantoo, l'une des porte-parole de l'UNHCR. Depuis plusieurs décennies, les Afghans fuient leur pays à cause de la guerre et de l'insécurité permanente. Or, jusqu'à présent, 90 % de ces réfugiés sont accueillis en Iran ou au Pakistan." D'après elle, il n'y a pas vraiment lieu de s'attendre à un brusque retournement de situation.

Ceux qui veulent tout de même se rendre en Europe doivent réussir à atteindre la Turquie, après avoir traversé l'Iran. Pendant de nombreuses années, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a fait preuve de générosité dans sa politique migratoire. La Turquie a ainsi accueilli environ 3,5 millions de Syriens qui fuyaient la guerre civile. C'est plus que n'importe quel autre pays. Mais aujourd'hui, le ton

a changé à Ankara. L'économie est au plus mal et de nombreux Turcs estiment que les Syriens leur font concurrence sur le marché du travail [lire ci-contre]. Erdogan a clairement signifié qu'il n'était pas prêt à accueillir de nouveaux réfugiés, qu'ils viennent de Syrie ou d'Afghanistan. Il a d'ailleurs ordonné la construction d'un mur à la frontière iranienne, qui vient s'ajouter à celui à la frontière syrienne.

Par ailleurs, depuis 2015, la politique migratoire européenne est presque exclusivement celle du repli sur soi. La Grèce repousse vers la Turquie, de manière systématique et illégale, les réfugiés qui tentent de traverser la mer Égée – parmi lesquels se trouvent de nombreux Afghans. Athènes a également fait construire un mur en acier au niveau du fleuve Evros (lire p. 7), qui sépare la Grèce de la Turquie. Ces derniers mois, presque aucun migrant n'a pu atteindre l'Union européenne en empruntant la route de la Méditerranée orientale. Le long de la "route des Balkans", de nombreux pays comme la Macédoine du Nord et la Hongrie ont eux aussi dressé des clôtures pour fermer leurs frontières. En Croatie, les gardes-frontières n'hésitent pas à brutaliser les migrants.

En Allemagne, la classe politique a réservé un accueil largement favorable à l'idée d'un pont aérien, notamment pour les Afghans qui ont travaillé sur place avec l'armée fédérale et d'autres organisations allemandes [même si conservateurs comme sociaux-démocrates souhaitent surtout aider financièrement les pays frontaliers de l'Afghanistan pour qu'ils accueillent les demandeurs d'asile]. Certains, comme le député écologiste Cem Özdemir, sont même prêts à engager le dialogue avec les talibans si nécessaire. "Pour l'instant, la priorité absolue est de sauver autant de [nos partenaires afghans] que possible, rappelle-t-il. Comment pourrions-nous conserver notre crédibilité et tisser de nouvelles alliances internationales si nous ne sauvons pas ceux qui nous ont aidés?"

— **Steffen Lüdke et Maximilian Popp**

Publié le 17 août

Réactions

Les Balkans comme sas avant les États-Unis

●●● Le département d'État américain a annoncé un programme qui doit permettre à des milliers d'Afghans de s'installer aux États-Unis en tant que réfugiés. Mais ils doivent d'abord être placés dans un pays tiers, où ils séjourneront pendant douze à quinze mois, le temps d'examiner leur demande de visa américain. Trois pays des Balkans occidentaux – l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine du Nord – ont pour l'heure accepté la demande américaine. La présidente du Kosovo, Vjosa Osmani, a confirmé qu'elle a donné "sans hésitation et sans condition le feu vert à [cette] opération humanitaire", rapporte **Jutarnji List**, de Zagreb. L'opinion publique du pays est quant à elle divisée : "L'afflux de réfugiés risque de poser un risque sécuritaire pour le pays en raison d'une possible infiltration des talibans", avertit le quotidien, qui s'interroge aussi sur l'avenir des Afghans hébergés dans les Balkans s'ils n'obtiennent pas le visa d'immigration pour les États-Unis. Le Premier ministre albanais, Edi Rama, a lui aussi donné son aval à l'accueil des réfugiés civils venant d'Afghanistan : "Nous ne le faisons pas parce que nos alliés nous le demandent, mais parce que nous sommes l'Albanie", a-t-il déclaré.

Quant aux autres pays de la région, notamment la Slovaquie, la Croatie et le Monténégro, dont les soldats ont été déployés en Afghanistan dans le cadre des forces de l'Otan, ils se montrent plus prudents. La Croatie a décidé d'accueillir vingt personnes qui ont travaillé auprès de la délégation de l'UE à Kaboul, la Slovaquie cinq, tandis que le Monténégro a refusé d'héberger des réfugiés, note **Novosti**, de Zagreb. "La Croatie ne veut pas se transformer en 'hot spot' des réfugiés, très nombreux sur la route des Balkans", a souligné le ministre des Affaires étrangères croate, Gordan Grlic Radman, cité par le quotidien.

"Nous ne voulons pas que, déguisés sous l'aspect de réfugiés, des combattants [islamistes] pénètrent à nouveau chez nous."

Vladimir Poutine, PRÉSIDENT RUSSE, LE DIMANCHE 22 AOÛT.

Violentes réactions en Turquie

●●● "L'Europe doit renégocier son accord migratoire avec la Turquie", assure le correspondant à Istanbul de **Handelsblatt**, après ce que le quotidien allemand nomme "la débâcle d'Afghanistan". Pour Ozan Demircan, le traité de 2016 est mal vu en Turquie, où le nombre de réfugiés afghans augmente et où les 6 milliards d'euros versés par l'UE pour bloquer les départs illégaux vers l'Europe sont jugés dérisoires. "De nombreux migrants restent coincés dans les grandes villes, explique-t-il. Cela provoque du mécontentement." Ces derniers jours, des scènes de violence contre des réfugiés ont eu lieu dans le pays, tandis que le principal parti d'opposition (CHP) s'est prononcé contre l'accueil de nouvelles populations. "Erdogan est sous pression, affirme le journaliste. Le président pourrait demander plus d'argent à l'UE – ou pousser les nouveaux arrivants à rejoindre l'Europe."



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Les États-Unis vont-ils prolonger leur présence? Que sortira-t-il du G7?

Analyses, décryptages, témoignages... retrouvez toute l'actualité liée à la situation en Afghanistan sur notre site Internet.

d'un
continent
à l'autre.
amériques



France	24
Europe	26
Afrique	30
Moyen-Orient...	34
Asie	36

Haïti. La tectonique des coupables

Femme d'État canadienne née à Haïti, Michaëlle Jean rappelle que la crise humanitaire provoquée par le séisme du 14 août ne doit pas éclipser la déliquescence de l'État de droit ni les erreurs de la communauté internationale.



—La Presse (extraits)
Montréal

La nouvelle que la terre avait de nouveau tremblé en Haïti [le 14 août] m'est parvenue par mes proches, quelques amis et responsables de coopératives dont je soutiens les efforts en agroforesterie dans la région horriblement touchée. J'ai reconnu et ressenti l'angoisse, l'essoufflement des voix tentant de trouver les mots pour me décrire l'intensité des secousses violentes venant du sol, le grondement terrifiant comme un orage des profondeurs, les dégâts majeurs, la panique et la peur des répliques, tout aussi redoutables. Un séisme d'une même magnitude qu'en 2010, cette fois localisé sur la faille parcourant le Sud-Ouest, des zones moins densément peuplées que la capitale [le bilan provisoire du séisme du 14 août dépasse les 2200 morts, contre plus de 200000 morts pour celui de janvier 2010].

Les premières images, la vue des décombres ont réveillé le cauchemar d'il y a onze ans. Des lieux défigurés, des écoles, hôpitaux, bâtiments administratifs et patrimoniaux effondrés, toutes ces petites habitations détruites, dont la modestie témoigne des faibles ressources des familles. Quel chagrin, mon Dieu ! Je connais

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

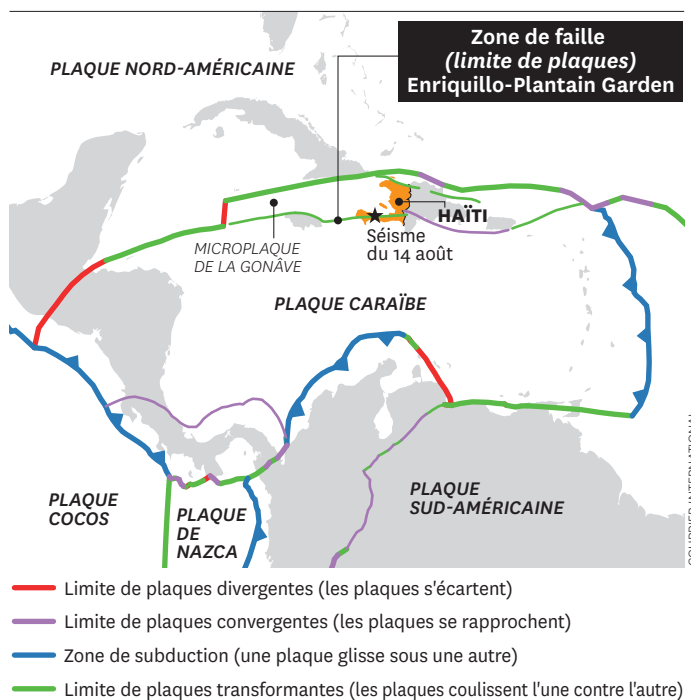
la vaillance de ces communautés, leur investissement quotidien, sans la moindre aide de l'État, leur dépassement total pour la sauvegarde de l'écosystème végétal de ces campagnes encore luxuriantes et de cette côte d'une beauté saisissante. Je pense aux vies emportées, aux blessés, à celles et ceux dont on est toujours sans nouvelles. Une seule sup-



OPINION

plique me vient devant tout ce malheur étalé : "N'en jetez plus, mon Dieu ! La cour est pleine !" Cessons de dire que les Haïtiennes et les Haïtiens sont résilients, comme si leur valeur ne résidait que dans la capacité de se relever encore et toujours du pire. Cette perpétuelle mise à l'épreuve, se coucher et se réveiller dans le deuil, cohabiter chaque jour avec la détresse face au lendemain, tant la vie est dure, est totalement insupportable.

La république d'Haïti est née du courage, de la force, beaucoup plus que de la résilience, et de la résistance d'un peuple qui s'est affranchi par lui-même de quatre-cents ans d'esclavage et de colonialisme inhumains, meurtriers. Cet exploit sans pareil avait pour seul cap la foi indestructible en un humanisme universel, le droit de vivre libres, dans l'égalité et la fraternité. Haïti n'en peut plus du saccage de ce rêve. La population haïtienne demande grâce, n'a eu de cesse de se révolter, de



↳ Dessin de **Côté** paru dans **Le Soleil**, Québec.

manifeste à hauts cris ces derniers mois contre la corruption, l'absence de justice et de transparence, la misère absolue et déshumanisante, le non-respect de l'État de droit.

Le pays déjà tendu par tous les facteurs d'insécurité extrême et de déstabilisation réunis, il ne manquait plus que cette onde de choc sismique pour l'achever. Gare que certains se saisissent de cette catastrophe tellurique pour masquer la tectonique des plaques politiques ! Rien ne pourra masquer la honte et le dégoût d'un

Est-il superflu de se soucier de démocratie en pleine urgence humanitaire ? Nullement.

État en décomposition, d'un gouvernement qui a laissé agir en toute impunité des organisations criminelles fortement armées, coalisées, chargées d'une stratégie de terreur à vous glacer le sang, multipliant kidnappings, attentats, assassinats ciblés, massacrant et incendiant des quartiers, jetant à la rue des dizaines de milliers de personnes, des familles atterrées sans plus de logis. Cette crise sécuritaire, de tous les dangers, est d'abord politique. On a pu en prendre la pleine mesure avec l'assassinat du président Jovenel Moïse [le 7 juillet], toujours non élucidé, qui a suscité dans la communauté internationale un sursaut d'intérêt.

Illégitimité et illégalité. Et voilà que le Core Group – rassemblant notamment les ambassadeurs de l'Allemagne, du Brésil, du Canada, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Union européenne –, qui n'avait eu de cesse d'accorder sa bienveillance au régime autocratique de Jovenel Moïse, fermant les yeux sur son obstination à balayer les institutions, poursuit dans la même veine. Dans un premier temps, ces ambassadeurs ont sans la moindre hésitation adoubé l'ancien Premier ministre Claude Joseph, révoqué par le président juste avant sa mort. On a vu ensuite le Core Group changer son fusil d'épaule, écartant Claude Joseph et conférer le titre de ce dernier à celui que Jovenel Moïse avait choisi

pour le remplacer, Ariel Henry, qui allait ainsi devenir son septième Premier ministre en moins de cinq ans. Mais à la date prévue pour son investiture, le 7 juillet, le président de la République a été criblé de balles dans sa résidence. Dans un système présidentiel, le Premier ministre n'est pas élu par le suffrage universel, il est nommé par le président. Voici donc Ariel Henry installé comme chef du gouvernement par les représentants de pays étrangers et d'organisations internationales.

Comble du déshonneur, en Haïti comme du côté de la diaspora, la communauté internationale prend ainsi les rênes sans tenir compte des dispositions prévues par la souveraineté constitutionnelle du pays. Elle fait fi des options avancées en bonne intelligence par la société civile, très largement mobilisée pour trouver une solution haïtienne à la crise. Elle impose un gouvernement sur fond d'illégitimité et d'illégalité.

Est-il superflu de réfléchir au respect de l'ordre constitutionnel, de se soucier de démocratie alors qu'un séisme vient de frapper toute une région du pays et que l'heure est à l'urgence humanitaire ? Nullement. On ne saurait gérer correctement une crise humanitaire dans le déni de l'État de droit et de la bonne gouvernance. La population haïtienne dénonce la corruption. Il existe donc bel et bien une sagesse haïtienne, des forces vives de résistance qu'il faut cesser de mépriser.

— **Michaëlle Jean***
Publié le 17 août

* Née à Haïti en 1957, Michaëlle Jean a été gouverneure générale du Canada entre 2005 et 2010.

SOURCE



LA PRESSE

Montréal, Canada
lapresse.ca

Le plus ancien quotidien francophone d'Amérique du Nord, fondé en 1884, est aujourd'hui un média en ligne. L'édition imprimée a connu son dernier numéro le 30 décembre 2017. En mai 2018, la société de gestion Power Corporation, propriétaire du titre, a annoncé sa cession à un organisme sans but lucratif.

“Non, notre pays n'est pas maudit !”

Frantz Duval, rédacteur en chef du plus grand quotidien du pays, *Le Nouvelliste*, revient sur les maux qui frappent Haïti. Il s'insurge contre les clichés sur son pays.



COURRIER INTERNATIONAL : Vu de France et d'ailleurs, Haïti est un pays “maudit”. Est-ce le terme adéquat ?

FRANTZ DUVAL : Ceux qui évoquent une “malédiction” parlent trop vite, sans prendre le temps de remonter l'histoire d'Haïti de ces derniers siècles. Pays d'esclaves devenu indépendant en 1804, pays étouffé dès sa naissance par une dette farineuse imposée par la France, puis handicapé par la mauvaise gouvernance, la dictature, la corruption, etc.

Il y a une contradiction entre la perception du pays et sa réalité, contradiction qui peut s'expliquer par l'accumulation de catastrophes naturelles et humaines que nous avons connue au fil du temps, les mauvaises décisions des différents gouvernements, l'ingérence maldroite et intéressée de la communauté internationale, l'absence de politiques publiques mais aussi la fabrication, depuis toujours, d'une image du “tout-désastre” pour montrer qu'il est impossible pour d'anciens esclaves de construire une nation.

Personne en Haïti ne croit que le pays est maudit. Il a besoin d'établir d'urgence un système de gestion des risques. Le cercle est infernal, mais on peut tout expliquer rationnellement, sans recourir à une quelconque malédiction.

Certains accusent le colonialisme français; d'autres, une mauvaise gouvernance depuis 1804. Serait-ce un mélange des deux ?

La guerre de l'indépendance haïtienne a été menée en détruisant les plantations et fabriques qui faisaient la richesse de la colonie. Le cri de ralliement des esclaves était “*Vivre libre ou mourir*”. À sa création, en 1804, Haïti est une terre dévastée. La rançon imposée par la France en 1825 pour “autoriser” la reconnaissance d'Haïti par les autres puissances et dédommager les anciens colons français a contraint la jeune nation à contracter des dettes colossales et, très vite, le cercle vicieux des emprunts a engendré la corruption des élites haïtiennes, et une mauvaise gouvernance s'est installée. Elle deviendra endémique.

Restons-en à 2008. Cette année-là, quatre ouragans frappent Haïti, qui vient de connaître des “émeutes de la faim”. La communauté internationale vole au secours du pays. L'ONU nomme l'ancien président américain Bill Clinton représentant spécial du secrétaire général. Les efforts de redressement sont spectaculaires. Et c'est alors que survient le séisme du 12 janvier 2010. Plus de 200 000 morts. Haïti est l'objet de toutes les attentions. Une conférence internationale promet plus de 12 milliards de dollars d'aide.

Hélas! comme on dit en créole haïtien, *gwo non touye ti chen* (“les petits chiens meurent de porter des noms pompeux”). Cette annonce des 12 milliards attire vers Haïti tous les requins de l'aide internationale. Et l'aide à la reconstruction ne laissera pas de traces de reconstruction, onze ans plus tard. Ni physiquement ni dans les institutions. Les Haïtiens avaient oublié que les ONG, comme les institutions internationales, avaient besoin d'un État capable de réguler et de contrôler pour aboutir à des résultats. Trop de dépendance et de laxisme ont tué les résultats. La corruption a fait le reste. Entre petites corruptions locales et grandes complicités internationales, les milliards n'ont fait que tourner en orbite.

Le 7 juillet dernier, le président Jovenel Moïse est assassiné dans son lit en pleine nuit. Aura-t-on un jour le fin mot de l'histoire ?

Il y a déjà plein de versions, des thèses, des hypothèses et des accusés au parcours incompréhensible. Pour le moment, si un pays étranger ne trouve pas le fin mot de l'histoire, on ne saura pas, à partir d'Haïti, ce qui s'est vraiment passé. La police nationale d'Haïti a été d'une inefficacité exemplaire depuis ce 7 juillet! Pas un blessé parmi ceux qui assuraient la sécurité du président, et pas une version crédible de l'attaque. Et c'est cette même police, qui n'a pas pu protéger le président, qui mène l'enquête... En Haïti, on doute de l'orientation de l'investigation, et l'instruction n'a toujours pas commencé.

— **Propos recueillis par *Courrier international***



ENTRETIEN

PÉROU

Pedro Castillo, président en construction

Cet ex-instituteur, investi chef de l'État le 28 juillet, a un programme encore flou, selon ce chroniqueur d'un quotidien conservateur de Lima.



—El Comercio (extraits)
Lima

Le grand saut de Pedro Castillo est digne du livre des records. Instituteur dans le petit village de San Luis de Puña, dans la province de Chota, dans le nord du pays, il a bondi d'un seul coup jusqu'à la présidence de la République [il a pris ses fonctions le 28 juillet].

Pour dresser son portrait, comparons-le à d'autres Péruviens à l'ascension fulgurante. Alejandro

Toledo [président de 2001 à 2006] a eu un parcours impressionnant, avec comme point de départ le village de Ferrer, également dans la Cordillère, au nord de Lima. Mais, comme la majorité des présidents amérindiens d'origine modeste en Amérique latine, il est arrivé au pouvoir alors qu'il était déjà intégré à la classe dirigeante et vivait dans une grande ville.

L'histoire de Pedro Castillo est donc sans précédent au Pérou. Dans la région, il reste l'inestimable exemple d'Evo Morales,

pour lequel Castillo a proclamé son admiration. (Mettons de côté Lula, au Brésil, qui a été ouvrier et syndicaliste mais qui a eu un long parcours politique avant d'arriver au sommet de l'État.) Evo Morales est bel et bien né dans un contexte rural et socio-économique comparable à celui de Castillo, mais le cheminement de l'ancien président bolivien [entre 2006 et 2019] a été plus long et substantiel : il a occupé des fonctions syndicales d'envergure nationale (et pas pendant une seule grève), il a été député en 1997, il s'est présenté à la présidentielle en 2002, où il est arrivé second. Quand il a été élu président en 2005, il faisait déjà partie de la classe politique.

Le nouveau président péruvien a encore l'odeur et le goût d'un nouveau venu, pour paraphraser les termes utilisés pour qualifier ce qu'il promet d'insuffler à la future Constitution – l'un de ses engagements de campagne. Il veut plus précisément que ce texte ait “la couleur, l'odeur et le goût du peuple”. Il s'est fait connaître du parti qui lui a servi de plateforme (Perú Libre) et des Péruviens les mieux informés quand il a pris la tête d'une grève nationale du corps enseignant, en septembre 2017. C'était son premier grand bond en avant, celui qui explique en partie sa nouvelle prouesse.

Anti-IVG. Voilà pour l'extraordinaire. Parlons maintenant de l'homme ordinaire de 51 ans, syndicaliste, instituteur, père de trois enfants et troisième d'une fratrie de neuf enfants.

Un aparté sur sa foi : sa femme est chrétienne évangélique de l'Église de Nazareth, dont le lieu de culte est à quelques pas de sa maison, et il est ami avec le pasteur. Mais Pedro Castillo est catholique, comme ses parents, et il a appris à cohabiter avec deux religions au sein du même foyer. Son conservatisme anti-IVG et profamille pourrait être un pont vers l'extrême droite.

À ce jour, la principale source d'information biographique sur Pedro Castillo est le documentaire *El Profesor*, du poète et éditeur Álvaro Lasso, diffusé sur les réseaux sociaux [depuis mai].

Une conversation avec le réalisateur a permis de recueillir plus de détails que les témoignages des

amis et proches du nouveau président : il a été marchand de glaces, vendeur de journaux et vendeur chez un commerçant originaire de la Chota, à Lima; il a arrêté le collègue pendant deux ans car il a dû travailler avec son père dans les cultures de riz, parmi d'autres tâches. Il lui a fallu plus de temps et d'efforts que beaucoup de ses camarades pour terminer sa scolarité et son cursus d'enseignant.

Liens du sang. Ce Péruvien courageux avait quelques idées et préoccupations floues, qui à terme sont devenues un slogan : “*Stop à la pauvreté dans un pays riche*”, qui mêle un panthéisme patriotique (Dieu nous a dotés de ressources naturelles) à un tempérament révolutionnaire (changeons les choses pour que leur répartition soit plus équitable). Castillo n'a milité dans aucun parti de gauche, mais il s'est associé à la formation éclectique appelée Perú Libre, et il s'est présenté aux municipales de la commune d'Anguía. Lors de ce scrutin local, il n'a pas eu de chance; pour sa première candidature à la présidence de la République, si.

Castillo s'entoure de ses proches, de gens de sa région et de son métier. Les neveux et nièces, les personnes originaires de la province de Chota et les enseignants sont nombreux à l'accompagner. Les liens du sang et de la terre passent toujours avant ceux de l'idéologie. Il n'est donc pas un homme de parti ou de croyances, mais plutôt une figure inorganique, pour reprendre le terme de Gramsci. Et il rejette fermement les étiquettes communiste et marxiste-léniniste, jugées incompatibles avec son mélange de conviction religieuse, de nationalisme et de revendication ethnique antidiscriminatoire.

Jusqu'à maintenant, on lui a uniquement posé des questions et on a uniquement écouté ce qu'il avait à dire sur la conjoncture et les définitions politiques, comme l'exigent les circonstances. Nous en savons très peu sur les références culturelles du nouveau président. Qu'a-t-il lu, vu, consommé pour façonner son identité de Péruvien? La seule indication sur ses lectures nous a été donnée par Gonzalo Alegría, économiste et sociologue de son entourage, et fils de l'écrivain

↳ Pedro Castillo. Dessin de Pancho Cajas paru dans *El Comercio*, Quito.

Des débuts difficiles

●●● L'état de grâce pour Pedro Castillo aura été court. Depuis son investiture le 28 juillet, “le maître d'école traverse une période de crise qui semble ne pas s'arrêter”, écrit le site *El País América*. Son ministre des Affaires étrangères, ancien guérillero, a déjà été poussé à la démission. Son Premier ministre ainsi que le leader de Perú Libre, le parti qui l'a porté au pouvoir, sont visés par une enquête pour financement illicite de campagnes électorales. Dans ce contexte, la Chambre des députés – où Pedro Castillo n'a pas de majorité – va devoir voter (ou non) la confiance au gouvernement le 26 août.

Ciro Alegría [1909-1967]. “Il m'a dit qu'il avait lu *Les Chiens affamés*. Je ne sais pas s'il a lu *Vaste est le monde*, mais il a été touché quand je lui ai dit qu'il me faisait penser à Benito Castro, fils adoptif de Rosendo Maqui [le héros du roman, qui meurt sans achever la lutte de son peuple contre un propriétaire terrien]. Mais le dénouement est tragique et je ne veux pas que Pedro connaisse le même sort”, conclut Gonzalo Alegría.

Nous sommes face à un président en construction. Nous sommes loin de le connaître et de nombreuses décisions l'attendent après son investiture, le 28 juillet.

Nous en savons encore moins sur le poids réel qu'aura à terme Perú Libre, le parti qui lui a permis de faire le grand saut et qui s'est contenté de réclamer des positions radicales à son candidat triomphant, dans un contexte où la moitié de l'électorat et du Congrès – mais aussi la crise, les priorités, la responsabilité et le pragmatisme – exigent au contraire de faire des compromis et d'engager un dialogue.

—Fernando Vivas
Publié le 21 juillet



PORTRAIT

La maman d'Enzo l'emmène au
collège en  , d'habitude.

Mais ce matin, il préfère prendre
sa  . Il sait que dans la  ,

sa mère lui aurait reparlé de son
6 en français. Son frère aurait pu

le déposer en  , mais il n'est
jamais à l'heure. Même en  .

Et sur sa  , au moins, personne ne
demandera à Enzo sa note en géo.

SEAT Move*

une voiture + un eScooter + une trottinette électrique

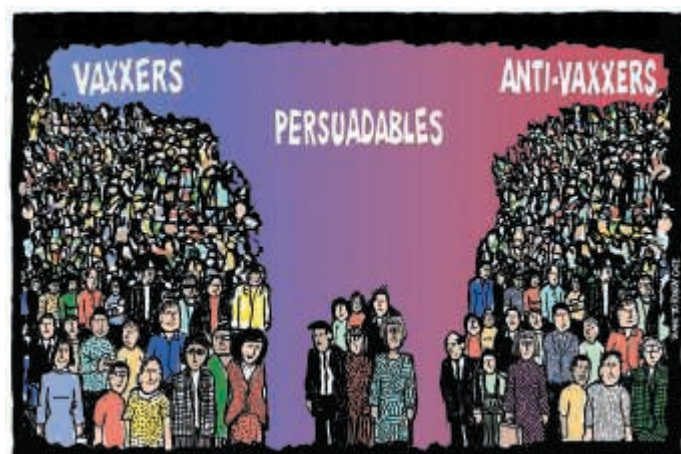
We move like you move.**



Modèles présentés : Gamme SEAT Ibiza : consommation mixte WLTP (min - max l/100 km) : 5,1 - 6,2. Émissions de CO₂ WLTP (min - max g/km) : 121 - 141. E-scooter électrique SEAT MO 125 : autonomie WLTP jusqu'à 137 km, 0 émissions de CO₂ en phase de roulage. Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. Trottinette électrique SEAT MO 25 : autonomie jusqu'à 25 km. Produits dans la limite des stocks disponibles, dans le réseau SEAT participant. Volkswagen Group France - S.A. au capital de 198502510€ - 11, avenue de Boursonne Villers-Cotterêts RCS SOISSONS 832277370. Voir conditions sur seat.fr *La mobilité par SEAT. **On avance, comme vous.



france



Contestation. Dix nuances d'anti-pass

Chaque samedi, ils sont très nombreux à défilier dans les grandes villes. Qui sont ces Français qui protestent contre l'extension du pass sanitaire ? Face à la variété des profils, ce journaliste britannique a tenté d'établir une typologie.

—Politico Bruxelles

Le président Charles de Gaulle se demandait comment gouverner un pays aux 258 sortes de fromage. Il sous-estimait la gravité du problème : la France en compte plus de 1 000 variétés.

Son successeur Emmanuel Macron pourrait poser la question différemment. Que faire face à un mouvement de contestation qui amalgame au moins dix points de vue différents et souvent contradictoires ?

Contre toute attente, les manifestations qui ont lieu en France chaque samedi contre le pass sanitaire se poursuivent au mois d'août. Elles attirent même davantage de monde : on est passé de 114 000 personnes dans tout le pays, le 17 juillet, à 237 000 le 7 août, chiffre redescendu légèrement à 215 000, le samedi 14 août [et à 175 000 le 21 août].

On trouve de tout parmi les manifestants : des antisémites d'extrême droite, des

anticapitalistes d'extrême gauche, des anarchistes, des intégristes catholiques, des partisans de théories du complot compliquées, des apolitiques travaillant dans la restauration ou la santé... et même des familles qui disent ne jamais avoir manifesté auparavant mais qui se méfient des vaccins et sont contre la vaccination obligatoire.

Le *pass sanitaire** étendu est entré en vigueur le 9 août. Dans le cadre du même dispositif, les soignants qui ne seront pas entièrement vaccinés au 15 octobre pourront voir leur contrat de travail suspendu.

D'un certain point de vue, le pass est déjà un triomphe. Plus de 10 millions de Français [supplémentaires] ont d'ores et déjà reçu leur première dose de vaccin depuis que Macron a annoncé la mise en place de ce document le 12 juillet. Le rythme quotidien de premières doses, jusqu'alors en berne, a ainsi doublé.

D'ici à la fin du mois, il devrait y avoir en France 50 millions de primo-vaccinés de plus de

12 ans, soit 86,6 % de cette grande tranche d'âge, et 89 % des adultes.

D'après les sondages, les manifestants ne sont soutenus que par 1 Français sur 3 (même si 2 sur 3 disent "comprendre" leur colère). Toutefois, les manifestations du samedi prennent de l'ampleur. Une chose est sûre, la catégorie montante est celle des apolitiques.

Qui sont ces Français en colère ? Politico vous propose un guide des dix tribus anti-pass sanitaire.

L'antivaccin raisonnable.

Lui ou elle – il y a beaucoup de femmes dans ce groupe – affirme que tous les vaccins peuvent être dangereux et que les vaccins contre le Covid-19 ont été lancés trop rapidement. Un nombre étonnant de soignants – principalement des infirmiers – font partie de ce groupe. Ils pourraient dire : "C'est mon corps et ma vie. À moi de choisir, pas à l'État."

Le conspirationniste anti-vaccin obsessionnel.

Lui ou elle (principalement des hommes jeunes) croit que les vaccins – voire toute la pandémie – ont été montés de toutes pièces pour a) maximiser les bénéfices des grands laboratoires; ou b) imposer un contrôle de l'État sur la vie privée. Ils sont capables de violence : agression d'un pharmacien proposant des tests Covid à Montpellier le samedi 31 juillet, incendie d'un centre de vaccination dans les Pyrénées-Atlantiques [à Urrugne, le 18 juillet].

Le défenseur modéré des libertés.

Il reconnaît que le Covid-19 existe et s'empresse de préciser qu'il est déjà vacciné. Mais il estime que les intrusions dans la vie privée au nom de la crise sanitaire vont trop loin et que le pass sanitaire est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Il pourra dire : "Montrer un pass avant de pouvoir boire un verre dans un bar, c'est une dangereuse dérive autoritaire."

L'ultra-antisystème moralisateur.

Cette tribu rejoint la deuxième. Elle peut aussi être violente. Elle emprunte certains éléments aux marges de la gauche anarchiste et d'autres aux confins de la droite anti-État.

Elle a des chances de brandir une pancarte montrant Macron affublé d'une moustache hitlérienne ou bien, comme on l'a vu lors d'une manifestation [à Épinal, début août], un svastika fait de seringues de vaccination.

Celui qui est touché directement.

Il peut s'agir d'un soignant qui ne veut pas risquer le licenciement [en fait, la suspension sans rémunération] s'il ne se fait pas vacciner d'ici au 15 octobre. Ou bien d'un propriétaire ou d'un employé de bar ou de restaurant, ou encore d'un salarié du secteur de la culture, qui refuse d'imposer le pass sanitaire à ses clients. Peut-être affirmera-t-il : "Je ne suis pas un flic, moi*."

L'extrême gauche anti-capitaliste, anti-Macron.

Cette tribu rejoint la deuxième et la quatrième. Elle comprend beaucoup de gens qui participent à n'importe quelle manifestation contre n'importe quoi. Elle inclut une frange violente qui adore casser des trucs : vitrines de banques capitalistes, aribus capitalistes, et maintenant pharmacies capitalistes.

L'extrême droite anti-tout, anti-Macron.

Le plus grand parti d'extrême droite français, le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen, critique le pass sanitaire mais boude les manifestations. Le RN ne tient pas à être associé aux plus cinglés des antivaccins. L'une des quatre manifestations parisiennes [le samedi 14 août] était menée par l'ancien vice-président du Front national, Florian Philippot, qui [avec son parti Les Patriotes] cherche à tailler des croupières au RN. Il déclare : "Le RN est absent de cette crise politique majeure. Il n'est plus dans la dédramatisation mais dans la normalisation, dans l'alignement sur Emmanuel Macron."

L'extrême droite antisémite.

Lors de la manifestation de Philippot, mais aussi dans des mobilisations qui se sont tenues dans d'autres villes et où se mêlent les tribus énumérées ci-dessus, on a vu çà et là des pancartes antisémites. Sur certaines, on pouvait lire simplement "Qui?*" le nouveau mot de ralliement des antisémites en France, qui laisse entendre que

À gauche les "provax", à droite les "antivax", au centre les indécis. Dessin de Monte Wolverton, États-Unis + Cagle Cartoons

les Juifs sont responsables de tous les maux, y compris du Covid. Une enseignante et ancienne militante du parti de Le Pen, Cassandra Fristot, est accusée d'incitation à la discrimination pour avoir brandi un carton à Metz, le 7 août, sur lequel étaient inscrits les noms de personnalités, juives pour la plupart, avec les mots "Mais qui?" et "Traîtres".

La droite catholique traditionaliste.

La manifestation hebdomadaire de Philippot à Paris comprend de catholiques intégristes, anti-Vatican. Dans les défilés qui ont eu lieu dans d'autres villes, on a vu des cathos traditionalistes, toujours alignés sur Rome, qui croient que la pandémie est une supercherie, ou que Macron et l'État libéral s'en servent pour accroître leur pouvoir. Ils pourraient psalmodier : "Dieu est plus puissant que n'importe quel vaccin."

Le "gilet jaune" perpétuel.

L'une des quatre manifestations anti-pass sanitaire rivales qui ont lieu à Paris chaque samedi est dominée par les derniers vestiges du mouvement des "gilets jaunes" – désormais constitués essentiellement de citoyens de gauche. Certains "gilets jaunes" se sont ralliés aux quelque 150 manifestations organisées dans des villes de province, petites et grandes. D'autres bouddent le phénomène anti-pass qui, d'après eux, "est dans l'erreur". Les "gilets jaunes" qui participent tout de même au mouvement diront volontiers : "Je soutiens tout ce qui est anti-Macron."

—John Lichfield
Publié le 16 août

* En français dans le texte.

SOURCE



POLITICO

Bruxelles

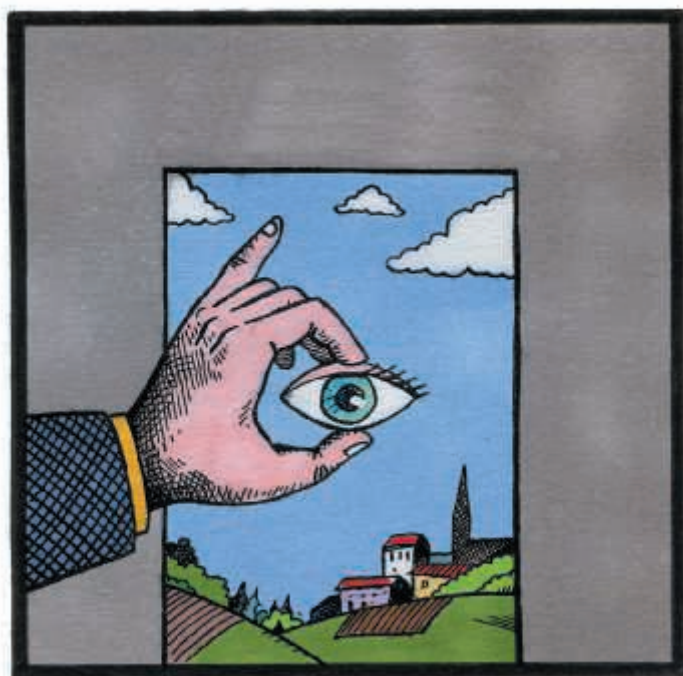
Hebdomadaire
politico.eu

Lancé le 21 avril 2015 dans le but avoué de "secouer" la couverture journalistique de l'Union européenne, Politico est avant tout l'extension du site américain créé en 2007. L'édition européenne s'appuie sur une équipe de 70 personnes.

URBANISME

Ancienne cité du cuir, Barjols fait peau neuve

Dans ce village du Var, la dernière tannerie a fermé en 1983. Un vaste chantier de réhabilitation de ses friches et de nombreux projets culturels augurent aujourd'hui son réveil.



—Die Welt (extraits) Berlin

Une femme, vêtue de noir, se tient la tête en bas, le corps contre un arbre. Pendant un moment, on dirait un élément d'une nature morte*. Derrière elle, l'eau d'une cascade rebondit sur des rochers avant de retomber dans un petit lac. Les couleurs font penser aux mers du Sud. Nous sommes pourtant à Barjols, dans la Provence verte. *Mémoire de gestes*, c'est ainsi que la danseuse Caroline Brotons a intitulé sa performance, une quête des traces du passé ouvrier d'un village où coexistent étrangement paysage enchanteur et ruines postindustrielles.

Si on envoyait un drone filmer au-dessus des rochers, on verrait un village de 3000 habitants typique du sud de la France, aux toits en tuiles de terre cuite, niché au milieu des collines de cette Provence verte qui porte bien son

nom. Mais on verrait surtout la plaie béante qui s'étale en haut [du village] : les décombres de ce qui était jadis la plus grande tannerie de Barjols. Après trente ans d'inoccupation, ce bâtiment de briques et de béton de 17000 m² est en ruine. Son démantèlement a commencé au début de l'année, avec maintes précautions.

En bas, à la cascade, les spectateurs ont sans s'en rendre compte fait cercle autour de la danseuse. Munis d'un casque, ils écoutent un collage sonore réalisé par Radio Grenouille, une station de Marseille. Un homme à l'accent provençal prononcé évoque les *tanneurs** de Barjols, leurs gestes, la dureté du travail, la puanteur. "*La carnasse**", c'est ainsi qu'on appelait les résidus que les tanneurs raclaient sur les peaux. "*C'était une odeur très particulière. On la sentait quand mon père rentrait à la maison. Quelquefois, tout le*

village puait comme ça", rapporte Franck Gorgerin, dernier rejeton de nombreuses générations de tanneurs. Le travail était dur, le salaire correct. La dernière tannerie a fermé en 1983. "*Ça nous a fendu le cœur quand ç'a été fini*", confie Franck Gorgerin.

Il y a longtemps que c'est fini, mais ce n'est peut-être que maintenant que c'est pour de bon. Un village peut-il faire son deuil? peut-il se réinventer? La première tannerie a ouvert avec autorisation royale en 1608 et Barjols est devenu [un] bastion de la tannerie française; peut-il se trouver une nouvelle identité?

La "*promenade sonore*" de Caroline Brotons vise à clore un chapitre terminé depuis longtemps et à en ouvrir un nouveau. Baptisé "*Tanneurs modes d'emploi*", le projet comporte, outre la promenade sonore, des conférences et des expositions destinées à intéresser les habitants du village à leur propre histoire. "*Il n'y a pas d'archives, personne n'a jamais essayé de conserver cette mémoire. La fin de la tannerie a été tellement brutale que tout a été refoulé*", explique Caroline Brotons.

Gorgées de poisons. La France compte 300000 friches industrielles inoccupées. On estime à 7000 le nombre de celles qui, comme à Barjols, sont gorgées de poisons pour l'environnement et qui doivent être décontaminées avant d'être démolies ou reconverties. Il est rare qu'elles se trouvent au milieu d'un village, comme ici.

Les usines désertes attirent les artistes, qui en ont transformé certaines parties en ateliers.

Sans l'aide de la région [Provence-Alpes-Côte d'Azur], de l'État et de l'Union européenne, Barjols aurait dû vivre avec ses ruines pendant des décennies. Leur démolition coûte à elle seule 1,4 million d'euros, elle est financée par le Fonds pour le recyclage des friches [mis sur pied par l'État en 2020, dans le cadre du plan de relance]. Une fois les bâtiments démolis, un écoquartier verra le jour sur le site. Barjols souhaite attirer les start-up, rêve d'une école d'art, d'un musée de la tannerie. "*Nous*

↳ Dessin de Cost paru dans *Le Soir*, Bruxelles.



devons montrer que l'Europe vient jusqu'ici, jusqu'à chaque village", a déclaré Sylvie Brunet, députée européenne du groupe Renew Europe, lors d'une visite sur place à la mi-juillet. Un message qui ne touchera pas nécessairement les habitants, qui ont voté en majorité pour l'antieuropéenne Marine Le Pen lors de la dernière élection présidentielle.

Caroline Brotons n'aurait pas pu réaliser son projet sans aide européenne. Conçu au début des années 1990 dans le cadre de la politique agricole commune, le programme Leader soutient des initiatives économiques, écologiques ou artistiques en zone rurale. Il joue un rôle clé en France, où la crise des "gilets jaunes" a aggravé la fracture entre Paris et la province, entre les habitants des métropoles et ceux, majoritaires, des régions rurales. Les 55 communes de la Provence verte et de la Sainte-Baume reçoivent à elles seules 3 millions d'euros de Bruxelles, et l'État en ajoute deux de plus, c'est la règle.

Quand Barjols était encore [une] "capitale du cuir", 24 tanneries et 19 moulins s'agitaient sur le site. La moitié de la population vivait de cette industrie. Reste un village dans lequel ruelles étroites, fontaines et platanes typiquement provençaux se heurtent aux vestiges des tanneries. Les usines désertes attirent les artistes, qui en ont transformé certaines parties en ateliers; d'autres se sont effondrées. Caroline Brotons habite dans une ancienne tannerie, un bâtiment de 1000 m² en pierre naturelle du début du XVIII^e siècle qu'elle restaure peu à peu avec son compagnon depuis vingt ans. Ils en sont à la moitié.

Quatre autres bâtiments ont survécu. Parmi eux, une structure industrielle sans visage au toit de tôle ondulée mais aussi un grand cube des années 1950, une construction austère de 5000 m² qui s'appuie sur l'esthétique du vieux maître Le Corbusier. Ce cube aussi est resté vide pendant des décennies. Un groupe d'architectes, d'artistes et d'artistes de Berlin et de Marseille l'a acheté il y a un an et demi afin d'y constituer une coopérative d'habitation avec bail emphytéotique.

Ce projet d'habitation participatif comprendra des ateliers, des bureaux, une cantine, des espaces pour des séminaires, des formations, des cours de yoga et des chambres d'hôtes. "*À long terme, il y aura environ 20 personnes qui pourront vivre ici et près de 80 qui pourront y travailler*", estime Cosima Kaye [une jeune Allemande qui a vécu à Marseille], sur le projet depuis le début. Les travaux se font uniquement avec des matériaux recyclés et, chose exceptionnelle, sans le soutien de l'Europe.

[Le peintre] Emmanuel Billon s'est installé à Barjols au début des années 1990 car il pouvait y louer un étage entier dans une usine pour le loyer d'une chambre à Paris. Il s'est installé depuis dans une villa qui appartenait à un propriétaire d'usine et restaure avec sa femme un jardin tellement enchanteur et entrelacé qu'Andrei Tarkovski aurait pu y tourner ses films. Quand il regarde vers le sud de sa fenêtre, ses yeux tombent sur la tannerie qui est maintenant en ruine. C'est cette mélancolie d'un lent adieu qu'il capture dans ses peintures.

—Martina Meister
Publié le 4 août

* En français dans le texte.

SOURCE



DIE WELT

Berlin, Allemagne
Quotidien
welt.de

Porte-drapeau des éditions Springer, "Le Monde" est une sorte de *Figaro* à l'allemande. Très complet dans le domaine économique, ce journal conservateur est aussi lu pour ses pages sur le tourisme et l'immobilier.

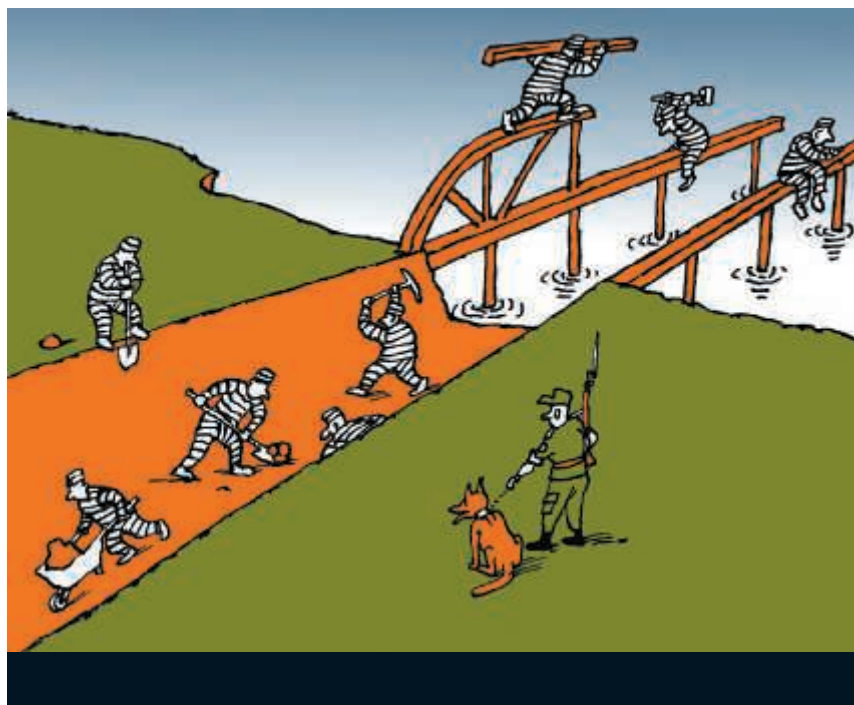


europe

Russie.

Sur les chantiers, le retour des travaux forcés

Confrontées à une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, les autorités russes ont lancé un projet d'envergure visant à employer des détenus des centres pénitentiaires. Une idée qui rappelle à certains le goulag de l'ère soviétique.



—Kommersant (extraits) Moscou

En mai, Alexandre Kalachnikov, directeur de l'administration pénitentiaire fédérale, a appelé à employer massivement des détenus au lieu des travailleurs migrants, notamment pour la construction des infrastructures du chemin de fer BAM (Magistrale Baïkal-Amour) et du Transsibérien. Une proposition qui a provoqué un vif débat. Ceux qui y sont favorables y voient l'occasion de fournir une main-d'œuvre bon marché aux grands chantiers publics comme privés, tout en offrant un nouveau départ aux condamnés engagés sur la voie de la réinsertion, ainsi qu'un moyen de réduire la population carcérale et, par conséquent, les dépenses publiques liées à leur entretien.

Le ministre de la Justice, Konstantin Tchouïtchenko, le président du Conseil des

droits de l'homme, Valeri Fadeev, le président du Comité d'enquête fédéral, Alexandre Bastrykine, ont tour à tour appuyé l'initiative lancée par Kalachnikov, rejoint par 71 % des citoyens russes encore en liberté (d'après l'institut de sondages VTsIOM). Ces derniers pensent qu'en travaillant pour la collectivité, les détenus pourraient s'acquitter de leur dette tout en se constituant un pécule pour leur libération.

Pour les opposants à cette proposition, les autorités russes risquent de recréer un équivalent du goulag soviétique, tandis que le recours au "travail forcé des détenus" n'aurait aucun effet positif sur l'économie.

"Ce ne sera pas du tout le goulag, nous assurerons des conditions dignes et innovantes, car les personnes qui travailleront vivront dans un foyer, voire loueront un appartement, éventuellement avec leur famille, et recevront un salaire décent", a assuré

Alexandre Kalachnikov. D'après lui, plusieurs grandes entreprises et même des gouverneurs de région se montrent déjà intéressés par ce type de main-d'œuvre. En mai 2021, les colonies pénitentiaires comptaient 188 000 personnes détenues susceptibles d'être proposées pour le travail carcéral [sur une population carcérale totale estimée à 520 000 détenus fin 2020].

Dans le même temps, le ministre de la Justice a annoncé la création d'environ 8 000 places dans des centres de réinsertion, où les condamnés au travail obligatoire peuvent purger leur peine. D'après lui, cela reste insuffisant pour assurer aux détenus l'exercice de leur droit à une peine alternative à la privation de liberté. Konstantin Tchouïtchenko dit "compter sur les entreprises" pour ouvrir des centres de réinsertion, "idéalement autour de projets économiques d'envergure". Ainsi, selon lui, il sera possible de réduire "drastiquement" le nombre de prisonniers jusqu'à 250 000 ou 300 000, ainsi que la charge financière liée à l'entretien des colonies, ce qui aura une influence sur la "place de la Russie dans le classement mondial des administrations pénitentiaires".

Retenue sur le salaire. Des amendements au Code pénal russe étaient déjà entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2017, permettant de commuer en "travail obligatoire" les peines de détenus condamnés pour des délits de gravité modérée ou des délits lourds commis sans récidive. Les détenus soumis à ce type de peine alternative sont transférés en centre de réinsertion. Entre 5 % et 20 % de leur salaire est retenu par l'État.

Le travail carcéral s'effectue dans un établissement spécialisé appelé centre de réinsertion, situé dans la région d'origine du détenu. Les condamnés vivent en foyer et travaillent dans des entreprises agricoles, dans la construction, le tri de déchets ou encore sur les grands chantiers publics. Les conditions d'accès à ces emplois sont régies par le Code fédéral d'application des peines. En centre pénitentiaire, les condamnés sont logés, nourris et rémunérés (pas en deçà du salaire minimum légal) ; ils remboursent leurs créances et sont imposables ; ils ont le droit de voir leurs proches, ils ont accès librement au téléphone et à l'informatique. Depuis 2020, la législation a ouvert la possibilité de créer ce type de centre aux entreprises. Onze établissements ont ainsi vu le jour, pour un total de 715 places. Au total, la Russie compte 117 centres de réinsertion et 8 700 places.

Nous nous sommes entretenus avec plusieurs détenus qui ont bénéficié d'un aménagement de leur peine, et qui ont donc été transférés d'une colonie pénitentiaire vers un centre de réinsertion ;

✓ Dessin de Tiounine paru dans Kommersant, Moscou.

nous avons découvert que cette possibilité de travail carcéral n'inspire pas particulièrement les détenus. Nos interlocuteurs disent même regretter leur décision. Et en effet, d'après les chiffres officiels, seules 6 600 personnes purgent leur peine dans les centres de réinsertion, les places déjà créées ne sont donc pas toutes allouées. Ce qui rebute surtout, c'est qu'en acceptant cet aménagement de peine, les condamnés renoncent à leur droit à la libération anticipée.

"Lorsque le tribunal commue une peine d'emprisonnement en travaux forcés, le décompte du temps pour la libération anticipée s'annule", explique Olga Podoplelova, directrice juridique de Rouss sidiachaïa [Russia Behind Bars, "La Russie derrière les barreaux"],



ENQUÊTE

association de soutien aux détenus et à leurs familles (considérée comme "agent de l'étranger" par le ministère de la Justice). La militante des droits de l'homme précise : en juillet 2020, la Cour suprême, saisie par un condamné, a confirmé que le temps nécessaire à la libération conditionnelle était en effet décompté à partir du moment du changement de régime, et non à partir du premier jour d'emprisonnement effectif.

"Les conditions de détention ne sont pas plus faciles en centre de réinsertion, et les détenus subissent une plus grande pression psychologique que dans les colonies, raconte Ilia Erekhinsky, 31 ans, ce même condamné qui a porté son cas devant la Cour suprême. Par exemple, en colonie pénitentiaire, on a droit à trois visites familiales longue durée par an, tandis qu'en centre de réinsertion, la législation est imprécise. Pour aller faire les courses, se rendre chez le médecin ou à un rendez-vous, il faut une autorisation signée du directeur du centre. Or il ne signe pas tou-

"Ce ne sera pas du tout le goulag, nous assurerons des conditions dignes et innovantes."

Alexandre Kalachnikov, DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

jours, et souvent à la tête du client, donc tu as encore moins de droits qu'en colonie pénitentiaire." Ilia Erekhinsky l'assure, il a "de quoi comparer. J'ai été détenu en colonie correctionnelle, et je m'y sentais plus serein, précise-t-il. Ici, tu dépends entièrement du directeur de l'établissement, il est comme Dieu le père."

Olessia Berejnaïa, une femme d'affaires de 41 ans condamnée pour fraude, qui purge sa peine de travail obligatoire dans le village de Metallostroï (région de Saint-Petersbourg), est elle aussi convaincue que cette proposition ne suscitera pas l'enthousiasme des prisonniers, qui ne jurent "que par la liberté et la possibilité de

voir leurs proches – et aucune autre carotte ne pourra les attirer”. D’après elle, les foyers des centres de réinsertion sont, de fait, “aussi des prisons” : “Je n’ai pas vu mon mari et mon fils pendant plus d’une année, parce que le précédent directeur du centre m’avait interdit de sortir de l’établissement. Et il n’y a pas de local prévu pour les visites.”

Viatcheslav Smirnov, un trentenaire originaire de Saint-Petersbourg, purge sa peine dans un centre de réinsertion à Severoonejsk, dans la région d’Arkhangelsk. Il a accepté son transfert il y a plus d’un an après trois ans et huit mois de colonie pénitentiaire. Il affirme que s’il n’avait pas fait ce choix, il aurait déjà bénéficié d’une libération anticipée : “Mais voilà, l’État nous a trompés. À l’époque, les détenus se sont réjouis du vote de cette loi, mais personne ne s’attendait à de telles conséquences.”

“Difficile de les motiver.” Le ministre de la Justice a annoncé que des amendements étaient en préparation afin de garantir aux détenus le maintien de leurs droits à la libération anticipée s’ils acceptent le travail obligatoire. “Les autorités veulent corriger leur erreur face aux besoins de main-d’œuvre”, commente Viatcheslav Smirnov. “Nous [un groupe de détenus qui se sont trouvés dans ce cas de figure] avons essayé d’obtenir justice durant toute une année par tous les moyens, mais nous avons été déboutés de partout, raconte-t-il. Les droits des détenus sont bafoués, alors ce serait bien que ces amendements soient votés au plus vite.”

Le 8 juin, le président du Conseil des droits de l’homme a organisé une table ronde autour de la proposition d’utiliser la main-d’œuvre carcérale sur les grands chantiers de construction en Russie. À cette occasion, il a promis qu’il veillerait à ce que le décompte du temps pour une libération anticipée soit maintenu au premier jour d’incarcération pour les prisonniers transférés au travail obligatoire, que leurs salaires soient décents et que leur droit à voir leur famille durant leur temps libre ne soit pas bafoué.

Après un an et demi en centre de réinsertion, Olessia Berejnaïa est passée “dans le privé”, une possibilité réservée aux détenus au comportement exemplaire. Le mari d’Olessia loue un appartement dans la petite ville de Metallostroi, où il a emménagé avec son fils pour que la famille puisse être réunie; elle se rend tous les jours au travail à l’usine de carton. “J’ai eu de la chance, je travaille au chaud et en intérieur, remarque Olessia. Mais le travail carcéral est une forme d’esclavage légal. On nous donne le travail que les travailleurs migrants refusent de faire.” En un an et demi, elle a déjà travaillé dans une usine de béton armé, une scierie et pour un homme d’affaires “qui vend de l’eau aux algues en bouteille”. “J’ai passé huit heures par jour dans un couloir en béton non chauffé, j’ai traîné

“C’est une forme d’esclavage légal. On nous donne le travail que les travailleurs migrants refusent de faire.”

Olessia Berejnaïa, 41 ANS, CONdamnÉE POUR FRAUDE

des planches dans le froid glacial, puis je me suis retrouvée en arrêt maladie, déplore-t-elle. Naturellement, j’aurais préféré travailler, par exemple, en maison de retraite, où j’aurais pu vraiment aider des gens.”

Nos interlocuteurs se montrent sceptiques quant à la supposée possibilité de gagner sa vie au travail obligatoire. D’après les chiffres de l’administration pénitentiaire fédérale, le salaire moyen des détenus soumis au travail carcéral avoisinerait 24000 roubles [280 euros] mensuels et pourrait dans certains cas atteindre 224000 roubles [2600 euros], contre une rémunération maximum de 7700 roubles [90 euros] mensuels dans les colonies pénitentiaires. “Je vous assure que c’est très loin de la vérité, martèle Ilia Erekhinsky. Nous avons organisé un chat sur WhatsApp avec des détenus de centres de réinsertion de tout le pays, et ils ont franchement rigolé en entendant ce montant de 224000 roubles”. “Je ne sais pas qui sont ces gens qui ont reçu ces salaires mirobolants, c’est un conte de fées, glisse Olessia Berejnaïa. Dans les centres de réinsertion, les salaires sont au plus bas, en foyer le reste à vivre ne dépasse pas 5000 roubles [58 euros]. Je ne connais personne qui se soit enrichi au travail obligatoire.”

En marge du Forum économique international de Saint-Petersbourg [du 2 au 5 juin], Alexei Tchekoukouv, ministre du Développement économique de l’Extrême-Orient, a fait remarquer que l’objectif de l’incarcération de près d’un demi-million de personnes en Russie “[était] bien leur réinsertion”. “Si ces gens peuvent avoir un travail, qu’ils considéreront comme intéressant et rentable pour eux-mêmes, y compris en termes de rémunération, et si cette activité est également utile à l’économie russe, alors je pense que ce projet mérite d’exister”, a-t-il déclaré. Il a suggéré que cette main-d’œuvre puisse être utilisée pour cultiver des millions d’hectares de terres jamais exploitées. “C’est un travail difficile, il faut déraciner des souches et creuser des fossés. Voilà un exemple où cette main-d’œuvre massive pourrait être utilisée.”

Vladimir Khodakov, directeur commercial de la scierie Gussiona, à Saint-Petersbourg, raconte que, sur les onze employés de son entreprise, six sont sous le régime du travail carcéral. Ils sont contraints de faire appel à eux en raison de la difficulté à embaucher. “Les employés libres font souvent défection, on est contraints de les licencier, alors même qu’ils gagnent deux fois plus.” L’homme d’affaires dit verser à

l’administration pénitentiaire fédérale près de 30000 roubles [350 euros] par mois pour chaque détenu. “Certains travaillent comme manoeuvres, d’autres sont ouvriers qualifiés, mais il est toujours difficile de les motiver”, admet Vladimir Khodakov. D’après lui, l’un des ouvriers est sur le point d’être libéré, et il a exprimé le désir de rester à la scierie “en homme libre”.

Le directeur d’une usine qui a employé des détenus soumis au travail obligatoire pendant près de deux ans (et qui a souhaité garder l’anonymat) nous a confié avoir récemment mis un terme à sa collaboration avec l’administration pénitentiaire fédérale. “Les détenus ne sont pas motivés, explique-t-il. Cela aurait du sens s’ils se rendaient compte qu’ils peuvent améliorer leurs conditions de vie par leur travail, en gagnant plus ou en étant libres plus tôt. Mais, pour l’instant, ces équipes ne causent que des pertes, ils travaillent mal.”

Particulièrement rentable. Un homme d’affaires qui travaille dans plusieurs régions du sud de la Russie et emploie des détenus pour la confection de vêtements professionnels estime au contraire que l’exploitation des condamnés est particulièrement rentable : “C’est une main-d’œuvre servile bon marché, elle coûte deux à trois fois moins cher que la norme. C’est sûr, ce n’est pas grâce à eux qu’on peut développer son activité, mais ça permet de mettre du beurre dans les épiniards.”

“Le recrutement de migrants et le recrutement de prisonniers relèvent plus ou moins du même phénomène : la volonté de trouver une main-d’œuvre bon marché”, explique Igor Kovalchouk, chef du comité exécutif de la Confédération russe du travail. D’après lui, “tout travail devrait être

dignement rémunéré, c’est l’unique moyen d’assurer un travail productif”. “Il y a eu des précédents historiques, à l’époque soviétique il y avait ceux qu’on a appelés les ‘chimistes’, des condamnés logés dans des foyers d’entreprise et assignés à résidence. Il faut croire que cette expérience a ressurgi des mémoires”, glisse-t-il au sujet de la proposition de l’administration pénitentiaire fédérale.

Olessia Berejnaïa le reconnaît, “il est difficile de motiver les détenus à bien faire leur travail”. “Nous appartenons à une catégorie de gens qui ne suscitent pas la compassion, ajoute-t-elle. Seulement, nous avons aussi des familles, des enfants, nous avons des aspirations. Et c’est la seule force à laquelle nous obéissons.” “Nous sommes une main-d’œuvre bon marché, mais il n’y aura pas de travail pour les 180 000 détenus, pense Ilia Erekhinsky. Nous sommes considérés comme des parias, et rares sont les patrons qui sont prêts à s’embarquer dans cette galère.”

— Maria Litvinova

Publié le 13 juin

SOURCE



KOMMERSANT

Moscou, Russie

Quotidien

kommersant.ru

C’est l’un des premiers quotidiens russes indépendants créés dès 1990, un an avant la chute de l’Union soviétique. Racheté en 2006 par le milliardaire Alicher Ousmanov, proche du Kremlin, ce journal à dominante économique reste toutefois une référence.

ILERI
L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES
DEPUIS 1948

Bachelor en Relations internationales (Bac+3)
Certificat “Expert analyste en relations internationales, intelligence stratégique et diplomatique” (Bac+5)

CAMPUS À LYON & PARIS **WWW.ILERI.FR**

✓ Un couple dans sa cabine de plage sur le front de mer de Hove.

Photo Rooney/Alamy/Photo12

—The Guardian Londres

Tous ceux qui rencontrent Bonny Holland sont frappés par la même chose : sa passion pour les cabines de plage. “Bonny publie sur notre groupe Facebook à peu près quatre fois par jour”, affirme Robert Nemeth, un conseiller municipal de Brighton et Hove, qui a fondé l’Association des cabines de plage de Hove.

Dans sa cabine, Bonny Holland, cette ancienne enseignante à la retraite de 62 ans, dispose d’un réchaud à deux feux, d’une poêle à frire, d’une poêle à griller en fonte, de lingettes pour effacer les graffitis et, le nec plus ultra, d’un WC ! “Asseyez-vous donc là-dessus!” me lance-t-elle gaiement, tout en dépliant un siège de toilettes portable à mon attention, “et soulagez-vous!”

À Hove, des rangées de cabines de plage bordent la promenade comme autant de dents multicolores. D’une superficie d’à peine un demi-mètre carré, elles n’ont ni sanitaires, ni électricité, ni chauffage. On ne peut pas non plus s’y allonger, même s’il est possible d’y préparer un repas ou d’y faire pipi, à condition d’avoir l’ingéniosité d’une Bonny Holland.

Toutes les cabines sont peintes à l’identique, mais leurs portes peuvent être de la couleur du choix du propriétaire. Ces abris en bois se conservent à peu près aussi bien qu’une voiture neuve impliquée dans un carambolage sur l’autoroute dès sa sortie d’une aire de stationnement. Les bourrasques et les embruns marins les malmenent et les corrodent. En hiver, de la moisissure noire s’installe, et il arrive souvent qu’elles soient envahies de souris. Parfois, les cabines disparaissent du front de mer, emportées par des vents impétueux. Une cabine de bonne facture durera une dizaine d’années avant de devoir être remplacée, mais il faudra la repeindre et l’étanchéifier tous les ans.

Si tout cela vous séduit et que vous habitez à Brighton ou à Hove [les deux localités se touchent et forment la ville de Brighton et Hove], vous pouvez acquérir une cabine de plage moyennant un prix compris entre 25 000 et 35 000 livres [29 200 et 40 900 euros], plus un loyer annuel de 416 livres [486 euros]. Depuis la survenue de l’épidémie de Covid-19, la demande a



Royaume-Uni Viens t’asseoir dans la cabane du bonheur

Incontournables dans les stations balnéaires outre-Manche, les beach huts connaissent un vif regain de popularité depuis le début de la pandémie. Lieux de socialisation et de contemplation, elles symbolisent un art de vivre à la britannique.

augmenté de façon spectaculaire. “C’est du grand n’importe quoi cette année”, constate Heather Hilder-Darling, de l’entreprise Callaways, qui gère les ventes, “les cabines de plage partent comme des petits pains”. Pour la première fois, des acheteurs font des offres à l’aveugle. On

observe le même engouement partout ailleurs : ainsi, en début d’année, à Mudeford Sandbank, dans le sud-ouest de l’Angleterre, une cabine de plage s’est vendue 320 000 livres [374 000 euros]. Par ailleurs, les propriétaires qui louent leurs cabines de plage sur Airbnb ont facilement doublé, voire triplé, leurs tarifs.

Bonny Holland a baptisé la sienne Rose’s Rest [“le repos de Rose”], en hommage à sa mère.

“J’avais envie d’avoir une cabine depuis l’âge de 8 ans, raconte-t-elle, nous marchions le long du front de mer quand ma mère m’a demandé ce que je voulais pour Noël.

J’ai répondu : une cabine de plage.” Mais elle a dû attendre jusqu’au mois de juin dernier pour réaliser son vœu le plus cher. Celle-ci a été un véritable havre de paix pour elle pendant la pandémie. “La vie ralentit quand on est assis à l’intérieur, dit-elle. Les heures passent, sans qu’on le remarque ou presque. J’arrive parfois ici avec plein de choses à faire et finis par n’en faire aucune!”

Les propriétaires de cabine forment une communauté. “C’est comme un village.” Le grand sujet qui alimente leurs conversations, ce sont les cadenas, au dire de

Bonny Holland. Rongés par la rouille à cause de l’eau de mer, ils se grippent souvent. “Certains disent qu’il faut les enduire de vaseline, mais il y a aussi un groupe artisan de l’enveloppement des cadenas dans du papier d’aluminium pour empêcher leur oxydation.”

Si elles ne sont pas réservées aux grosses fortunes, les cabines de plage semblent quand même être l’apanage de gens aisés, ici du moins. Les propriétaires que je rencontre sont tous des personnes charmantes, mais qui n’appartiennent pas vraiment à

“La vie ralentit quand on est assis à l’intérieur.”

Bonny Holland,
PROPRIÉTAIRE D’UNE CABINE

la catégorie de ceux qui ont de bas revenus. Pour preuve, cette femme qui a pris sa retraite dans la quarantaine, et cet homme qui parle de prendre un petit avion pour aller déjeuner dans la vallée de la Loire. Certaines cabines de plage sont la propriété de la municipalité. Il s’agit de chalets en briques, avec électricité et eau courante, mais la liste d’attente pour en avoir une est close, et ceux qui y figurent ont peu de chances de voir leur nom arriver à son sommet au cours de leur vie.

Patrimoine. La municipalité a d’ailleurs annoncé récemment la fin des baux à durée indéterminée pour ces chalets, de sorte que les locataires n’en auront plus la jouissance à vie. “Nous avons réfléchi à une solution pour régler le problème de ces listes à rallonge”, explique Robert Nemeth. Pour lui, les propriétaires de cabines de plage sont les gardiens du front de mer. “Ils jouent un rôle très important dans l’entretien du patrimoine de Hove, assure-t-il, les cabines de plage sont un élément emblématique de Hove.”

En la matière, il n’y a peut-être pas de meilleure gardienne qu’Alexandra Wickett, une femme au foyer de 63 ans, qui est la plus ancienne propriétaire de cabine de plage à Hove. Sa cabine appartenait autrefois à ses parents, Ken et Jane, dont l’anniversaire de mariage tombe justement le jour où je rencontre Alexandra.

“Maman et papa se sont rencontrés sur la plage”, précise Alexandra Wickett, qui porte un pantalon vert citron avec un collier assorti, une tenue très à la mode. Jane est décédée il y a trois ans, Ken un an plus tard. Tous deux souffraient de démence durant les dernières années de leur vie. “Même quand maman n’avait plus toute sa tête, on l’amenait ici et elle s’asseyait sur un siège. Ses souvenirs refaisaient alors surface d’une certaine manière, et elle se détendait.”

Les cabines ont bien évolué depuis l’époque où elles n’étaient que des cabines de bain à roues, utilisées pour la première fois par des baigneurs dans les années 1750. Les gens se mettaient en maillot de bain dans ces cabines roulantes, avant qu’elles ne soient descendues sur la plage, puis remontées après la baignade. À l’époque, la natation n’était pas un loisir. “Au départ, lorsque les riches se rendaient dans ces stations, c’était

↓ Dessin de Martirena, Cuba.



COURRIER INTERNATIONAL

dans un but médical”, explique David Jarratt, spécialiste de l'économie du tourisme à l'université du Central Lancashire. Les élites ont d'abord fréquenté des villes thermales comme Bath et Scarborough au XVII^e siècle pour boire leurs eaux, censées protéger contre des maladies telles que le choléra et la tuberculose, puis, au XVIII^e siècle, leur intérêt s'est détourné de ces lieux pour se porter sur le bord de mer, dont on vantait les bienfaits pour la santé.

Or les gens ordinaires suivaient les riches là où ils allaient. La construction des voies ferrées au XIX^e siècle a accéléré le processus en permettant aux classes moyennes aux aspirations affirmées de partir plus facilement en voyage à Blackpool, Morecambe [nord-ouest de l'Angleterre] ou Skegness [nord-est], tandis que les personnes des classes ouvrières se rendaient sur la côte pour échapper au smog des villes, qui s'industrialisaient rapidement.

Désamour. Cependant, dans les années 1960, à la suite de la démocratisation des voyages en avion, les villes balnéaires ont perdu de leur charme. Les forfaits vacances bon marché vers l'Espagne ou la Grèce sont devenus très recherchés, ce qui a plongé le bord de mer britannique dans le déclin.

Mais la crise du Covid-19 a forcé la Grande-Bretagne à se tourner de nouveau vers ses plages de galets, que les gens arpègent comme avant, d'un pas incertain, les poignets poisseux de crème glacée, en protégeant leurs frites des mouettes en maraude. Une fois de plus, les Britanniques affluent donc vers les stations balnéaires pour fuir un air malsain et profiter de lieux qui revigorent autant qu'ils détendent.

Coucher de soleil sur la plage de Hove. La mer est plus agitée. Les mouettes s'enhardissent. Les promeneurs sur la digue savourent des pintes de bière à emporter dans des gobelets en plastique. Un père réprimande son fils, qui lui a jeté des cailloux à la figure. Vers l'extrémité de la plage de Brighton, trois hommes, assis sur une pelouse artificielle, boivent un verre tout en échangeant des plaisanteries, à l'extérieur d'une cabine aux couleurs arc-en-ciel. C'est la Hove Pride Hut! [Brighton et Hove fait figure de capitale officielle de la communauté LGBT au Royaume-Uni.]

“La cabine est devenue une petite attraction du front de mer”, explique Clive Sanders, 55 ans, contrôleur financier, qui en est propriétaire avec son conjoint Neil Cavalier-Smith, 54 ans, stratège de marque.

“Notre cabine est une petite attraction du front de mer.”

Clive Sanders,
PROPRIÉTAIRE DE LA “HOVE PRIDE HUT”

Ils sont en compagnie de leur ami Martin. Le plus gros inconvénient du fait d'être propriétaire d'une cabine, “c'est d'avoir des gens qui viennent pisser contre la cabine. Sans aucun doute!” dit Neil en riant, avant de s'interrompre en voyant une femme s'approcher depuis une cabine voisine. C'est forcément pour une histoire de cadenas.

C'est curieux, ce fervent attachement pour ces abris qui coûtent cher, qui sentent le moisi et qui sont burinés par le sel. “C'est notre petit coin à nous”, m'a dit Clive Sanders tout à l'heure, en tentant maladroitement d'expliquer une telle passion.

Mais je la comprends. La mentalité britannique comporte quelque chose de profondément enraciné qui nous pousse à revendiquer un petit morceau de côte qui n'appartient qu'à nous. De fait, lorsqu'on a un endroit où s'asseoir, rire, socialiser, réfléchir, face à une mer qui avance et recule sans fin, tandis qu'au-dessus de nos têtes les mouettes crient et descendent en piqué, les problèmes de la vie prennent alors l'allure d'un lointain drapeau flottant à l'horizon.

—Sirin Kale
Publié le 21 juillet

ITALIE

Perdasdefogu, le village sarde des “immortels”

Située dans l'est de l'île méditerranéenne, cette petite commune de 1741 âmes abrite une proportion de centenaires exceptionnelle. Quel est donc le secret de la longévité des habitants de Perdasdefogu ?



—Corriere della Sera
(extraits) Milan

En lisant le panneau fixé à l'entrée, sur un totem de pierre, on comprend déjà que ce village a quelque chose de spécial : “Perdasdefogu, record mondial de la longévité familiale.” Cet exploit a été officialisé en 2014 : à l'époque, Consòla Melis et ses huit frères comptabilisaient 837 ans à eux neuf. Un record homologué par le célèbre *Livre Guinness des records*.

Et la tradition semble bien partie pour perdurer, puisque l'anniversaire de Federica Melis, ancienne institutrice désormais néocentenaire, vient d'être célébré dans le village, le lundi 28 juin. Le maire, Mariano Carta, écharpe tricolore et cravate, était présent, ainsi que le curé, don Luca Fadda, qui a célébré la messe dans la cour même de sa maison.

D'air pur et d'eau douce. Ce qui est sûr, c'est que dans ce village de 1741 âmes situé dans la région d'Ogliastra, à 100 kilomètres de Cagliari, il n'est sans doute pas besoin de souhaiter à ceux qui fêtent leur anniversaire de vivre jusqu'à *chent'annos*, (100 ans). Car ici les centenaires sont déjà au nombre de huit. Quatre hommes et quatre femmes, une double anomalie à l'échelle nationale, étant donné qu'en Italie on compte en moyenne 30 centenaires pour 100 000 habitants, et que le ratio à l'échelle nationale est de quatre ou cinq femmes centenaires pour un homme atteignant cet âge.

“S'il y a un secret, il faut le chercher dans l'air pur et l'eau douce de Foghesu, le nom sarde du

village : on y rencontre des dizaines d'insectes rares qui témoignent d'un environnement à part. Ensuite, le régime de nos anciens tient en peu de mots : ils mangent peu, les légumes viennent tous du potager, et ce sont de grands marcheurs, ils peuvent faire 10 kilomètres à pied pour aller ramasser un fagot dans la campagne”, témoigne Giacomo Mameli, 80 printemps, écrivain et mémoire vivante du village. Mais à ses yeux le véritable antidote à la mort est surtout un fort sentiment communautaire. “Presque tous les anciens vivent encore dans les maisons où ils sont nés, et les gens sont solidaires, personne ne reste seul : si vous avez plusieurs enfants, vous passez une semaine chez l'un, une semaine chez l'autre.”

Outre Federica Melis, qui a décroché son baccalauréat dans les années 1940 au lycée de Nuoro (où elle se rendait à cheval, escortée par son fiancé), les autres centenaires sont au nombre de sept. Ils se nomment Antonio Brundu, 103 ans (qui a réchappé au bombardement de Cagliari le 30 mars 1943 parce qu'il avait de la fièvre et qu'il a pu quitter la caserne pour se rendre dans un abri), Bonino Lai, 102 ans

(qui a échappé à une arrestation pendant la Seconde Guerre mondiale grâce à une erreur de télégramme), Vittorio Spanu, 101 ans, Giovannina Mameli, 100 ans, Maria Brundu, 101 ans, Concetta Melis, 100 ans, Gigino Depau, 101 ans. “Cette concentration de centenaires est unique en Italie, d'autant qu'elle est caractérisée par une longévité masculine exceptionnelle : le rapport est de un pour un”, fait remarquer Luisa Salaris, démographe à l'université de Cagliari.

Désertification. Peut-être n'était-ce pas à ce type de notoriété que l'on songeait quand, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, les missiles balistiques partaient de la commune de Perdasdefogu et que d'aucuns se prenaient à rêver que la nouvelle “base spatiale sarde” ferait un jour jeu égal avec Cap Canaveral ou Baïkonour [deux bases de lancement, respectivement américaine et russe]. Chimères. La désertification a atteint des proportions inquiétantes : ces trente dernières années, 850 habitants ont fait leurs valises.

Le village continue pourtant de monter des projets qui permettent à la scène culturelle de vivre. Au fil des années, plusieurs places y ont été consacrées aux grands noms de la littérature : en 2019, à l'occasion de l'inauguration de la place Cent-Ans-de-Solitude, Gloria Isabel Ramírez Ríos, l'ambassadrice de Colombie en Italie, a fait le déplacement, ainsi que Katia González, la filleule de Gabriel García Márquez.

—Elvira Serra
Publié le 29 juin



COURRIER INTERNATIONAL



afrigue

Algérie. Quand les drames s'ajoutent aux drames

Après les incendies qui ont ravagé la Kabylie, le quotidien algérien *Liberté* est allé à la rencontre de ceux qui tentent de construire l'après. Pour les rescapés et les psychologues sur place, la région a une double plaie à panser.



—Liberté Alger

Les pires incendies dans l'histoire du pays. L'Algérie a vécu un été particulièrement enflammé, avec des feux de forêt gigantesques ravageant des milliers d'hectares dans tout le pays. En Kabylie, particulièrement touchée par ces incendies, le désastre est immense. Un citoyen de cette région, rencontré lors de notre tournée dans les villages sinistrés, a eu cette phrase qui, peut-être, résume à elle seule l'ampleur de ce désastre écologique, économique et humain.



TÉMOIGNAGE

“C'est une plaie béante dont on ne parviendra pas à guérir de sitôt.” Parole d'un médecin ! Lorsque les premiers foyers de feu ont été signalés dans la wilaya [province] de Tizi-Ouzou, nous étions sans doute nombreux à être loin de penser qu'en quelques jours des milliers d'hectares d'olivieraies, de couvert végétal, d'arbres fruitiers allaient partir en fumée. Sans doute encore très peu nombreux à penser que des dizaines de personnes – on attend toujours le bilan officiel des autorités – allaient périr, la plupart dévorées par les flammes, alors qu'elles

tentaient de sauver maison, cheptel ou oliviers.

Partout où nous nous sommes rendus, les mêmes témoignages de l'horreur des villageois abattus et livrés à eux-mêmes. Plusieurs villages, à l'instar d'Igrev, sur les hauteurs de Bouzeguène, ou encore d'Ath Yenni, des populations ont affronté les feux de forêt dans l'isolement le plus total, coupées du monde, sans eau dans les robinets ni électricité pendant plusieurs jours.

“La Kabylie a été réduite en cendres en quatre jours seulement”, a affirmé un villageois d'Illoula Oumalou, où les corps de cinq personnes ont été retrouvés totalement carbonisés. “Au moment où nous nous apprêtions à inhumer les corps, nous avons remarqué que du sang coulait des cercueils”, témoigne Djamel, membre du comité de village d'Igrev. “Il a fallu retirer les corps et les envelopper dans des bâches en plastique pour les enterrer”, a-t-il ajouté. Insoutenable.

Le héros Jimmy. Sans doute qu'il faudra beaucoup de temps pour panser les plaies de la mémoire des populations locales et apaiser, un tant soit peu, les esprits encore tourmentés et sous le choc. Des psychologues sont aujourd'hui sur le terrain. Nous les avons rencontrés, dans plusieurs villages, ces psychologues, femmes et hommes, volontaires, au chevet des populations.

“Il y a beaucoup de volonté dans la prise en charge de l'aspect psychologique des populations traumatisées. Plusieurs équipes de psychologues volontaires sillonnent la Kabylie, ce qui est salutaire. Mais il faut que tout cela soit coordonné par la Direction de la santé. Il y a des procédures à suivre dans l'assistance portée aux populations”, recommande Mahmoud Boudarène, psychiatre à Tizi-Ouzou, qui, par ailleurs, interpelle l'État à prendre ses responsabilités dans la prise en charge psychologique des populations sinistrées.

Au désastre écologique, matériel et surtout humain, causé par les feux de forêt en Kabylie les plus spectaculaires que le pays ait connus, s'ajoute le poids du funeste et abominable meurtre du jeune Djamel Bensmail, venu de Miliana apporter de l'aide à ces concitoyens luttant, souvent à mains nues, contre les flammes. [L'homme a été pris pour cible par

Décryptage

Les dessous d'une affaire devenue politique

●●● Le 16 août, la police judiciaire a ouvert une enquête sur le meurtre de Djamel Bensmail, l'homme lynché le 11 août par une foule qui l'accusait, à tort, d'être à l'origine des incendies en Kabylie. Mais selon **Algérie Part**, site d'investigation très critique à l'égard du gouvernement, le pouvoir semble avoir trouvé des coupables idéaux : le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) et le voisin ennemi, le Maroc. Pour l'heure, l'enquête met en cause “uniquement le MAK”. Ce mouvement séparatiste, considéré comme terroriste par Alger, est soupçonné d'avoir reçu le soutien du Maroc, qui lui aurait servi de base arrière pour déclencher les incendies. Au lendemain de l'ouverture de l'enquête, *Algérie Part* a révélé s'être entretenu avec “plusieurs sources au sein de la DGSN [Direction générale de la Sûreté nationale]”. Il affirme qu’“un plan d'action” a été monté par des hauts dirigeants de la police pour inculper le MAK et accuser le Maroc. “La police algérienne a décidé officiellement d'instrumentaliser le meurtre barbare de Djamel Bensmail à des fins de pure propagande politique”, avance le site algérien, qui estime que “la mise en œuvre de ce scénario” a pour objectif de protéger les policiers présents à Larbaâ Nath Irathen le jour du drame. “[Ils] ont affiché une passivité déconcertante, voire complice, avec la horde d'énergumènes sauvages qui ont lynché et brûlé vif Djamel Bensmail”, s'exclame *Algérie Part*.

Chiffre

620000

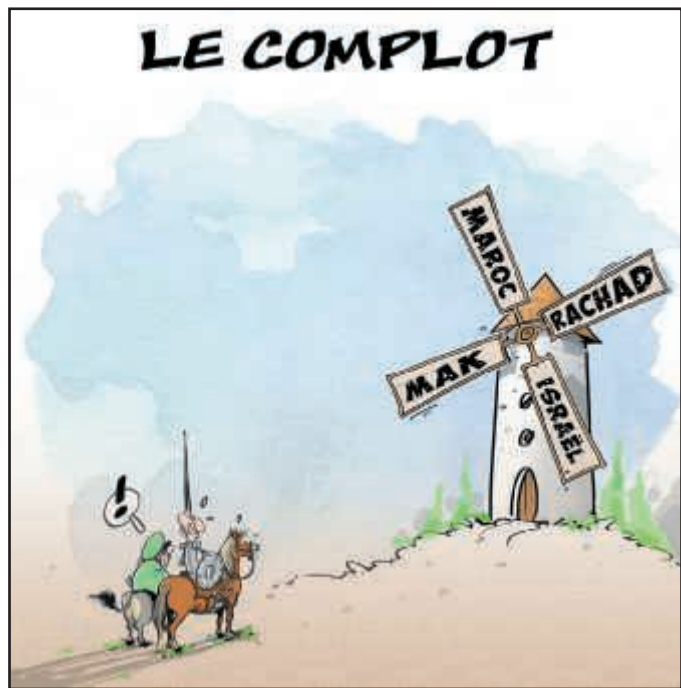
C'est le nombre d’“hectares de végétation brûlée” depuis le début de l'été par “plus de 1 000 foyers d'incendies”, déclenchés dans “35 wilayas [provinces] du pays”, rapporte **Le Jeune Indépendant**. La dernière vague qui a sévi en Kabylie du 9 au 18 août a été particulièrement dévastatrice. Or, le pays “ne compte que 4,1 millions d'hectares de forêts, avec un maigre taux de reboisement de 1,76 %”, s'inquiète **Algérie Part**.

une foule qui l'accusait, à tort, de pyromanie, voir encadré ci-dessus]

Quand le héros Jimmy [son surnom] a été lynché à mort, ce maudit 10 août, et brûlé vif à Larbaâ Nath Irathen, la Kabylie s'est retrouvée choquée et le cœur en miettes. Il n'est pas un seul village de la région où l'ombre du jeune artiste de Miliana n'a pas plané. “C'est l'horreur dans l'horreur”, a dit, à juste titre, un villageois à Igrev, commune d'Illoula, qui venait d'enterrer son frère, dévoré par les flammes. “Nous n'avions pas besoin de ce crime abominable. Ce qui est arrivé à ce jeune artiste venu aider ces concitoyens à éteindre les feux de forêt est inhumain”, a-t-il ajouté.

Près d'une semaine à sillonner les villages endeuilés de la Kabylie, nous les avons vues, ces populations abattues par l'acte inqualifiable perpétré à Larbaâ Nath Irathen. Partout, nous avons croisé ces visages doublement peïnés par la catastrophe des feux de forêt et le meurtre odieux de Djamel Bensmail. Les populations en Kabylie, comme partout dans le pays, exigent que toute la lumière soit faite sur ce drame. Elles réclament également que les responsabilités soient situées quant au rôle des autorités qui n'ont pas vu venir ces feux qui ont défiguré la Kabylie et d'autres régions du pays.

—Karim Benamar
Publié le 22 août



Des coupables tout trouvés

Alors que les récents incendies ont fait au moins 90 morts en Algérie, le pays est à la recherche de supposés pyromanes. Mais ceux qu'elle pointe du doigt sont aussi des éléments bien encombrants aux yeux du pouvoir.

Réuni le 18 août sous la présidence du chef de l'État algérien, Abdelmadjid Tebboune, le Haut Conseil de sécurité n'a pas hésité à mettre en cause le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), le mouvement islamiste Rachad et le frère ennemi marocain pour leur supposée implication dans les récents feux de forêt dévastateurs [lire p.30]. Il les accuse également d'être derrière le lynchage à mort du jeune

Djamel Bensmail, pris pour cible par une foule qui l'accusait à tort de pyromanie.

Considérées comme deux organisations terroristes par le pouvoir, le MAK et Rachad "menacent la sécurité publique et l'unité nationale" et leurs membres seront arrêtés "jusqu'à leur éradication totale", indique le communiqué de la présidence de la République, cité par le journal algérien **El-Watan**.



Dans le collimateur de l'Algérie se trouvent également l'État d'Israël ainsi que l'ennemi traditionnel, le Maroc, soupçonné d'avoir apporté son soutien au MAK en lui servant de base arrière. La présidence estime ainsi qu'il est impératif d'opérer une "déconsidération des relations entre les deux pays et le renforcement de la surveillance au niveau des frontières ouest du pays".

"Un pas a été franchi dans l'hostilité contre le Maroc."

Le360, SITE D'INFORMATION MAROCAIN

Le 17 août, le site d'information **AlgériePart** avait révélé que la police algérienne préparait depuis lundi 16 août un plan d'action et de communication en vue d'imputer au MAK le meurtre du jeune Djamel Bensmail, "lynché et brûlé vif sur une place publique devant le siège de l'un des plus importants commissariats de police de toute la Kabylie". "En clair, la Direction générale de la sécurité nationale veut surfer sur cette émotion nationale pour politiser ce drame et l'exploiter dans le cadre de l'agenda politique du pouvoir politique aux commandes du pays."

Du côté de la presse du voisin marocain, c'est "un pas qui a été franchi dans l'hostilité contre le Maroc", commente le site **Le360**, qui demande par ailleurs à l'Algérie de fournir les preuves de la culpabilité du Maroc et d'Israël.

Pour le média marocain, le MAK et Rachad sont deux mouvements pacifiques qui n'ont pas de base sur le territoire marocain. En revanche, l'Algérie "finance, arme et soutient diplomatiquement le Polisario [mouvement indépendantiste du Sahara occidental], à la seule fin de tuer des Marocains et de contrarier l'intégrité du royaume".

— **Courrier international**

Regarder la vérité en face

Les feux de forêt qui ont dévasté des milliers d'hectares en Kabylie sont le résultat des défaillances de l'État tout comme du dérèglement climatique, estime le quotidien indépendant **El-Watan**.

— **El-Watan** (extraits) Alger

Les incendies les plus meurtriers de l'histoire de l'Algérie [le bilan humain s'élève à au moins 90 morts] ont fait jaillir une chose essentielle : le peuple algérien a fait preuve d'une formidable solidarité. Une solidarité qui a permis d'éteindre des feux et d'être au chevet des blessés et des sinistrés. La solidarité a été aussi internationale et elle est absolument à saluer.

Ces incendies ont surtout mis en évidence une urgence : le pays a besoin d'une stratégie sérieuse de prévention pour faire face à la menace croissante d'incendies de forêt sur le long terme. Cette situation d'extrême urgence nécessite de grandes mesures.

S'équiper. La première urgence est l'achat d'une large flotte aérienne à l'image de Canadairs performants, capables de dompter les gigantesques flammes. [Le pays ne dispose d'aucun Canadair.] Les quantités d'eau nécessaires pour circonscrire les flammes étant très importantes, l'autre levier repose sur la mise en place d'un vaste réseau de bassins de confinement des eaux, de nouveaux plans d'eau et des stations de pompage sur les reliefs forestiers. À moyen terme, les experts recommandent d'adapter nos systèmes forestiers, par exemple, à travers la sylviculture, en intégrant des espèces d'arbres moins sensibles au feu dans les zones à risques. Les mesures qui

s'imposent concernent aussi la sensibilisation sur les incendies de forêt. Les gestionnaires du domaine forestier doivent dispenser au public une information en temps réel sur le danger du feu.

La prévision du danger de départ d'incendie de forêt à court terme se révèle être une activité très importante. Les directions locales des forêts sont responsables de l'évaluation du danger et de l'alerte à l'échelle régionale. Ces directions doivent mettre en place un portail numérique, sur lequel le danger d'incendie est actualisé en temps réel.

Une attention particulière doit être accordée à l'analyse de l'interface forêt-habitat. Cette approche permet d'identifier facilement les zones à plus haute probabilité de départ de feu d'origine anthropique. [Les autorités ont affirmé qu'il y avait des "mains criminelles" derrière les incendies.]

À long terme, c'est surtout dans la lutte contre les changements climatiques que la communauté internationale doit être active, afin de limiter les conséquences des extrêmes météorologiques. Selon les experts de l'environnement, le dérèglement climatique, qui a amplifié les périodes de sécheresse, expose toutes les régions du monde aux feux de forêt. Les périodes potentiellement dangereuses pour les incendies vont devenir plus nombreuses partout dans le monde.

— **Cherif Lahdiri**
Publié le 17 août



ÉDITO



Actuelles

VIRGINIE HERZ

SAMEDI À 22H40

Le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes

Chaque semaine, retrouvez l'actualité féministe dans le monde avec **Courrier international**



TANZANIE

Dar Es-Salaam, l'océan pour seule limite

Dans cet épisode de notre série consacrée aux villes africaines, nous faisons une halte au bord de l'océan Indien : à Dar Es-Salaam, cité carrefour qui incarne le continent tout entier, où la population ne cesse de croître.



—Le Temps (extraits)
Lausanne

Des marchands agglutinés derrière des stands qui s'étirent sur deux kilomètres, un tourbillon d'échanges de shillings tanzaniens autour de racines de curcuma orangées et de jouets en plastique venus de Chine. Entre les étals, les vendeurs aux charrettes remplies de noix de coco ou de cannes à sucre cherchent péniblement à se faire une place. "Ici, chacun a sa spécialité, c'est comme cela qu'on sait d'où vient une personne", nous crie en swahili Poazi Matata, un jeune habitant du quartier. "Ceux qui vendent des œufs viennent de la région des Grands Lacs, ceux qui proposent du café sont de Dodoma, les cireurs de chaussures du Kilimandjaro."

Nous sommes sur l'artère principale de Mbagala, un quartier informel, situé à une vingtaine de kilomètres du centre-ville de

Dar Es-Salaam, la capitale économique de la Tanzanie. C'est aussi l'unique route qui mène dans le sud du pays. "Ce tronçon a été rénové il y a quelques années, avec de larges trottoirs et même une piste cyclable", relève Mejah Mbuya, fondateur de l'association Uwaba, qui promeut la mobilité douce à Dar Es-Salaam, en nous montrant les balises censées délimiter la chaussée. Sans lui, jamais nous ne les aurions remarquées, tant l'espace a été englouti par les marchands éphémères. Ce quartier, qui grandit de manière exponentielle, abriterait 1 million de personnes, nous dit Poazi.

La débrouille. Le jeune homme disparaît dans une ruelle parallèle qui descend vers les habitations. De là, on prend la mesure : des toits en tôle qui s'étalent à perte de vue, des habitations construites de manière totalement désordonnée, des ruelles escarpées où seules quelques

motos osent s'aventurer. Les urbanistes appellent ce quartier un bidonville. Pourtant, pour qui a vu Kibera à Nairobi ou Khayelitsha près du Cap, Mbagala ressemble plutôt à un village qui n'en finit plus de grandir. Avec ses passages hasardeux qui débouchent sur ce qui pourrait être qualifié de place du village : un arbre, des hommes qui jouent aux dames, un stand de *chipsi mayai* (frites-œufs), la *street food* par excellence de Dar Es-Salaam.

L'appel à la prière d'une mosquée éloignée et le terrain sablonneux nous rappellent qu'on est au bord de l'océan Indien. À une trentaine de kilomètres de Zanzibar.

Comme la plupart des habitants du quartier de Mbagala, Poazi est venu de l'arrière-pays tenter sa chance à Dar Es-Salaam. Issu de Mbeya, petite ville située

à 800 kilomètres à l'ouest d'ici, il aurait pu être paysan, comme ses grands-parents. Mais à 16 ans, il a préféré vendre des cacahuètes au bord de la route puis aller proposer ses services au cœur de la cité, à Bongo, comme on surnomme la capitale économique. Bongo, cela veut dire "le cerveau" en swahili et beaucoup disent qu'il en faut pour pouvoir se débrouiller ici.

Aujourd'hui, il lave des voitures dans le quartier chic des ambassades. Un petit boulot informel qui lui rapporte entre 10 000 et 15 000 shillings tanzaniens par jour [de 3,50 à 5,50 euros]. Et tant pis s'il doit passer quatre heures par jour dans des transports bondés pour aller travailler.

Attirés par des opportunités économiques plus abondantes et diversifiées que dans le reste du pays, les migrants sont toujours plus nombreux à converger vers la métropole. Ajoutez à cela un nombre élevé de naissances, 5,2 enfants par femme en moyenne, et voilà Dar Es-Salaam projetée à la deuxième place mondiale des villes dont la population grandit le plus rapidement, juste derrière Suzhou, dans la province du Jiangsu, en Chine. À ce rythme-là, elle atteindra 10,8 millions d'habitants en 2030 et décrochera son titre de mégapole. Un chiffre qui pourrait encore doubler d'ici à 2050.

À Dar Es-Salaam, 70 % des logements sont construits sans planification et 80 % des emplois sont informels. Ni complètement illégale ni tout à fait contrôlée, c'est une zone grise dans laquelle les autorités et la population tentent de trouver des arrangements. "Avec plus ou moins de résultats", ajoute Mejah, alors que nous longeons un imposant

bâtiment jaune à la peinture décrépite. Conçu il y a quinze ans pour regrouper tous les vendeurs de rue dans un même lieu, il est aujourd'hui à l'abandon. Les clients ne sont jamais venus et les vendeurs sont retournés dans la rue.

Les quartiers tentaculaires comme Mbagala ou Tandale se propagent tout autour de la ville. Seul l'océan, à l'est, semble pouvoir contenir cet étalement.

↳ Les hauts buildings de Dar Es-Salaam et le marché aux poissons de Kivukoni.

Photo Sophie Snelen

Depuis la mer justement, Dar Es-Salaam offre pourtant un tout autre visage, avec ses tours jumelles en verre flambant neuves qui lui donnent des airs de mini-Dubaï.

Des bus rapides. Au pied des immenses tours à moitié vides, un flot de travailleurs journaliers qui commutent à bord d'un ferry permettant de relier le quartier de Kigamboni, séparé par un bras de mer, au cœur de la cité. Il y a encore quatre ans, ces pendulaires se seraient précipités de manière chaotique pour tenter de monter dans un des 7 500 *daladala* que compte la ville, des minibus aux horaires fantaisistes gérés par des particuliers.

Aujourd'hui, cette marée humaine se dirige comme un seul homme vers la station des bus bleus chinois, les BRT, Bus Rapid Transit, un réseau de liaisons rapides par autobus, avec une voie réservée. Un système de transport en commun qui fait figure de précurseur en Afrique. Pour Rachel Kayeye, pendulaire, c'est surtout un gain de temps. Alors qu'elle mettait chaque jour une heure et demie pour aller au travail à bord des *daladala*, le même trajet lui prend huit minutes avec les bus rapides. "Enfin, quand il y en a un", ajoute-t-elle. Car sur la centaine de véhicules initialement prévue, la moitié a été endommagée à la suite des inondations successives survenues dans les entrepôts de Jangwani, une zone en cuvette en contrebas de la rivière Msimbazi.

Le président John Magufuli, aussi surnommé "le Bulldozer", avait fait des gros projets d'infrastructures sa priorité [il est mort subitement en mars 2021]. Il s'est attelé, entre autres, à un gigantesque réseau ferroviaire, qui devrait à terme relier Dar Es-Salaam au Rwanda, en passant par Dodoma. Dodoma, la capitale politique de la Tanzanie, comme l'a voulu le premier président du pays, Julius Nyerere, en 1974. Dodoma qui, dans les faits, est restée une petite bourgade du centre du pays pendant plus de quarante ans. Jusqu'à ce que Magufuli arrive et y transfère ses ministères.

Très applaudi au début de son mandat parce qu'il avait fait de la lutte contre la corruption et le gaspillage de l'argent



Repères



●●● C'est à la fin du XIX^e siècle que Dar Es-Salaam commence véritablement son essor, lorsque l'Allemagne en fait un comptoir commercial majeur. Depuis, l'importance de la ville ne s'est jamais démentie, et même le déplacement de la capitale vers Dodoma, en 1973, n'y changera rien. Centre économique

de la Tanzanie et de l'Afrique de l'Est, elle est aussi le cœur politique du pays. Depuis le début de la pandémie, elle a été le théâtre des errances du président John Magufuli. Contestant l'existence de la pandémie de Covid-19, il appelait ses concitoyens à prier, et montrait lui-même l'exemple en fréquentant assidûment les églises bondées de Dar Es-Salaam. Il est mort subitement d'une maladie respiratoire en mars 2021. L'arrivée à la tête de l'État de sa vice-présidente, Samia Saluhu Hassan, a suscité de l'espoir, mais les désillusions sont déjà là : le 21 juillet, Freeman Mbowe, principal opposant, a été arrêté avant d'être inculpé pour terrorisme.

des populations de l'intérieur des terres, fraîchement christianisées, ainsi que des Indiens, à la fois hindous et musulmans.

Aujourd'hui à Dar Es-Salaam, le quartier indien, surnommé Uhindini, avec son regroupement de temples et de mosquées, est la seule partie de la ville où une certaine distinction ethnique subsiste, la plupart des habitants étant toujours des Indiens d'origine. Quand, dans les années 1950, le pays a connu ses premiers mouvements de lutte pour l'indépendance, c'est à Dar Es-Salaam que chrétiens et musulmans se sont rassemblés pour fonder le premier parti politique non religieux, le Tanu (Tanganyika African National Union), et que ses membres - majoritairement musulmans - élisent à sa tête un chrétien, Julius Nyerere, qui est devenu le premier président du pays indépendant. C'est à Dar Es-Salaam aussi qu'ont convergé les militants des mouvements indépendantistes et les défenseurs des droits de la communauté noire - Nelson Mandela, Che Guevara, Malcolm X, tous sont passés par là, attirés par l'idéal socialiste de Julius Nyerere.

Défendant une philosophie basée sur l'égalité, Julius Nyerere a supprimé tout élément ethnique ou religieux de la politique nationale tout en continuant à entretenir de bonnes relations avec les différents représentants religieux - parfois consultés sur certaines décisions. Si son programme Ujamaa, d'influence maoïste, de créer de grands villages communautaires alliant productivité et partage des ressources du pays a été un désastre sur le plan économique, le sentiment d'identité nationale dans la diversité a subsisté. Aujourd'hui, les citoyens se considèrent d'abord comme Tanzaniens et la plupart des réunions commencent par des prières à la fois musulmanes et chrétiennes.

Forte de ces idéaux égalitaires et de ces influences hétéroclites, Dar Es-Salaam se construit en mégapole pacifique. Malgré la surpopulation de ses périphéries et bien qu'elle ait été détrônée de son titre de capitale politique, Dar Es-Salaam reste une ville paisible. Où l'on continue de converger.

—Sophie Snelen
Publié le 1^{er} mars

La semaine prochaine, dernier épisode de notre série : **Nairobi**

public sa priorité, sa ligne dure contre la liberté d'expression lui a ensuite valu des critiques. Si la Tanzanie a sensiblement progressé sur l'indice de perception de la corruption de Transparency International, principal indicateur mondial de la corruption dans le secteur public, au même moment, le pays dégringolait au classement de Reporters sans frontières. Une dégradation qui se ressent jusque dans la rue. "On est infectés par la peur", nous lance Mejah.

Dar Es-Salaam - "havre de paix" en arabe. Voici ce qu'un petit village de 400 pêcheurs inspira au sultan omanais Majid de Zanzibar dans les années 1860, quand il décida d'en faire sa base arrière, pour renforcer son archipel voisin, alors plaque tournante du commerce d'esclaves et d'ivoire de l'océan Indien. Un siècle et demi après, son harmonie n'a pas été ébranlée. Contrairement à ses homologues de la région - Kampala, Bujumbura, Kigali, Nairobi -, Dar Es-Salaam n'a connu ni guerre civile ni violente manifestations depuis l'indépendance de la Tanzanie, en 1961. Seule ombre au tableau : l'attaque terroriste contre l'ambassade des États-Unis par des

militants islamistes en 1998, au cours de laquelle dix Tanzaniens ont été tués et de nombreux autres blessés.

Multireligieuse. Malgré une urbanisation parmi les plus rapides du monde, ni les origines ethniques ni la religion ne sont des sujets de tensions dans la mégapole en devenir. Faute de recensement récent, tout le monde s'accorde à dire qu'il y a une proportion plus ou moins équivalente de musulmans et de chrétiens. Et contrairement à d'autres grandes villes africaines, aucun groupe ethnique - le pays en compte une centaine - n'a jamais pris d'ascendant au point d'en dominer un autre.

Multiethnique, multireligieuse, Dar Es-Salaam s'est construite dans la pluralité. D'abord point d'échange privilégié avec les commerçants d'Asie et du golfe Persique portés par les alizés, elle a gardé l'islam et la langue swahilie, une langue bantoue enrichie de mots arabes, qui s'est diffusée à l'intérieur des terres via les caravanes, parlée aujourd'hui par tous les Tanzaniens. Sous contrôle allemand puis britannique, Dar Es-Salaam accueille

**COMMANDEZ
DÈS MAINTENANT**

Grand Atlas 2022

Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition **Autrement** en partenariat avec **Courrier international** et **France Info**.



19,90€
Frais de port offerts

Collection dirigée par Franck Tétart
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :
Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Titre	Prix	Quantité	Total
Grand Atlas 2022	19,90 €	x	= €
Frais de port offerts			0€
Total =			€

Mes coordonnées :

VCO21BA1608

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

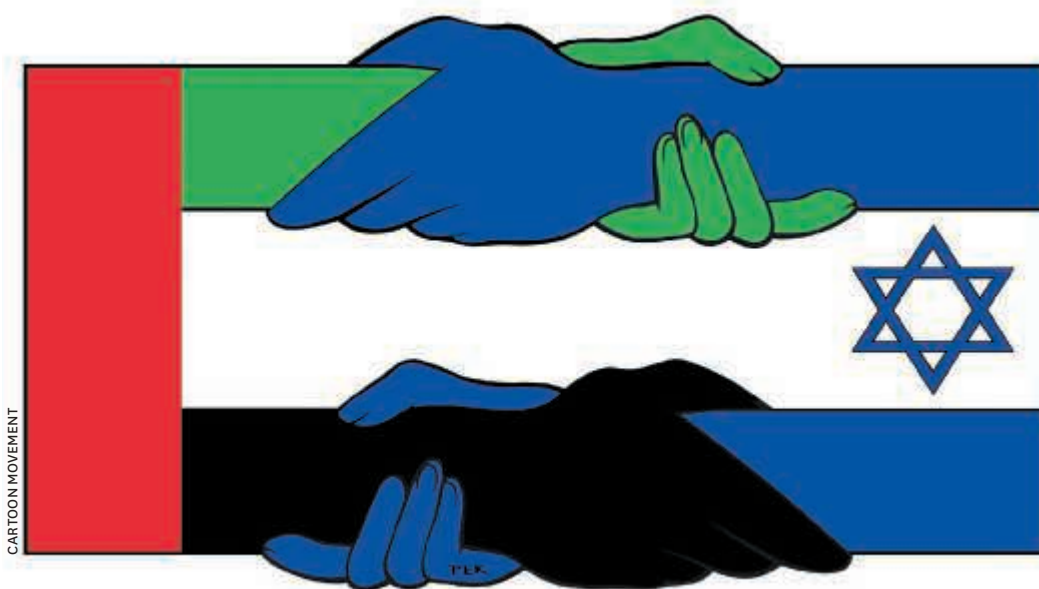
Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2021
*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Israël. Un an après, le bilan mitigé de la normalisation

Conclus en septembre 2020 avec les Émirats arabes unis et Bahreïn, les accords d'Abraham devaient consolider un axe stratégique contre l'Iran. Mais les priorités de la politique étrangère de Joe Biden ont changé la donne.



CARTOON MOVEMENT

—Ha'Aretz (extraits)
Tel-Aviv

Il y a un an, les médias commencent à évoquer l'accord de normalisation qui se dessinait entre Israël et les Émirats arabes unis. Fin août 2020, la première délégation officielle israélienne se rendait dans le Golfe et, deux semaines plus tard, des accords avec les Émirats arabes unis et Bahreïn étaient signés à la Maison-Blanche. Mais il peut se passer beaucoup de choses en un an. Benyamin Nétanyahou, qui avait orchestré les accords quand il était Premier ministre, n'a jamais réalisé son rêve de visite officielle à Abou Dhabi. Dimanche [15 août], il s'envolait vers les États-Unis pour une visite en tant que simple citoyen. Alors quels changements ont entraîné les accords de normalisation à un

an de distance ? D'après les forces armées israéliennes, malgré des résultats favorables, on pouvait s'attendre à mieux.

Cette initiative, concoctée par Nétanyahou, le prince héritier [émirati] Mohammed ben Zayed et Donald Trump [alors président des États-Unis], a mis fin à l'impasse qui durait depuis des années entre Israël et les Émirats arabes unis. Toutefois, les trois hommes poursuivaient des objectifs plus ambitieux. L'accord était censé ouvrir la voie à une normalisation avec de nombreux autres pays arabes, l'Arabie Saoudite au premier chef. Il était censé renforcer une nouvelle alliance stratégique

Les principales retombées de la paix avec les Émirats sont économiques et technologiques.

proaméricaine au Moyen-Orient, face à l'axe chiite conduit par l'Iran. Enfin, il devait démontrer qu'Israël n'avait pas besoin de la paix avec les Palestiniens pour améliorer ses relations avec d'autres pays de la région. L'accord en lui-même était spectaculaire. Il s'agit peut-être de l'unique grand succès diplomatique du gouvernement Trump dans la région, et ce fut incontestablement l'un des temps forts de la politique étrangère israélienne pendant les douze années où Nétanyahou a été en fonction. Quelque temps plus tard, le Maroc et le Soudan se ralliaient aux accords de normalisation, c'était un nouveau sujet de fierté pour le Premier ministre israélien.

Cela étant, les répercussions stratégiques régionales de cet accord ont été limitées. Des sources de l'armée israélienne affirment que les principales retombées

de la paix avec les Émirats sont économiques et technologiques. Les cheikhs émiratis se sont empressés de réaliser d'importants investissements en Israël. Les deux pays se sont par ailleurs rapprochés en matière de défense et de renseignement, même si aucun des deux États ne tient à s'étendre sur le sujet. Récemment, dans les médias, des informations sur les activités de sociétés israéliennes de cyberarmes révèlent que les Émirats arabes unis sont parmi les plus gros consommateurs de cette technologie israélienne, parfois utilisée contre des journalistes et des militants des droits de l'homme. De tels contrats ont été signés avec l'aval du gouvernement [israélien].

Prudence. Mais les espoirs qu'Israël nourrissait de voir les Émirats participer à une alliance plus ouverte, et contrecarrer agressivement les manœuvres iraniennes dans la région, n'ont pas tardé à s'évanouir. En outre, l'implication des Émirats arabes unis dans l'aide aux Palestiniens est restée minime. L'argent émirati n'a pas remplacé les fonds qataris dans la bande de Gaza, alors même qu'Israël était de plus en plus favorable à cette idée. Il semble que les États du Golfe se montrent particulièrement prudents, et ce pour deux raisons. Premièrement, l'Iran est perçu comme une puissance régionale qui ne va pas capituler devant les États-Unis et qui n'hésitera pas à s'en prendre aux intérêts américains et israéliens dans la région.

Deuxièmement, avec Joe Biden à la Maison-Blanche, les Émirats et l'Arabie Saoudite n'aspirent plus guère à un resserrement des liens avec Israël. Si Trump était le principal artisan de la normalisation, Biden est bien plus circonspect. Désormais, les États-Unis privilégient l'Extrême-Orient et se concentrent sur leurs relations tendues avec la Chine. Dans ce contexte, pour les Émirats arabes unis, des relations plus étroites avec Israël ne sont pas encore à l'ordre du jour, semble-t-il.

Tout cela est aussi indirectement lié aux graves événements récents en Asie centrale – le retrait progressif des Américains hors de la région, qui a commencé à la fin du deuxième mandat de Barack Obama (même si ensuite Trump, comme on pouvait s'y attendre, a fait volte-face), s'accélère sous

Biden. Le départ des Américains de l'Afghanistan a conduit à la capitulation étonnamment rapide du gouvernement afghan face aux talibans [lire le dossier, pages 10 à 19]. La dernière fois qu'une force quasi militaire a mis la main aussi vite sur de larges pans du pays, c'était à l'été 2014, quand l'État islamique s'est emparé d'une bonne partie de l'ouest de l'Irak et de l'est de la Syrie. Il est facile d'accabler les Américains à propos des scènes affligeantes qui ont lieu à Kaboul. En fait, Israël a fait quelque chose de tout à fait comparable dans le sud du Liban en 2000. Cet État a lui aussi décidé de limiter ses pertes et abandonné ses alliés. Certes, Israël s'est retrouvé derrière une frontière, et non à des milliers de kilomètres, de l'autre côté de l'Atlantique.

Il ne fait aucun doute que les scènes de Kaboul font froid dans le dos aux alliés des États-Unis au Moyen-Orient, les amenant à se demander si de tels scénarios

L'argent émirati n'a pas remplacé les fonds qataris dans la bande de Gaza.

risquent de se reproduire dans leur voisinage. Sur les réseaux sociaux, certains ont affirmé la chose suivante : cela prouve qu'Israël ne peut pas se fier aux Américains et ne doit compter que sur lui-même. Il serait intéressant de savoir si ceux qui défendent cette idée seraient prêts à renoncer aux vetos de Washington contre les résolutions anti-Israël au Conseil de sécurité des Nations unies, ou bien aux 3,8 milliards de dollars annuels d'aide militaire que les États-Unis versent à Israël.

Mais l'État hébreu n'est ni l'Afghanistan ni l'Iran. Les liens des États-Unis avec Israël, leur engagement auprès de ce partenaire, sont complètement différents, sans parler des avantages que les Américains estiment tirer de cette relation. L'intérêt des États-Unis pour l'Extrême-Orient au détriment du Moyen-Orient est déjà une réalité. Mais cela ne veut pas dire pour autant que Washington va abandonner Israël à son sort.

—Amos Harel
Publié le 16 août

✓ Les drapeaux émirati et israélien. Dessin de Pete Kreiner, Australie.



asie



—Kompas (extraits) Jakarta

[En débarquant à Port Moresby, la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Agustinus Wibowo est hébergé dans l'enceinte de l'ambassade d'Indonésie. On lui déconseille vivement de sortir dans les rues. Port Moresby a un taux de criminalité parmi les plus hauts du monde. Ne supportant plus ces restrictions, l'écrivain voyageur – qui a vécu trois ans à Kaboul, au rythme des attentats presque quotidiens – s'installe dans une famille du quartier populaire de Koki. À la tombée de la nuit, Helen, son hôte, lui dit de rester à l'intérieur car bientôt les rues du quartier vont se remplir d'une foule ivre...]

A lors que je m'apprête à passer la nuit dans le quartier de Koki, j'entends trois coups de feu. J'interroge mon hôte, Helen. "Ce sont les officiers de la NCDC", me répond-elle.

La NCDC, ou National Capital District Commission, est le gouvernement régional de la capitale, Port Moresby. "Ils expulsent les marchands de noix d'arec du marché

Papouasie-Nouvelle-Guinée. En compagnie des chiqueurs de bétel

L'écrivain voyageur indonésien Agustinus Wibowo a arpenté la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour tenter d'y trouver le reflet de son propre pays. Dans ce premier volet, il se trouve dans la capitale, Port-Moresby, où les habitants du quartier de Koki tuent le temps en mâchant un fruit aux effets stimulants.

situé à l'extrémité du quartier." Les PNG [abréviation désignant les habitants de Papouasie-Nouvelle-Guinée] mâchent quasi continuellement de la noix d'arec [ou de bétel], *buai*, dans la langue locale. Ils en mastiquent à longueur de journée, au point que leurs dents deviennent rouges. Le manque d'hygiène est le principal problème lié à cette habitude. Les écorces de noix d'arec jonchent le sol, les gens les jetant n'importe où. Ils crachent aussi

souvent les résidus de leur mastication, laissant des taches rouges sur les murs et dans les rues.

Excédé, le gouvernement de la capitale a interdit totalement la vente de noix d'arec. En fin d'après-midi, des agents de la NCDC viennent disperser par la force la foule au marché de *buai*, pulvérisant du gaz lacrymogène et tirant des coups de feu. Les gens courent en tous sens et des émeutes éclatent. Les marchands de noix d'arec

interpellés sont jetés en prison, ils ne seront libérés qu'après versement d'une amende.

Lorsque les coups de feu se calment, Jo, le gendre d'Helen, coiffé de dreadlocks à la Bob Marley, m'invite à découvrir le loisir typique des PNG : *loafing around*, "traîner pour tuer le temps". Nous descendons dans l'artère principale, goudronnée. Dans la pénombre des lampadaires, des dizaines d'enfants jouent en criant. Ils m'encerclent aussitôt et hurlent : "Boss! Boss! Photo moi!" Jo les chasse d'un grognement féroce.

Pour les adultes errant sans but, l'activité principale est de chiquer de la noix d'arec. Jo en a acheté une pour 1 kina

Je ne comprends pas où est le plaisir. Ma gorge me brûle, mes yeux s'embrument de larmes.

[30 centimes]. Il m'en donne de fines lamelles déjà pelées. Je mords dans un petit morceau. L'amertume me fait grimacer. J'ai droit aussi à une branche de *daka* (moutarde) verte et dure, je la trempe dans de la chaux, l'introduis dans ma bouche et la mâche avec la lamelle de noix d'arec.

Dans l'archipel indonésien, l'usage de chiquer des feuilles de bétel avec une noix d'arec et de la chaux n'a pas disparu. Mais c'est ici, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, que je comprends enfin le sens de l'expression populaire malaise *sekapur sirih* [feuille de bétel fourrée de chaux]. La mastication du bétel ou de la noix d'arec s'accompagne toujours de chaux, et le paquet complet bétel-chaux constitue l'offrande traditionnelle pour accueillir les invités. Dans mon enfance, à Java, une vieille masseuse qui venait souvent chez nous chiquait toujours une feuille de bétel qu'elle gardait constamment dans sa bouche. Ma mère m'interdisait d'y goûter. Mais je ne me rappelle plus la dernière fois que j'ai vu des Indonésiens chiquer du bétel ou de la noix d'arec.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, cette tradition est encore très forte. Moi, je ne comprends pas où est le plaisir. Ma gorge me brûle, mes yeux s'embrument de larmes.

SÉRIE 1/4

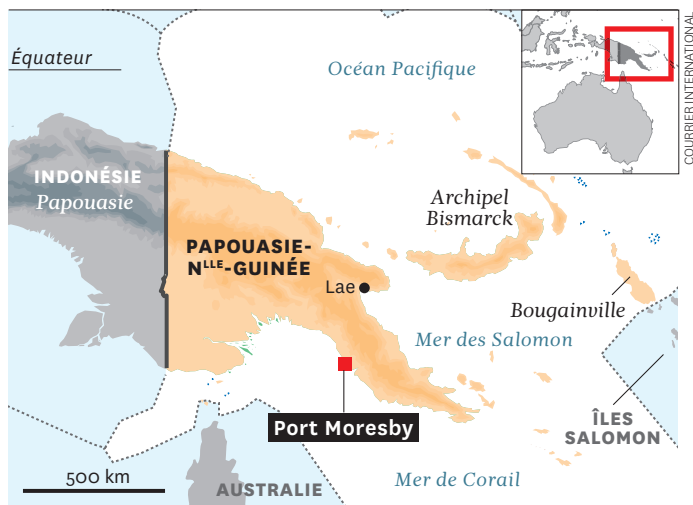
MON VOYAGE
CHEZ LES PAPOUS

Durant quatre semaines, *Courrier international* vous emmène à la découverte de la Papouasie-Nouvelle-Guinée avec l'écrivain voyageur indonésien Agustinus Wibowo, qui tient un feuilleton quotidien de son périple dans le journal **Kompas**.



☞ Dans le quartier de Koki, en août 2014.
Photo Agustinus Wibowo

Un pays morcelé



●●● La Papouasie-Nouvelle-Guinée occupe la partie orientale de l'île de Nouvelle-Guinée, voisinant avec la province indonésienne de Papouasie. L'émiettement géographique d'une population ethniquement et linguistiquement très diverse de plus de 8 millions d'habitants, associé à une grande pauvreté, explique en partie les difficultés socio-économiques du pays.

La tête me tourne, je chancelle. J'ai mangé la noix d'arec en une seule bouchée! Jo me tend à la hâte un verre d'eau. "Navale pas le jus de la noix d'arec! Crache-le vite!" À la vue de ma réaction, les jeunes autour de nous éclatent de rire. C'est précisément cette sensation d'être ivre et de flotter procurée par la noix d'arec qu'ils apprécient. Cette mastication possède un effet stimulant et peut devenir une addiction dont il est difficile ensuite de se débarrasser.

Un jeune homme aux dents rouges exprime sa frustration vis-à-vis du gouvernement de Port Moresby, qui a prohibé la vente des noix d'arec. Selon lui, elles sont l'identité même, la fierté culturelle des PNG, et ne devraient pas être interdites. "En plus, la mastication de la noix d'arec est toujours accompagnée de chaux. Et la chaux, c'est du calcium, donc bon pour les dents. Mâcher de la noix d'arec revient à se brosser les dents", dit-il.

Le vendredi soir est le jour privilégié par les habitants du quartier pour s'adonner à leur passe-temps favori : traîner joyeusement. Les travailleurs PNG reçoivent leur salaire toutes les deux semaines, généralement le vendredi en fin d'après-midi. Beaucoup d'entre eux dépensent immédiatement leur argent pour acheter de la bière. Les rues se remplissent

alors d'ivrognes violents. Ce soir-là, nous sommes agglutinés avec des centaines d'autres personnes à regarder deux hommes ivres se battre féroce ment au milieu de la chaussée.

Pour l'étranger que je suis, flâner ainsi tranquillement dans les rues de Koki, quartier de Port Moresby connu pour son taux de criminalité, est exceptionnel. Je dois cette chance à Jo, mon garde du corps, trapu comme un lutteur. Attention, n'importe quel PNG, aussi trapu soit-il, ne ferait pas l'affaire. Il est essentiel d'être accompagné par des gens du quartier que l'on visite. À Port Moresby, chaque *kampong* est habité par des gens d'une même communauté, originaires de la même région. Être un compatriote PNG n'est pas suffisant à garantir sa sécurité. Si on n'appartient pas au groupe ethnique qui peuple tel ou tel *kampong*, on peut être attaqué. Cette capitale s'apparente à une constellation de tribus perpétuellement en guerre les unes contre les autres.

—Agustinus Wibowo
Publié le 30 juin

Prochain épisode : "La fierté d'un peuple de marins", à Hanuabada, quartier de pêcheurs polynésiens, là où débarqua en 1873 le capitaine britannique John Moresby.

L'auteur



PHOTO AGUSTINUS WIBOWO

INFLUENCES MULTIPLES

Depuis l'enfance, Agustinus Wibowo se passionne pour les cartes et les frontières. Un intérêt précoce lié à sa quête d'identité. Descendant de migrants chinois installés en Indonésie en 1940, il a connu les discriminations contre la minorité chinoise imposées durant la dictature du général Suharto de 1965 à 1998. Né en 1981 à Jakarta, Agustinus apprend à parler l'indonésien et le javanais. Le mandarin, langue de ses parents, était interdit. En 1999, sa première demande de passeport lui est refusée, car il est considéré comme un étranger. Quand il obtient enfin un passeport, il part étudier à Pékin. Là, il doit se soumettre aux règles réservées à ceux qui ne sont pas citoyens chinois. Pour mieux se trouver, Agustinus bourlingue. En Afghanistan, il travaille trois ans pour l'agence Pajhwok Afghan News. Il retourne ensuite dans son pays natal, en l'observant depuis "l'autre côté de la frontière". Ainsi, en 2014, il part explorer la Papouasie-Nouvelle-Guinée, pays partageant une frontière de 770 kilomètres avec la Papouasie indonésienne. Éprouvé par les violences physiques et morales dont il est témoin, il mettra plus de six ans avant de commencer à relater ce voyage sous forme de feuilleton quotidien dans ce journal. —

BIRMANIE

La mobilisation malgré tout

Plus de six mois après le coup d'État, la mobilisation contre l'armée se poursuit malgré la répression et les ravages provoqués par l'épidémie de Covid-19 ces dernières semaines.

Le 8 août dernier, des appels "pour mettre un terme une bonne fois pour toutes au régime militaire" ont retenti à travers le pays, selon **Myanmar Now**. Ce jour marquait la célébration de l'anniversaire du 8 août 1988 : un mouvement populaire à l'ampleur alors inédite était lancé contre l'armée birmane, au pouvoir depuis 1962. Quelques semaines plus tard, les militaires organisaient une violente répression, entraînant la mort de milliers de personnes, l'emprisonnement et le départ vers l'exil de dizaine de milliers d'autres.

Cette année, trente-trois ans plus tard, l'anniversaire a été célébré avec "une ferveur renouvelée, de nombreux militants tissent un lien" entre les événements du passé et le coup d'État du 1^{er} février dernier, détaille **Myanmar Now**. "La génération d'aujourd'hui doit tirer les leçons du passé et venir à bout de la dictature militaire fasciste", écrivait ainsi le Comité de grève générale.

Depuis le 1^{er} février, plus d'un million de civils ont été tués.

Depuis plus de six mois, des manifestations ont lieu dans le pays. Certes, elles n'ont plus l'ampleur de celles des semaines qui ont suivi l'annonce du coup d'État : la répression contre les opposants limite la possibilité de s'exprimer. Mais le fait même que ces manifestations aient encore lieu marque l'importance de la mobilisation contre le régime militaire, estime **The Straits Times**.

Le quotidien singapourien souligne combien "les Birmans ont testé la liberté, et ils ont aimé". La prise de pouvoir par l'armée le

1^{er} février a interrompu une parenthèse démocratique ouverte en 2012. Désormais, pour le **Straits Times**, il sera "difficile de faire rentrer le génie dans la bouteille".

Et quand le chef de la junte, Min Aung Hlaing, annonce, le 1^{er} août, des élections pour 2023 et le fait



Revue de presse

qu'il devient Premier ministre du gouvernement, cela démontre surtout, pour le journal de Singapour, combien il est déconnecté de la réalité.

Déconnecté mais destructeur : il a plongé son pays "au cœur des ténèbres de l'Asie du Sud-Est", rappelle **The Straits Times**. Depuis le 1^{er} février, plus d'un million de civils ont été tués et au moins 7000 personnes ont été arrêtées. "Outre les morts dus à l'armée, le Covid fait des ravages" depuis plusieurs semaines. Les habitants de 90 villes doivent respecter des mesures de confinement. Selon **Democratic Voice of Burma**, plus de 2000 personnes seraient mortes quotidiennement à Rangoon, la capitale économique du pays. La catastrophe sanitaire a pris de l'ampleur depuis le coup d'État. Mais le régime a arrêté au moins 137 médecins, selon **Nikkei Asia**. Et des centaines de mandats d'arrêt ont été lancés contre du personnel de santé. Car les médecins ont été à l'initiative du mouvement de désobéissance civile contre la junte.

Amoindri par l'épidémie de Covid-19, le mouvement pour la démocratie n'en reste pas moins un mouvement de fond durable, laissant "le régime pitoyablement à court d'idées", conclut **The Straits Times**. Au point d'inciter les Birmans à entonner des chants bouddhistes pour tenir à distance la mort, la maladie et la famine.

—Courrier international

trans- versales.

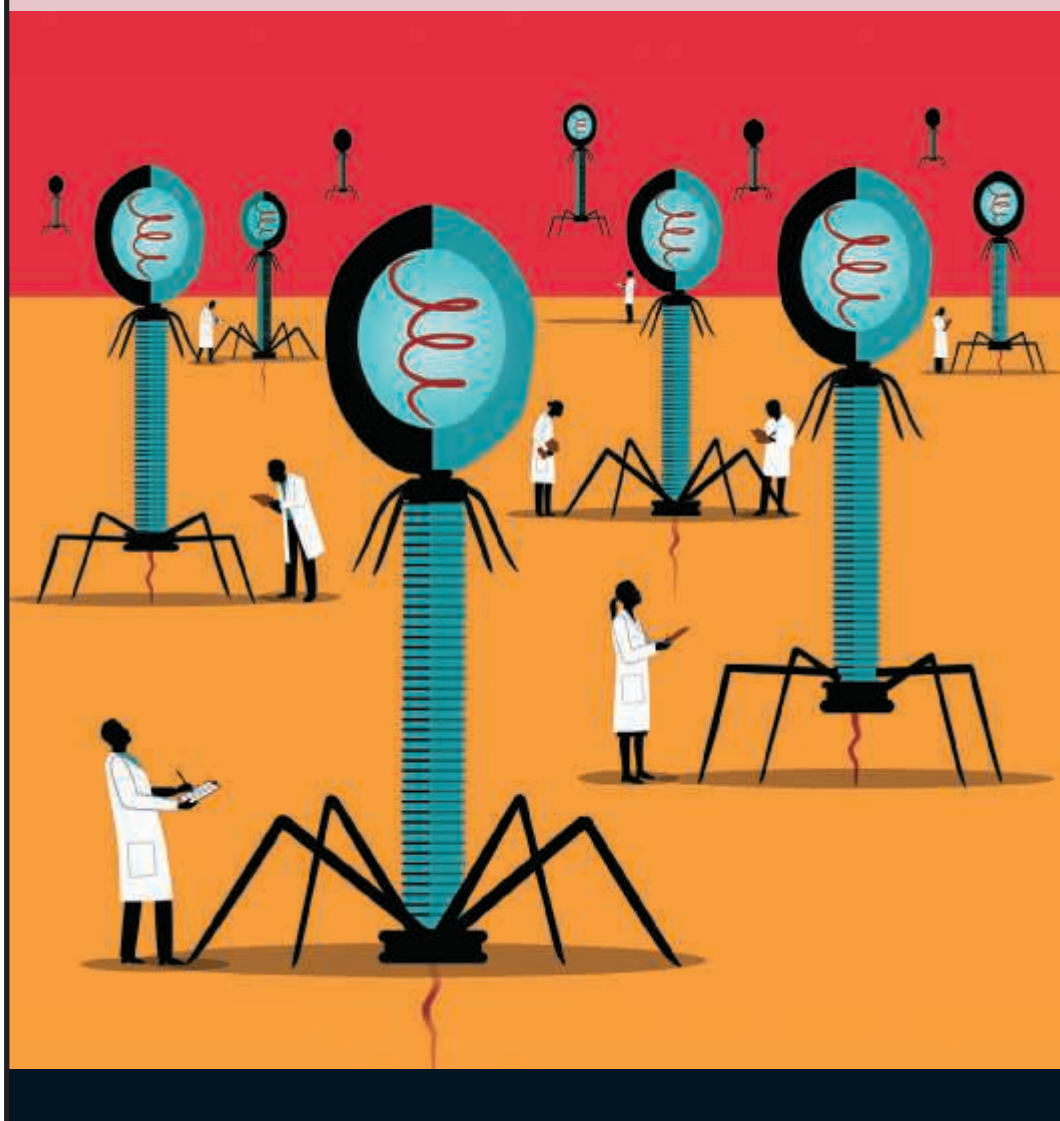


sciences

Économie 40
Signaux 41

Prenons soin des virus

Microbiologie. Tous ne sont pas nocifs pour l'homme. Les bactériophages, qui infectent les bactéries, peuvent être salvateurs, défend cette professeure de médecine, chroniqueuse pour le *Washington Post*.



IKON IMAGES

—The Washington Post
(extraits) Washington

Plusieurs mois après le début de la pandémie, j'ai reçu en téléconsultation une patiente qui trépignait d'impatience de contracter un virus. Elle souffrait d'une grave

infection bactérienne de la hanche et les antibiotiques n'étaient pas efficaces. Ayant épuisé toutes les options classiques, l'équipe médicale s'appêtait à lui administrer un traitement expérimental à base de bactériophages (ou phages), des virus capables de détruire les bactéries.

Avec le Covid-19, difficile de ne pas voir les virus comme des ennemis, et voilà qu'une patiente se réjouissait d'en attraper un. C'est qu'en réalité la plupart des virus qui nous entourent sont bénins, voire salvateurs.

“Le phage est l'exemple parfait du gentil virus”, explique Saima

Aslam, une spécialiste en maladies infectieuses des organes transplantés à l'université de San Diego, en Californie.

Des chercheurs à qui elle avait envoyé un échantillon de salive d'un patient [infecté par des *Pseudomonas* pour lequel aucun traitement antibiotique ne fonctionnait] ont établi une correspondance avec un virus capable de les infecter et de les détruire. Comme la phagothérapie n'est pas autorisée par la Food and Drug Administration (FDA) [l'agence américaine du médicament], Saima Aslam a demandé une dérogation dans le cadre du programme des nouveaux médicaments expérimentaux de la FDA, qui peut donner son approbation si le pronostic vital d'un patient est engagé. Plusieurs jours après l'inoculation par inhalation de la première dose du virus, l'infection était traitée. Même si ce patient présentait d'autres pathologies, sa réponse à la phagothérapie était si prometteuse que Saima Aslam a eu envie de décliner ce traitement sur d'autres patients.

Manipulation délicate. La phagothérapie est considérée comme une technique de pointe, mais les chercheurs connaissent les vertus des virus capables d'infecter les bactéries depuis plus d'un siècle. L'existence des phages a même été mise en évidence au moins dix ans avant le premier antibiotique, la pénicilline. Les chercheurs à l'origine de cette découverte ne pouvaient pas voir ces agents infectieux inframicroscopiques car aucune technologie ne le permettait encore. Ils ont cependant supposé que les phages se développaient dans une substance transparente qui empêchait les bactéries de proliférer dans la gélose.

En 1917, le microbiologiste franco-canadien Félix d'Hérelle, l'un des premiers à observer ce phénomène, qualifie cette substance de “*mangeuse de bactéries*”, ou bactériophage. Il a mis au point une méthode pour isoler le phage afin de l'utiliser dans le traitement des salmonelloses chez la poule [en 1919] et, chez l'humain, contre la shigellose [une diarrhée hémorragique incurable à l'époque] et le choléra [qui ravageait les Indes en 1927].

✍ Dessin de Nick Lowndes,
Royaume-Uni.

Néanmoins, la manipulation de ces virus précieux s'est tout de suite avérée délicate. Les bactériophages étant sans doute les entités biologiques les plus nombreuses et les plus variées sur Terre, il était difficile d'identifier le plus efficace contre telle ou telle infection bactérienne. Trouver le bon dosage était tout aussi épineux, car les phages ne cessent de se multiplier et leur quantité n'est donc pas constante. Toutes ces difficultés expliquent pourquoi la plupart des médecins ont abandonné

“J'adore comprendre comment appréhender, apprivoiser et utiliser ces virus.”

Paul Turner,
PROFESSEUR D'ÉCOLOGIE

la phagothérapie dès lors qu'ils ont eu accès à la pénicilline et à d'autres antibiotiques. Ces composés chimiques présentaient de nombreux atouts : meilleure conservation, dosage sûr, production de masse et efficacité contre un large éventail d'agents pathogènes à partir d'une seule formulation.

Aujourd'hui, l'antibiorésistance se répand (et s'intensifie) dans le monde entier et les nouveaux antibiotiques se font rares, si bien que des médecins comme Saima Aslam se tournent vers la phagothérapie, dont les handicaps d'hier – leurs propriétés dynamiques, leur complexité, leur ciblage et leur diversité – deviennent des atouts. Alors que les antibiotiques n'utilisent qu'une vingtaine de mécanismes d'action contre les bactéries, les phages en offrent beaucoup plus. Comme il existe des milliers de types de phages capables d'infecter une même espèce bactérienne, le risque de résistance est quasi nul. Et même lorsque le phage ne détruit pas la bactérie, il peut provoquer un “compromis évolutif” qui facilite la réaction aux antibiotiques. [Lorsque la résistance aux phages évolue, les bactéries présentent parfois aussi une sensibilité accrue aux antibiotiques.]

“J'adore comprendre comment appréhender ces virus, les apprivoiser et les utiliser à des fins concrètes”, explique Paul Turner,

professeur d'écologie et de biologie évolutionniste à [l'école de médecine de] l'université Yale [aux États-Unis], qui se décrit comme "chasseur de bactériophages".

Paul Turner cherche à savoir si les phages sont plus efficaces contre les infections bactériennes administrés en cocktail ou en série, ou s'il vaut mieux prescrire un type de virus seulement. Il traque aux quatre coins du monde les phages susceptibles d'aider l'être humain.

D'après Ken Cadwell, qui étudie le virome – l'ensemble des virus qui vivent en nous et sur nous – à l'Institut Skirball de médecine biomoléculaire de l'université de New York, pas besoin d'aller très loin pour trouver des phages utiles. Les scientifiques "examinent les phages de notre système digestif pour identifier leurs propriétés utiles ou intéressantes. C'est très avant-gardiste." Lui-même a d'ailleurs participé à la première conférence dédiée au virome, en mars 2020, quelques jours avant que plusieurs pays ne commencent à instaurer des confinements pour lutter contre le coronavirus.

Si nous ignorons presque tout de ces virus résidents, c'est qu'ils sont difficiles à étudier : ils se cachent dans des cellules étrangères [des bactéries, des archées et des champignons] et, contrairement aux bactéries, ils présentent peu de marqueurs génétiques qui les distinguent les uns des autres.

Ressource virale. "Mais les choses évoluent, et nous comprenons davantage la diversité des virus qui nous entourent et la manière dont ils interagissent avec leur hôte", assure Ken Cadwell. Selon lui, les progrès récents en matière de séquençage de génome [le matériel génétique] ont aidé les virologues à mieux identifier les virus et à les associer à la présence (ou l'absence) de pathologies spécifiques.

Les virologues découvrent ainsi que les bactériophages que nous hébergeons pourraient jouer un rôle déterminant dans notre état de santé.

Par exemple, les bactériophages (et non les bactéries) seraient la clé de la transplantation de microbiote fécal, un traitement très efficace contre la diarrhée chronique

provoquée par *Clostridioides difficile* [résistant à la plupart des antibiotiques]. Les chercheurs l'ont découvert en constatant que les selles stérilisées de donneurs sains donnaient les mêmes résultats contre la diarrhée que des selles chargées en bactéries actives. Des analyses approfondies ont révélé une grande diversité de bactériophages dans les selles stérilisées, laissant penser que c'était donc les phages le paramètre déterminant. La même étude a démontré que tout un panel de phages intestinaux, et en particulier ceux appartenant à la famille des crAssphage, réapparaissent dans le microbiote après une greffe réussie.

Indépendamment de leur action sur les bactéries, il semblerait que les phages que nous hébergeons soient bénéfiques à

Les bactériophages que nous hébergeons pourraient jouer un rôle déterminant dans notre état de santé.

notre santé. Des chercheurs ont suivi un groupe d'enfants présentant un terrain génétique propice au diabète de type 1 (une maladie auto-immune) et ils ont découvert qu'une grande diversité de bactériophages intestinaux diminuait les risques de développer la pathologie, suggérant que le virome pourrait communiquer directement avec les cellules immunitaires.

Alors que les virologues commencent à peine à comprendre ce qu'est un virome "sain", ces études suggèrent que nos bactériophages sont la clé. Or, en cette période de lavages de mains frénétiques et d'aseptisation du monde qui nous entoure, comment s'assurer que nous portons toujours en nous ces précieux virus?

Voici les recommandations des spécialistes :

- N'utilisez des antibiotiques que sur prescription de votre médecin. N'oubliez pas que les antibiotiques tuent les bactéries nécessaires à la survie des bactériophages.

- Lavez-vous avec du savon classique plutôt qu'antibactérien.

- Évitez les aliments qui contiennent des conservateurs, du sucre et des édulcorants. Des

études montrent qu'ils réduisent la diversité bactérienne.

- Mangez des fruits et des légumes variés pour favoriser la diversification des bactéries intestinales.

Écologiste de formation, Paul Turner voit les bactériophages comme un maillon essentiel d'une communauté complexe d'organismes et défend la nécessité de préserver cette ressource virale à l'échelle mondiale. Lorsque nous préservons notre nature sauvage, explique-t-il, nous préservons une immense pharmacie de virus qui peuvent nous protéger.

Si le chercheur a trouvé de nouveaux types de phages dans des usines de traitement des eaux usées et d'autres zones bâties, la nature – tous ces lieux qui abritent une grande diversité d'animaux et de plantes – est pour lui le réservoir le plus abondant et le plus varié de phages. L'un de ses terrains de chasse les plus riches est Cuatro Ciénegas, une réserve naturelle du nord-est du Mexique, avec des marais et des lacs. Il déniché également des phages utiles dans les lacs, les forêts, les sources d'eau chaude, et dans les profondeurs marines.

Si la montée des eaux, les ouragans, les incendies et la peur de la prochaine pandémie ne nous ont pas encore convaincus de repenser notre rapport à la nature, peut-être la préservation des phages, pour le bien de notre santé, changera-t-elle la donne. L'exemple de ma patiente est sans appel : ces bons virus peuvent un jour nous sauver la vie.

—Daphne Miller
Publié le 13 mars

SOURCE



THE WASHINGTON POST

Washington, États-Unis

Quotidien

washingtonpost.com

Le grand quotidien de la capitale américaine et l'un des titres les plus influents de la presse mondiale. Traditionnellement au centre droit, *The Washington Post* doit sa réputation à son légendaire travail d'enquête dans l'affaire du Watergate, qui entraîna la chute du président Nixon au début des années 1970.

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Débâcle biométrique et la danse du Tesla Bot

A la débâcle américaine en Afghanistan s'ajoute une vraie catastrophe technologique. **The Intercept** assure dans un article publié le 17 août que les talibans se sont emparés des équipements de reconnaissance biométrique de l'armée américaine. Ces scanners d'iris et d'empreintes digitales servaient non seulement à identifier les terroristes recherchés, mais aussi à établir les cartes d'identité virtuelles de dizaines de milliers de civils et militaires afghans travaillant pour les Américains. On ignore encore si les talibans ont eu accès à la base de données centrale connectée à ces instruments, mais les experts interrogés par le magazine craignent que les services secrets pakistanais, notoirement liés aux insurgés fondamentalistes, soient capables d'entrer dans le système.

Pendant ce temps-là, les autorités civiles américaines se démènent pour effacer de leurs sites des milliers de pages contenant les noms ou les photos d'alliés afghans. Selon une dépêche du 17 août de l'agence AP, le ministère de l'Agriculture américain et l'Usaid, l'agence d'aide au développement du pays, tentent de faire disparaître les images et comptes rendus de visites d'agronomes afghans aux États-Unis. Ils seraient considérés comme des traîtres par les talibans.

Taupes vulnérables

Protocol a interviewé un agent spécial du FBI chargé de lutter contre l'espionnage industriel dans la Silicon Valley. Et l'on apprend que ces policiers organisent des séminaires chez les fleurons de la Big Tech pour les informer des nouvelles méthodes employées par les services de renseignement russes et chinois. Les taupes qui espionnent de l'intérieur Apple

ou les centres de recherche de Google y sont souvent contraints par des moyens de pression sordides. L'un d'entre eux aurait par exemple cédé car on menaçait de priver de dialyse sa mère, qui réside en Chine. Le FBI met particulièrement en garde les entreprises contre les employés les plus vulnérables, dont les proches vivent dans "des États autocratiques". Il s'agirait de susciter la vigilance "sans tomber dans la chasse aux sorcières". Et surtout sans développer des préjugés antirusse ou antichinois.

L'esbroufe de Musk

Elon Musk, célèbre patron de Tesla et SpaceX, est étrillé par **The Verge** après sa présentation à la presse d'un projet de robot. Le Tesla Bot, à l'entendre, mesurera 1,70 mètre, pèsera 56 kilos et "accomplira des tâches répétitives et dangereuses". La merveille était représentée sur la scène par les cabriolets d'un danseur vêtu de Lycra noir et blanc. D'où l'agacement des professionnels. À leurs yeux, Tesla, dont les programmes d'intelligence artificielle n'empêchent toujours pas ses véhicules autonomes d'emplanter des ambulances à l'arrêt, pourrait produire au mieux en 2022 l'un de ces prototypes "bons pour les parcs d'attractions". L'article évoque les précédentes esbroufes d'Elon Musk comme son Hyperloop, ce train à grande vitesse sous vide présenté en 2013, qui est toujours dans les cartons. —



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **la Lettre tech.**

ÉCONOMIE



La difficile quête du ciment "vert"

Construction. Très polluante, la fabrication du béton est responsable de 6 % des émissions mondiales de CO₂. Des start-up s'attellent à la conception d'un ciment bas carbone.



— **Financial Times** Londres

Le ciment, c'est toute sa vie. "Depuis que je suis né, je vis dans l'univers du béton", raconte Bryan Kalbfleisch, un chef d'entreprise du New Jersey dont le père a lui-même travaillé quarante ans dans le secteur. "J'étais le genre de gamin qui savait conduire des engins de chantier avant d'avoir son permis."

Et voilà que Bryan Kalbfleisch se lance aujourd'hui dans une aventure qu'il n'aurait jamais imaginée : la mise au point d'un béton d'un nouveau genre, capable de piéger du dioxyde de carbone afin de lutter contre le changement climatique.

Sa start-up, Solidia Technologies, s'est attelée comme bien d'autres à l'un des plus gros casse-tête de l'industrie lourde : fabriquer du béton sans émettre des quantités astronomiques de gaz à effet de serre.

Le béton est l'un des matériaux les plus utilisés dans le monde, et c'est aussi l'un des plus polluants. Sa production entraîne chaque année l'émission de 2,6 milliards de tonnes de CO₂, soit environ 6 % des émissions mondiales. S'il était un pays, le béton serait

le quatrième émetteur mondial, juste derrière l'Inde, et devant la Russie et le Japon.

Ces start-up fédèrent autour d'elles de prestigieux investisseurs spécialisés dans les hautes technologies, tels le fonds de Bill Gates Breakthrough Energy, le Climate Pledge Fund d'Amazon, ou encore John Doerr, de la société de capital-risque Kleiner Perkins. Ces douze derniers mois, plus de 100 millions de dollars de capital-risque ont alimenté ces jeunes pousses. Les grands cimentiers, à l'image du suisse Holcim et de l'allemand HeidelbergCement, se penchent aussi sur la question.

Optimisations. "C'est un domaine qui nous intéresse, car il y a là un problème important qui doit être résolu", dit Jonah Goldman, le directeur général de Breakthrough Energy, qui vient d'investir dans trois start-up du secteur, Solidia, CarbonCure et Ecocem.

Par nature, le ciment est très difficile à décarboner : il a pour composant principal le clinker, produit de la cuisson du calcaire dans un four. En chauffant, le calcaire libère une grande quantité de dioxyde de carbone et modifie sa structure moléculaire.

Cette réaction chimique représente 70 % des émissions induites par la fabrication du ciment, les 30 % restants provenant de la consommation d'énergie du four lui-même. Pour 10 tonnes de ciment produites, ce sont 6 tonnes de CO₂ qui partent dans l'atmosphère. Si l'on tient compte de toutes les étapes de la chaîne logistique du béton, cette industrie affiche l'un des pires bilans carbone.

"Il existe différentes façons d'aborder ce problème qui peut sembler, c'est vrai, totalement inextricable. C'est un produit qui, par nature, émet des gaz à effet de serre, explique Jonah Goldman. Le processus naturel de fabrication est en soi émetteur de CO₂."

Ian Riley, qui dirige la World Cement Association [représentant l'industrie cimentière internationale], assure que le secteur a déjà réduit de plus d'un cinquième ses émissions au cours des vingt dernières années, grâce à des optimisations conventionnelles : utilisation de fours plus efficaces et de sources d'énergie plus propres, diminution de la proportion de clinker dans le ciment.

On pourrait encore réduire ces émissions de 30 % en poussant ces méthodes, estime-t-il, mais en aucun cas les ramener à zéro. "Les fruits les plus faciles à attraper ont pour la plupart déjà été cueillis, dit-il. Restent 70 % d'émissions auxquelles nous ne nous sommes pas attaqués. Et pour ces 70 %, nous avons besoin de méthodes novatrices."

Celui qui trouvera la solution miracle sera le grand gagnant, dans une industrie qui pèse 300 milliards de dollars [environ 256 milliards d'euros] par an.

La start-up canadienne CarbonCure a mis au point un compresseur qui injecte du CO₂ [recyclé] au moment du mélange du ciment à l'eau et aux granulats, qui va donner le béton. Le CO₂ se trouve ainsi piégé dans le béton, et celui-ci voit au passage sa résistance améliorée. Rob Niven, son fondateur et directeur général, affiche pour objectif le piégeage de 500 millions de tonnes de CO₂ par an. Son système est déjà installé dans plus de 400 centrales à béton, et la start-up est soutenue par des investisseurs comme Mitsubishi, Microsoft et Amazon.

CarbonCure tire ses revenus des redevances versées par les

entreprises du bâtiment qui utilisent sa technologie et de la vente de crédits carbone pour le CO₂ séquestré. "Nous valorisons les molécules de CO₂ et nous les piégeons de manière définitive pour les empêcher d'atteindre l'atmosphère et de concourir au réchauffement climatique", explique Rob Niven.

Chez Solidia, Bryan Kalbfleisch a opté pour une approche différente, la production de blocs de béton comme ceux utilisés pour réaliser des aménagements paysagers, durcis dans une chambre de CO₂. "Le ciment Solidia réagit avec le CO₂ et, comparé aux matériaux classiques, il nécessite très peu d'eau pour obtenir du béton, dit Bryan Kalbfleisch. Le dioxyde de carbone sous forme solide représente de 3 à 5 % du poids du produit fini."

CarbonBuilt, une start-up rattachée à l'université de Californie à Los Angeles, développe quant à elle des blocs de béton produits à partir de matériaux à faible teneur en carbone, qui sont durcis à l'aide de CO₂ issu des gaz d'échappement. D'après Rahul Shendure, son directeur général, ce processus requiert un investissement initial d'environ 1 million de dollars [près de 850 000 euros] pour chaque chaîne de fabrication. Mais le client réalise des économies à long terme en utilisant des matériaux moins coûteux. "Une fois les dépenses d'équipement effectuées, notre béton est moins cher à produire que le béton classique", assure-t-il.

S'il était un pays, le béton serait le quatrième émetteur mondial de CO₂.

Toutes les start-up qui se sont lancées dans le ciment "vert" se heurtent cependant à un écueil : pour le moment, les grands cimentiers ont peu d'intérêt financier à réduire leurs émissions.

L'Europe fait exception : les entreprises du secteur doivent acheter des quotas qui couvrent leurs émissions de CO₂ et peuvent donc réaliser des économies si elles en rejettent moins. Mais dans beaucoup d'autres pays, notamment aux États-Unis, aucune politique n'encourage pour l'instant les

cimentiers à investir dans des solutions plus respectueuses de l'environnement.

"La question n'est pas tellement qu'il y ait aujourd'hui des réglementations [qui imposent des réductions d'émissions de CO₂], explique Ian Riley. C'est juste qu'à un moment donné, [les producteurs] devront prendre des mesures de ce genre pour préserver leur image."

Argile calcinée. La plupart des grands noms de l'industrie cimentière espèrent également trouver au plus vite la recette du "ciment vert", en prévision d'un éventuel durcissement des règles.

Chez Holcim, l'objectif est de décarboner le ciment et les produits assimilés pour passer de 561 kilos de CO₂ rejeté par tonne en 2019 à 550 kilos en 2022, puis à 475 kilos en 2030. À cet effet, le groupe travaille avec divers matériaux, comme l'argile calcinée, explique Magali Anderson, directrice du développement durable. L'entreprise a également noué un partenariat avec Solidia pour produire du béton aux États-Unis.

Si ces innovations permettront au groupe suisse d'atteindre ses objectifs à court terme, Magali Anderson assure qu'à plus longue échéance il faudra recourir à des procédés de séquestration du carbone. Holcim a ainsi lancé plus de 20 projets pilotes pour tester diverses méthodes de stockage du CO₂ lors de la fabrication du ciment.

Même si ces technologies s'améliorent, il sera toujours coûteux de produire du ciment sans émission [nette] de carbone. Tout comme l'aviation et le transport maritime, le ciment risque tout simplement de rester l'une des industries les plus difficiles à décarboner, regrette Adair Turner, le président du [think tank] Energy Transitions Commission. "Nous estimons qu'un ciment neutre en carbone pourrait coûter deux fois plus cher, ce qui entraînerait une hausse de 30 % du prix du béton et de 3 % des prix de la construction, explique-t-il. C'est peu, mais ce n'est pas rien."

Il conclut : "Reste à savoir qui va payer la note, qui sera prêt à dépenser plus pour des bâtiments faits à partir de ciment zéro carbone. Le défi est plus grand que pour l'automobile et l'acier."

— **Leslie Hook et Harry Dempsey**
Publié le 4 juillet

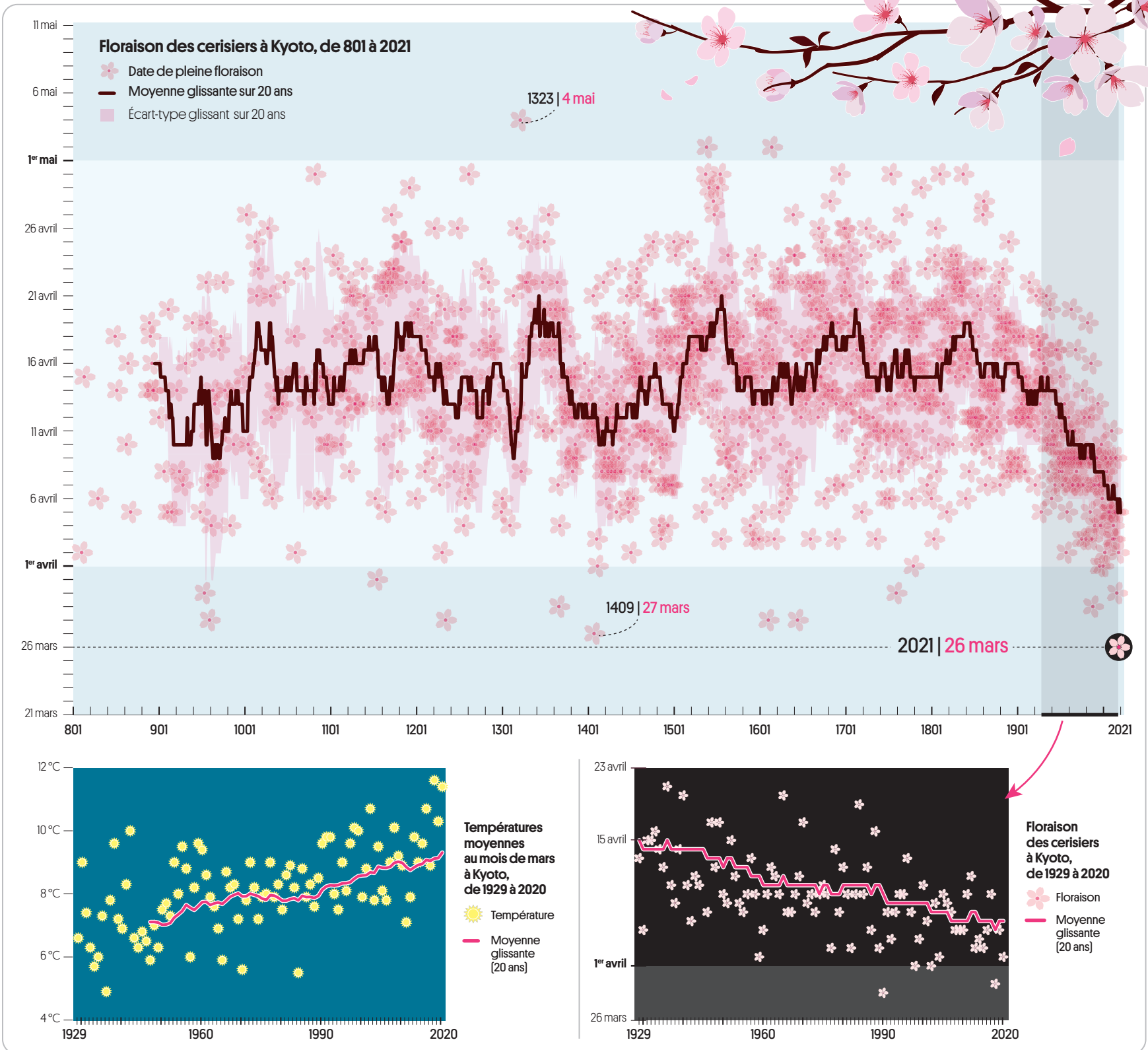
↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Les cerisiers de Kyoto fleurissent plus tôt

Référencée depuis des siècles, la floraison évolue avec le réchauffement climatique et l'urbanisation.



SOURCES : UNIVERSITÉ DE LA PRÉFECTURE D'OSAKA (Historical Series of Phenological Data for Cherry Tree Flowering at Kyoto City - Aono and Kazui, 2008 ; Aono and Saito, 2010 ; Aono, 2012), DATAGRAVER, METEO-CLIMAT-STATS.COM | Branche de cerisier - dessin Macrovector/Freepik



La source

COURRIER INTERNATIONAL. Cette infographie est extraite de notre "Atlas du réchauffement climatique", paru le 18 août. Elle présente les dates de floraison des cerisiers à Kyoto, à partir des données de l'université préfectorale d'Osaka. Stable

jusqu'en 1800, le pic arrive ensuite de plus en plus tôt - le 26 mars en 2021, un record depuis 812 et le début des relevés. En cause, le réchauffement climatique et l'urbanisation de la ville, où la température moyenne a augmenté de 3,4 °C depuis 1850.

360



MAGAZINE

Ces paysages qu'Israël voudrait cacher • Photo ... 46
 À l'écoute du son fiévreux du Ghana • Musique ... 48
 La mystérieuse croix de Caraiman • Histoire ... 50

À Makatea, *les plaies béantes*

Une bonne partie de cet atoll polynésien a été défigurée au xx^e siècle par l'exploitation du phosphate. Alors qu'une compagnie australienne veut relancer l'extraction minière, l'île débat de son avenir.

— *Hakai Magazine* Victoria [Canada]

Même en tongs, Teiki Ah-scha chemine d'un pas précis et déterminé entre les trous béants qui nous entourent. Il m'a demandé de marcher exactement dans ses pas, c'est pourquoi je me concentre sur ses pieds et oublie tout le reste – la chaleur, le soleil brûlant et les trous en question, omniprésents dans ce paysage rocheux. Certains d'entre eux font plusieurs mètres de diamètre et plus de 30 mètres de profondeur. À certains endroits, l'espace entre deux d'entre eux n'est pas plus large que mon pied. On dirait que la roche a été ravagée par une poinçonneuse géante.

Teiki Ah-scha, qui a 31 ans, des cheveux noirs brillants et un sourire calme, ne semble pas transpirer – contrairement à moi, qui sue à grosses gouttes. Il se retourne régulièrement pour vérifier que tout va bien. Alors que je cherche à retrouver l'équilibre en tendant le bras vers un des arbres qui a réussi à pousser là, un pandanus, il m'arrête. *“Attention aux plantes, m'avertit-il. On ne sait jamais.”* Il veut dire par là qu'elles pourraient se décrocher et ne pas retenir ma chute.

Teiki vit à Makatea, dans l'archipel polynésien des Tuamotu. L'île fait sept kilomètres dans sa plus grande largeur et elle est quatre fois moins grande que Paris. Entre 1906 et 1966, un tiers de cet atoll corallien surélevé a été éviscéré par l'exploitation du phosphate. Vue du ciel, Makatea révèle sa forme de haricot et une cicatrice sur son côté nord-est, qui correspond à la zone



SOURCE



HAKAI MAGAZINE

Victoria, Canada

hakaimagazine.com

Ce magazine en ligne emprunte son nom à une zone maritime protégée au large de Vancouver. Lancé en 2015, il explore

sous des angles sociaux, scientifiques ou encore écologiques le monde des littoraux, les lieux où habite presque la moitié de la population mondiale. Le site dépend du Hakai Institute, un centre de recherche et d'enseignement sur l'écologie, financé par la Tula Foundation, une fondation privée de Colombie-Britannique.

↓ Tel un funambule, Teiki Ah-scha arpente l'ancien gisement de phosphate de Makatea.

Photo Eric Guth

tes du phosphate



d'extraction. De ces 900 hectares de terres défigurées, 11 millions de tonnes de sable riche en phosphate ont été sorties, à la main, de cylindres naturels en calcaire. Quand la mine a fermé, aucun projet de réhabilitation n'a pris le relais, c'est pourquoi ces cylindres vidés sont restés là. L'île compte plus d'un million de trous.

Je passe deux semaines sur Makatea avec le photographe Eric Guth [l'auteur des clichés qui accompagnent cet article] afin de découvrir le passé remarquable de cette île au moment où l'avenir de ses quelque 80 habitants est incertain. Le gouvernement de Polynésie française doit examiner une nouvelle concession minière sur trente ans, à l'étude depuis 2010, qui a pour but d'épuiser le gisement. Selon le maire de l'atoll, ce projet permettrait de "finir ce qu'on a commencé" en 1906, de donner des perspectives économiques puis de réhabiliter les sols. Les détracteurs du projet avancent qu'il rouvrirait des plaies anciennes, au sens propre comme au figuré. "L'île a suffisamment donné", affirme Sylvanna Nordman, présidente de Fatu Fenua no Makatea, une association de propriétaires terriens et de leurs alliés qui s'oppose à la reprise de l'exploitation minière.

Sylvanna Nordman ne mobilise pas de termes comme "modèle économique" et "emplois à temps plein" : elle parle d'acceptation et de guérison – des concepts qui trouvent un écho bien au-delà de cette île minuscule. Makatea est abîmée, mais c'est chez eux. Quel que soit leur camp, les habitants veulent prendre soin de leur atoll – mais comment ?

Eric Guth et moi suivons Teiki pour aller observer la zone d'extraction. Les insulaires comme lui sont habitués à ce relief. Ceux qui sont assez jeunes et sportifs pour traverser le périmètre sont parfois appelés "les enfants des trous", et malgré les risques les accidents graves sont rares. De mon côté, je ne tiens pas plus de vingt minutes. À mesure que les passages rétrécissent et que les trous grandissent, ma panique s'intensifie. Si je tombe, je risque de mourir. Les deux hommes continuent, et je trouve un petit coin d'ombre sous un pandanus pour les attendre. Ma jambe gauche pendouille dans l'un des trous, dont je ne vois pas le fond même en me penchant.

Quatre-vingts kilomètres séparent Makatea de l'île la plus proche dans les Tuamotu, l'atoll de Rangiroa. Il n'y a pas d'aéroport et on ne peut y accéder qu'en cargo (qui vient une fois par mois de Tahiti) ou en hors-bord, ici appelé *poti marara*. J'en ai affrété un pour faire les quatre heures de trajet depuis Rangiroa.

Il y a deux millions d'années, Makatea ressemblait beaucoup à toutes ses voisines des Tuamotu : un anneau



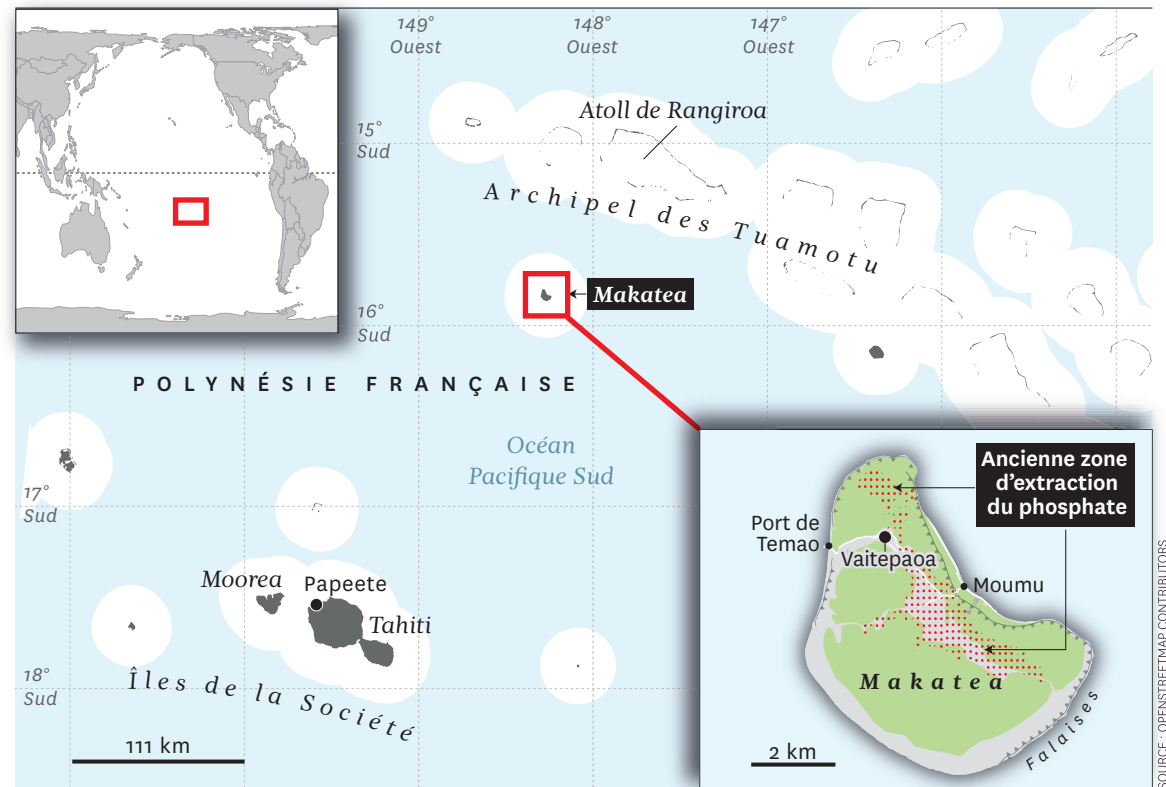
de coraux avec en son centre un magnifique lagon turquoise. Puis, à 245 kilomètres au sud-ouest, Tahiti et Moorea sont apparues. Sous le poids de ces nouvelles îles volcaniques, le fond marin s'est affaissé, entraînant plus au nord un renflement qui a surélevé Makatea hors de l'eau. Depuis deux millions d'années, parallèlement à cette élévation, l'érosion a peu à peu grignoté le littoral, formant ainsi une bande quasi ininterrompue de falaises sédimentaires qui font 40 à 75 mètres de haut. En approchant par la mer, Makatea semble trôner sur l'océan comme un gâteau : son sommet est assez plat (quoique perforé de nombreux trous) et ses côtes sont verticales et blanches.

A notre arrivée, quelques jours avant de rencontrer Teiki, nous passons en bateau devant le socle en béton de la grue qui chargeait autrefois le phosphate sur des cargos. Notre point d'amarre est à Temoa, le seul port de Makatea. Julien Mai, le maire, est venu nous accueillir – en short et torse nu, avec des lunettes de soleil à effet miroir et une canne. Il nous emmène jusqu'à son pick-up et nous voilà partis sur l'unique route, construite à l'époque de l'extraction minière.

L'histoire de Makatea compte de nombreuses strates, que je découvre l'une après l'autre. De Temoa, sur la côte ouest, nous partons vers l'est et nous arrivons sur le plateau après avoir gravi une pente abrupte. Nous longeons une zone où les arbres côtoient les vestiges industriels : les grandes machines rouillées d'un ancien atelier de réparation sont posées là comme des sculptures dans un jardin. Peu après, nous arrivons à la cité ouvrière abandonnée, qui fourmillait de monde dans les années 1960 quand l'île comptait 3 000 habitants. Aujourd'hui, des plantes grimpantes envahissent les murs de l'ancienne boucherie, à l'intérieur comme à l'extérieur. Nous trouvons aussi la laverie, les restes d'un four à pain et la balustrade en métal d'un petit bistrot. Un peu plus loin, toujours en voiture, nous observons que les ruines de l'ancienne ville se fondent dans la nouvelle [le village de Moumu], où la majorité des habitants vit aujourd'hui : on y trouve la mairie, une école élémentaire pour 14 enfants, des maisons, deux églises et une antenne-relais. À la lisière du village se trouve la zone d'extraction, que la route longe sur quelques kilomètres – avec des trous – avant d'aboutir à l'autre bout de l'île sur une plage.

Julien Mai, qui défend le nouveau projet minier, est né sur l'île en 1952. Il a passé de nombreuses années au Japon et sur l'île de Guam [un territoire américain dans le Pacifique], où il produisait des spectacles traditionnels polynésiens. Il est maire depuis 1995 et nous explique qu'actuellement il est difficile de gagner sa vie sur Makatea. Quelques retraités sont revenus sur l'île et touchent une pension, certaines personnes sont employées par la municipalité ou l'école. Les autres, en particulier ceux qui ont des enfants, travaillent à leur compte et cherchent à joindre les deux bouts.

Julien Mai nous décrit les possibilités qui s'offrent à eux : il y a un peu de tourisme, avec des chambres à louer, des sorties d'escalade et des excursions à la journée pour les quelques navires de croisière qui font escale. Nous observons aussi des initiatives agricoles : des ruches, des vanilliers et de la coco séchée, qui peut être vendue pour produire de l'huile. Actuellement, la principale exportation de Makatea est le crabe de cocotier (*Birgus latro*), le plus grand arthropode terrestre. Il est chassé en forêt, puis vendu et consommé à Tahiti, où il



est considéré comme un mets délicat. Chaque spécimen vaut environ 10 dollars des États-Unis [8,5 euros] et peut être utilisé comme mode de paiement à l'épicerie locale.

Les habitats où se nichent le plus de crabes ne sont accessibles qu'à pied, en traversant la zone d'extraction. Seul Teiki et quelques autres prennent ce risque, d'autant qu'il faut y aller avec une lampe frontale dans l'obscurité, car ces bêtes sont nocturnes. Les crabes de cocotier ont des pinces plus puissantes que la majorité des prédateurs terrestres : elles broient facilement des doigts si les chasseurs ne les immobilisent pas assez vite avec de la ficelle. Si ces crabes jouent un rôle économique important à Makatea, leurs effectifs n'ont jamais été recensés, et cette espèce a déjà été anéantie

Quel que soit leur camp, les habitants veulent prendre soin de leur atoll – mais comment ?

sur de nombreuses îles au sein de son aire de répartition, qui va de Pitcairn à l'est aux Seychelles à l'ouest. L'expérience a montré que le phosphate permettait de faire vivre plus de familles que la chasse commerciale au crabe, mais l'île a aussi vécu les répercussions d'une industrie minière qui a prospéré puis s'est effondrée. Les crabes, au moins, sont renouvelables, si leurs populations sont gérées correctement. Quand le gisement de phosphate sera épuisé, ce sera pour toujours.

Pourquoi y a-t-il du phosphate sur Makatea ? L'explication privilégiée remonte à une époque bien plus ancienne que la surélévation de l'atoll. Pendant 50 millions d'années, Makatea a été un récif bas et plat, parsemé de mares peu profondes, où se trouvaient probablement d'épais tapis de cyanobactéries. Ils existent

encore aujourd'hui sur plusieurs atolls voisins, sous le nom de *kopara*. Les bactéries capturent le phosphate de l'eau de mer ; au cours de millions d'années, des milliards de générations de bactéries ont ainsi vécu, abandonnant, à leur mort, le phosphate accumulé dans les eaux relativement calmes des mares.

Une fois l'atoll surélevé, la pluie a progressivement érodé les roches calcaires (formées à partir de coraux et d'animaux à carapace dure). Ce processus a fini par créer un paysage karstique percé de trous et de grottes. Selon les géologues, la couche supérieure de l'île, sur 150 à 200 mètres d'épaisseur, a déjà été complètement éliminée, dissoute comme du sucre, sur des centaines de milliers d'années. Mais le phosphate est pour ainsi dire insoluble dans l'eau douce. C'est pourquoi à mesure que les matériaux de surface étaient évacués par les pluies, les sables phosphatés et les nodules rocheux se sont enfoncés et ont rempli les fissures et les trous du relief. Quand les mineurs sont arrivés, ils n'avaient plus qu'à attraper leur pelle.

Le phosphate a été découvert à Makatea [dans la deuxième moitié du XIX^e siècle], mais son exploitation n'a vraiment commencé qu'en 1908, quand l'entreprise britannique Pacific Phosphate Company [qui exploitait déjà le phosphate des atolls de Nauru et Banaba, en Micronésie] s'est associée avec des intérêts français pour former la Compagnie française des phosphates de l'Océanie (CFPO) [l'archipel des Tuamotu, protectorat français à partir de 1844, avait définitivement été annexé par la France en 1880]. L'extraction a commencé en 1911. Le phosphate est un composant essentiel des engrais, des munitions et des médicaments, et la demande mondiale s'est accentuée au XIX^e siècle avec l'avènement de l'agriculture moderne. Pendant cinquante-cinq ans, le phosphate de Makatea a été exporté d'abord vers le Japon, puis en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Avant la période minière, l'atoll comptait environ 250 habitants, dont beaucoup étaient installés à Moumu. Ils vivaient

de la terre et de la mer. Quand l'exploitation a commencé, ils étaient peu nombreux à travailler directement pour la CFPO, qui a recouru à la main-d'œuvre étrangère sous contrat, venue du Japon puis de la Chine et du Vietnam. Dans les années 1930, la CFPO a commencé à recruter dans d'autres régions du Pacifique Sud.

L'État français reconnaissait aux habitants de Makatea la propriété de leurs terres, même si ce qualificatif avait peu de sens. Quand la CFPO dégageait un périmètre, les propriétaires fonciers recevaient 1 franc par tonne de phosphate exportée. Julien Mai, le maire, précise qu'ils touchaient aussi 1 franc par cocotier et 2 francs par arbre à pain.

Dans la zone d'extraction, les mineurs n'étaient équipés que de pelles, de brouettes et de seaux. Un homme, que l'on faisait descendre dans le trou, remplissait des seaux de sable, et ses coéquipiers les faisaient remonter et les transportaient en brouette. Pour accéder au centre de la zone d'extraction, les hommes construisaient des passerelles en bois. Au début, le phosphate était acheminé du gisement au port grâce à de petites locomotives sur rails. Par la suite, un ensemble complexe de tapis roulants a été construit sur près de la moitié de l'île. Au fil des ans, des conflits ont éclaté au sujet des conditions de travail et des salaires, et certains survivants affirment que la poussière provoquait de graves maladies, voire la mort, même s'il n'existe aucune preuve officiellement.

A la même époque, la cité de la CFPO avait l'électricité, l'eau courante et même des courts de tennis. C'est là qu'est née Louela Vairaaroa en 1941. Ses parents étaient de Makatea et son père était charpentier de marine pour la compagnie, qui prenait en charge leur logement, les factures d'électricité et les médicaments. Ils jouaient au billard et au foot, et la troupe de danse de l'île gagnait des compétitions contre d'autres îles. À 18 ans, Louela Vairaaroa a commencé à travailler dans les bureaux de la CFPO et elle y est restée dix ans. Aucune autre île de la région n'avait de telles infrastructures, mais "c'était normal pour nous", raconte-t-elle, quand je la rencontre, à l'ombre, dans le jardin de son fils.

Quand les stocks de phosphate ont diminué, la mine a fermé quasiment sans préavis, à la fin de 1966. En quelques mois, la population de l'île est passée sous la barre des 100 habitants. La France, puissance coloniale en Polynésie, avait besoin d'employés qualifiés – comme Louela Vairaaroa – sur l'atoll de Mururoa, site tristement célèbre des essais nucléaires. C'est quand elle est revenue à Makatea pour sa retraite que Louela s'est rendu compte de ce qu'avait subi l'île. "On avait pitié de notre île. On l'avait anéanti", confie-t-elle. C'est si triste de voir ça, ça serre le cœur."

Assises dans le jardin, nous admirons les légumes du potager, bonifiés par le sable phosphaté, et je lui demande son avis sur l'avenir et l'éventuelle reprise de l'exploitation minière. "Non, on ne veut plus de ça, tranche-t-elle. Notre île a déjà tant souffert. Il y a certainement d'autres choses à faire."

En 2014, l'entreprise australienne appelée Avenir Makatea a décroché un permis exclusif de prospection, afin de concevoir un nouveau projet d'exploitation du phosphate. En 2016, un dossier de concession minière a été déposé, ce qui a déclenché une refonte du code minier de la Polynésie française. Depuis, le projet reste en suspens, ni validé ni rejeté. Le délai de réponse de l'État est régulièrement prolongé, c'est pourquoi aucun chantier n'a été lancé et la campagne contre la mine continue.

Avenir Makatea veut travailler dans l'ancien gisement, pour y extraire ce qu'il reste de sable phosphaté, ainsi

qu'une couche superficielle de roche. Cette deuxième étape nécessiterait de pulvériser la roche, ce que la CFPO n'a jamais fait : toute cette zone serait ainsi rognée de plusieurs mètres d'épaisseur. En théorie, les gravats restants pourraient servir à boucher certains des fameux trous. Les partisans du projet y voient une réhabilitation, les détracteurs, une catastrophe.

Cette nouvelle exploitation entraînerait la construction de routes, d'un nouveau port et d'une piste d'atterrissage qui rendraient l'atoll plus accessible. Le chantier nécessiterait des engins lourds, remuerait beaucoup de poussière, et créerait des emplois, même si on ignore qui les occuperait. Et on imagine difficilement sur ce minuscule atoll la cohabitation de ces activités industrielles avec l'écotourisme, auquel les deux camps sont favorables. Julien Mai estime que le risque en vaut la peine. Pour lui, combler certains trous symboliserait la cicatrization et permettrait

“On a anéanti notre île. C'est si triste de voir ça, ça serre le cœur.”

Louela Vairaaroa,
RETRAITÉE



↑ **L'exportation des crabes de cocotier, une rare source de revenus pour les habitants de Makatea.**

Photo Eric Guth

concrètement de niveler et de réhabiliter le terrain.

Après avoir eu ma dose de plans industriels, je vais rendre visite à Sylvanna Nordman, de l'association Fatu Fenua no Makatea. Elle m'accueille dans son salon avec un verre de limonade fraîche. Au lieu de ressasser ce qui a été pris à l'île, elle se concentre sur ce qui reste. Après quasiment deux semaines passées sur Makatea, j'ai l'impression de redécouvrir l'atoll comme au premier jour.

Sylvanna m'explique qu'il y a beaucoup d'eau douce sur Makatea, ce qui est extrêmement rare dans les atolls des Tuamotu. Il y a aussi des oiseaux et plantes endémiques, et l'une des dernières forêts primaires de cette région du Pacifique Sud. Les crabes de cocotier semblent encore nombreux, quoique plus petits qu'autrefois. L'île est un trésor pour les géologues, qui peuvent étudier des coraux, des échinodermes et des mollusques préhistoriques dans les roches surélevées. Et parce que Makatea est justement un atoll surélevé (il y en a moins de 10 au total dans le Pacifique), il pourrait servir de refuge aux habitants des îles voisines, vulnérables face à la montée des eaux. Selon

Sylvanna, la singularité de Makatea mérite d'en faire une zone protégée. Elle défend une économie reposant sur des PME, comme les initiatives touristiques et agricoles que nous avons observées, même si elle n'a pas de modèle proprement dit pour étayer son hypothèse.

Grâce au travail de Sylvanna, plus de 250 000 personnes dans le monde ont signé une pétition contre le nouveau projet minier. Lucien Montaggioni, professeur émérite à l'université d'Aix-Marseille, étudie la géologie de Makatea depuis les années 1980. Il juge très exagérée l'estimation d'Avenir Makatea, qui annonce l'extraction possible de 6,5 millions de tonnes de phosphate, et il souhaite aussi que l'île devienne un parc naturel. Dans un courrier adressé au président de la Polynésie française en 2016, il s'est dit "surpris que l'on puisse vouloir extraire les quelques résidus phosphatés encore piégés dans le bâti calcaire", un projet qu'il qualifie d'"hérésie".

Le nouveau code minier prévoit une période de participation du public, mais le code n'a jamais été appliqué, on ignore donc dans quelle mesure les remarques pèseront, ou quelle distinction fera le code entre la population dans son ensemble (tout habitant de Makatea et des îles voisines) et les propriétaires terriens de Makatea. Sur l'atoll, comme presque partout en Polynésie française, le seul registre foncier a été créé par l'État français au début du xx^e siècle et n'a jamais été correctement mis à jour. Il en découle que tout descendant d'un propriétaire foncier est un ayant droit aujourd'hui, ce qui englobe l'ensemble de la diaspora de Makatea installée en Polynésie et ailleurs. En d'autres termes, si l'atoll lui-même compte moins de 100 habitants, il aurait 10 000 propriétaires terriens.

Depuis quelques années, les défenseurs et les détracteurs du projet minier organisent des réunions publiques à Makatea, sur les îles voisines et à Tahiti, pour mobiliser des sympathisants à l'approche d'une consultation publique qui pourrait être lancée à tout moment.

Le dernier soir de notre séjour sur l'atoll, Reretini Viritua nous invite chez elle à manger du crabe. Ses cheveux ondulés sont attachés en chignon bas et elle porte un paréo motif léopard en guise de robe. Elle vit dans l'ancienne maison du directeur de la CFPO : ce logement comptait 17 pièces, mais la plupart d'entre elles ont disparu, rongées par l'humidité et les insectes. Reretini Viritua ne sait pas trop combien de temps elle va faire tenir la maison sans budget, aidée seulement de quelques matériaux de récupération et de sa force physique pour repousser la forêt. Dehors, un panneau affiche deux messages : l'un est en anglais – "Ne touchez pas aux phosphates de Makatea. Allez-vous-en" – et l'autre en français – "L'homme dépend de l'environnement et l'environnement dépend de l'homme".

Dans sa cuisine, éclairée par une ampoule nue, les crabes cuits qu'elle a attrapés elle-même sont disposés sur la grande table. Leur carapace, normalement marron et bleu clair, est devenue écarlate dans l'eau bouillante. Nous nous attablons, avec à nos pieds les chats à moitié sauvages de Reretini. Elle nous montre comment éclater les épaisses carapaces avec un caillou de cette roche calcaire si cruciale dans l'histoire de l'île.

C'est sans doute la maison de Reretini qui symbolise le mieux Makatea : son état actuel est le produit du passé, de sacrifices et de beaucoup d'attention, mais sa restauration demeure incertaine.

— Jennifer Kingsley
Publié le 4 mai

culture.

—Ha'Aretz Tel-Aviv

Durant l'opération militaire israélienne de mai dernier dans la bande de Gaza [contre le mouvement palestinien Hamas], journalistes et chercheurs ont essayé d'obtenir des photos satellite de ce territoire. Mais ils se sont heurtés à une situation qui semblait provenir d'une époque révolue : des images granuleuses de faible définition. Bien que les photos satellitaires de Gaza et d'Israël fournies par les services gratuits de Google aient été récemment mises à jour, leur qualité reste nettement inférieure à celle des images d'autres parties du monde, y compris la Corée du Nord. L'explication réside dans une loi adoptée par le Congrès américain dans les années 1990 et qui limite la qualité et la disponibilité des images satellite commerciales de la région.

Le musée d'Art de Tel-Aviv accueille actuellement une exposition qui illustre de manière frappante les effets de cet accès restreint à des photographies en haute définition. "Anti Mippoui" ["anticartographie"], de Miki Kratsman et Shabtaï Pinchevsky, propose des photos spectaculaires qui offrent une alternative aux outils officiels de cartographie, évidemment aux mains de l'État. Des années durant, ces deux pho-

Avec des photos prises par drone, ils ont créé ce qui ressemble à des images satellites.

tographes [israéliens] ont sillonné le pays et accumulé de la documentation sur des lieux disputés, au sens propre comme au sens figuré, à la fois sur le terrain et dans la conscience collective israélienne : les villes et villages palestiniens détruits en 1948 [lors de la première guerre israélo-arabe (1948-1949), qui a fait suite à la création d'Israël], les villages bédouins non reconnus du Néguev [établis dans cette région semi-désertique du sud du pays, ils n'ont pas d'existence légale, ne figurent sur aucune carte et n'ont pas accès aux services publics comme l'eau ou l'électricité] et une série de lieux contigus au tracé de la ligne verte [la ligne d'armistice de 1949, qui a servi de frontière de facto jusqu'en 1967].

Grâce à plusieurs technologies innovantes, le tandem a créé une "anticartographie" détaillée d'Israël, c'est-à-dire une cartographie exhaustive des endroits que l'État tente depuis longtemps d'effacer, d'isoler ou de dissimuler.

L'objectif, explique Miki Kratsman, était de mettre sous les projecteurs des lieux qui n'apparaissent sur aucune carte officielle pour deux raisons. Tout d'abord, parce que leurs noms ont été complètement effacés ou remplacés par le mot *khirbe* ["ruine" en arabe et en hébreu], quand les vestiges

Ces paysages qu'Israël voudrait cacher

Deux photographes israéliens ont contourné les impératifs sécuritaires et exposent à Tel-Aviv des vues aériennes de leur pays. Un acte instructif, décrypte le quotidien de gauche *Ha'Aretz*.



correspondants n'ont pas été recouverts par des forêts plantées par le KKL [le Fonds national juif, un organisme foncier et sioniste qui possède 13 % des terres israéliennes], de nouvelles villes juives ou des bases militaires israéliennes. Ensuite, parce qu'une partie de ces traces restent indiscernables sur des photos satellite de basse définition. Bien que la loi américaine qui empêchait la diffusion d'images en haute résolution d'Israël ait été abrogée il y a plusieurs mois [en juillet 2020], les services satellitaires, en particulier Google, n'ont toujours pas mis à jour leurs cartes et leurs photos.

Pour contrer cela, Miki Kratsman et Shabtaï Pinchevsky ont commencé à travailler sur un projet de cartographie alternative, depuis les airs et depuis le sol. Ils ont eu l'idée de recourir à des drones pour prendre des milliers de photos aériennes et les ont utilisées pour créer [sur ordinateur] une maquette 3D à l'aide d'une technique appelée photogrammétrie [de cette maquette virtuelle, ils ont ensuite tiré ce qu'on appelle des orthophotographies, des images en 2D qui ressemblent à des images prises par satellite ; "Nous voulions des images satellite, mais nous n'avons pas de satellite. Alors nous avons créé ces images autrement", a confié Shabtaï Pinchevsky au *British Journal of Photography*]. Les images [qui en résultent], d'une définition plus de cent fois supérieure à ce qui est normalement disponible sur Internet, ont été imprimées en grand format et recouvrent des pans entiers des murs de la galerie photo du musée d'Art de Tel-Aviv.

Le résultat est fascinant. Les photos sont réparties dans le musée en fonction de la surface des murs et des proportions des salles. À première vue, on croit voir de banales images satellite, mais en y regardant de plus près on décèle peu à peu une texture riche en détails saisissants mais aussi perturbants.

↖ **Al-Araqib. Coordonnées:**

31°20'42"N 34°46'52"E. Altitude:

376,5 mètres. 28 juillet 2018, 14h27.

Ce village bédouin du Néguev a été plusieurs fois détruit et reconstruit.

← **Coordonnées:** 31°48'41"N 35°20'19"E.

Altitude: 230,0 mètres. 16 juillet 2018, 14h08.

↗ **Al-Jammama. Coordonnées:**

31°29'51"N 34°41'7"E. Altitude:

164,2 mètres. 17 décembre 2018, 13h27.

Les vestiges de ce village palestinien du Néguev disparaissent sous les labours du kibboutz Rouhama.

↗ **Coordonnées:** 31°18'55"N 34°59'36"E.

Altitude: 474,7 mètres. 27 février 2017,

11h42. Maison démolie à Umm

Al-Hiran, un village bédouin

non reconnu du Néguev.

Photos Miki Kratsman et Shabtaï Pinchevsky



quel point la photographie aérienne peut révéler des détails invisibles depuis le sol. Par exemple, dans un village juif proche de Modi'in, sur la ligne verte, le tandem a retrouvé le tracé des rues d'un village [arabe], Shilta, entièrement rasé. À hauteur d'homme, rien ne se voyait, mais en étudiant les images prises par drone, le duo a pu discerner les fondations des murs de pierre qui subdivisaient ce qui était autrefois un axe de circulation. À Beit Guvrin, un village [juif] bâti sur les terres de l'ancien village [arabe] de Beit Jibrin, près de Jérusalem, ils ont repéré les vestiges, invisibles à l'œil nu, de parcelles agricoles séparées par un muret de petite hauteur. Enfin, en Haute Galilée, dans le village [juif] de Kfar Hoshen [plus connu sous le nom de Sifsufa], ils ont repéré les vestiges de l'ancien village musulman de Safsâf, conquis en octobre 1948 par l'armée israélienne récemment créée, lors d'une opération qui s'était en outre soldée par le massacre de plusieurs dizaines de villageois.

Leurs clichés sont riches de détails saisissants mais aussi perturbants.

Kratsman et Pinchevsky ont également pris des "portraits" instantanés de certains sites au niveau du sol. Ces images pleines de sensibilité, qui explorent l'extérieur et l'intérieur de tentes et de cahutes, viennent compléter la perspective quasi scientifique offerte par les photos aériennes, et apportent un regard plus proche et plus personnel. Sachant qu'aucun lieu ne restera tel qu'il était au moment où ont été prises les photos, celles-ci sont accompagnées de leurs coordonnées exactes, de leur altitude et d'un horodatage. Ainsi, le projet *Anti Mippouï* représente une archive du présent ainsi qu'un instrument de comparaison en cas de transformation future, d'arasement, de démolition, voire, pourquoi pas ?, de reconstruction.

Kratsman et Pinchevsky ont sélectionné les sites en croisant des informations provenant de plusieurs sources : des conversations avec les habitants, la "carte de la Nakba" élaborée par l'ONG israélienne Zochrot [la Nakba, "catastrophe", désigne l'exode palestinien de 1948], le Negev Coexistence Forum for Civil Equality et l'*Atlas de la Palestine* de Salman Abu Sitta

[publié en 2010 par le chercheur palestinien et inédit en français].

Cela fait plus d'une décennie que Miki Kratsman, militant israélien des droits de l'homme [il est l'un des fondateurs de l'ONG Breaking the Silence, qui publie les témoignages de soldats israéliens déployés dans les territoires occupés], recense les villages non reconnus du Néguev et rassemble de la documentation à leur sujet. Pinchevsky, ancien étudiant de Kratsman au département de photographie de l'École des beaux-arts Bezalel de Jérusalem, termine actuellement une maîtrise d'art à la Northwestern University, dans l'Illinois. Ses œuvres mettent à profit les dernières technologies photographiques pour illustrer le processus de conquête israélienne – il a par exemple mis au point un simulateur de vol au-dessus de l'Israël d'avant 1948. Kratsman et Pinchevsky considèrent tous deux leur travail cartographique et photographique comme un acte éminemment politique destiné à imposer un ordre du jour idéologique dans le champ de la culture.

L'exposition "Anti Mippouï" mérite plusieurs visites. Kratsman explique ainsi que lui-même ne cesse de découvrir de nouveaux détails sur les photos chaque fois qu'il les examine. De fait, en déambulant dans les salles du musée, la qualité du travail des deux artistes s'impose et incite le visiteur à regarder minutieusement les clichés. C'est dans l'articulation entre l'esthétique des clichés présentés et la violence qu'ils cherchent à illustrer que se décèle l'acte de protestation des artistes. Avec ce projet, ils dénoncent le statut privilégié de ceux qui ont accès aux outils pour voir. "À l'heure actuelle, seules des agences d'espionnage et quelques entreprises privées ont accès à ces informations, remarque Pinchevsky. Or s'il est une exigence à l'ère où nous vivons, c'est que tout le monde doit avoir le droit de voir."

— Gili Merin
Publié le 18 juin

Un exemple frappant est la photo de Khan Al-Ahmar, un village [palestinien] de Cisjordanie, voisin de la colonie [israélienne] de Kfar Adoumim, près de Jérusalem. Ce village regroupe une douzaine de familles de réfugiés palestiniens menacées d'expulsion. Cet endroit fait partie de la zone C de Cisjordanie (sous contrôle militaire israélien total) et la photographie par drone y est interdite. Mais Kratsman et Pinchevsky sont parvenus à contourner les soldats et à enregistrer dans les moindres détails la vie quotidienne de familles contraintes de vivre dans des cabanes en tôle ou des tentes de fortune dans une zone dépourvue des infrastructures les

plus élémentaires : routes, eau et électricité. Ces familles ont déjà été expulsées à plusieurs reprises et un bras de fer judiciaire est en cours quant à un nouveau projet israélien destiné à démolir Khan Al-Ahmar ainsi que son école, construite en 2009 par des volontaires à partir de matériaux recyclés.

Le tandem de photographes s'est également penché sur le village d'Al-Araqib, près de la ville israélienne de Be'er Sheva [dans le désert du Néguev]. Ce village, détruit et reconstruit une centaine de fois, est devenu le symbole de la lutte des Bédouins du Néguev pour le droit au logement. Les photos exposées démontrent à

PHOTOGRAPHIE

Infos pratiques

L'exposition "Anti Mippouï" ("Anti-Mapping" en anglais, soit "anticartographie") est à voir jusqu'au 2 octobre au Musée d'Art de Tel-Aviv.

Plus d'infos sur tamuseum.org.il

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



← Yaw Tog (avec la chemise) est la figure de proue de l'asakaa. Ici, une scène du clip de sa chanson *Sore*.
Capture d'écran YouTube

—The Guardian (extraits) Londres

A Kumasi, la deuxième ville du Ghana, Yaw Tog et ses amis attendent de tourner un clip, assis sur le trottoir d'une rue bordée d'arbres. Des passants s'approchent pour se faire prendre en photo avec l'adolescent. "C'est fou, je suis devenu célèbre pratiquement du jour au lendemain, s'étonne-t-il. J'en suis fier : j'ai eu une vision de ce que voulais faire, et je l'ai fait."

Il y a un an, ce garçon de 18 ans passait encore relativement inaperçu dans son lycée mais, désormais, impossible de dissimuler sa silhouette élancée à l'allure modeste. Yaw Tog, qui est en train de passer son bac, est l'un des plus célèbres rappers de la scène asakaa locale – cette version ghanéenne de la drill, un sous-genre du rap –, en pleine explosion. Les jeunes artistes de la ville rassemblent autour d'eux des milliers de fans du monde entier.

La drill, qui allie des basses profondes à des percussions vives, auxquelles se superpose un flow agressif, dérive du rap américain et du grime londonien. Depuis un an et demi, ce genre autrefois underground explose au Ghana. Il a rejoint l'afrobeat commercial et la pop dans les classements des meilleures ventes, et les artistes locaux réalisent des collaborations avec des stars britanniques comme Stormzy. Leurs morceaux décrivent de manière sombre et froide le quotidien sinistre dans les quartiers pauvres de Kumasi.

Dans la vie, Yaw est doux et sensible, mais sur le tournage – et derrière un micro –, c'est comme s'il laissait place à quelqu'un d'autre. Avec assurance et une agressivité contenue, il forme un pistolet avec ses doigts puis le pointe sur la caméra, tout en scandant ses textes qui décrivent la vie dans les rues de Kumasi. En août 2020, il a sorti son single *Sore*, titre qui signifie "révolte" en twi, le dialecte le plus répandu au Ghana. Devenu encore plus populaire grâce à un remix avec Stormzy (que Yaw considère

À l'écoute du son fiévreux du Ghana

Inspirés par le lyrisme violent et morbide de la drill américaine et britannique, de jeunes Ghanéens ont inventé l'asakaa, un sous-genre du hip-hop, pour conter leur quotidien désenchanté. Leur succès est fulgurant.

"comme un grand frère"), c'est un morceau brut et percutant, mêlant arrogance et spontanéité. Le texte agressif, chanté par Yaw avec plusieurs autres artistes de la scène asakaa, alterne entre le twi et l'anglais. Le morceau est devenu viral au Ghana, et la mère du jeune chanteur en a même fait sa sonnerie de téléphone portable. Yaw raconte : "Elle ne me laisse pas faire n'importe quoi avec mes études, donc je fais surtout de la musique le week-end. Mais elle est fière de moi, c'est sûr. Elle montre mes chansons et mes vidéos à ses amis."

C'est agréable de la rendre heureuse." D'autres chansons du mouvement asakaa, comme *Condemn* de Jay Bahd, *Ekorso* de Kofi Jamar (avec Yaw Tog) ou encore *Simmer* de Smallgod, affichent des millions de vues sur YouTube et sont diffusées par les radios ghanéennes. L'industrie locale du disque a mis du temps à accepter le genre mais lui a fait une place, avec une certaine prudence.

Ces vidéos offrent souvent un aperçu de la contre-culture puissante inspirée des États-Unis qui a vu le jour à Kumasi il y a quelques années – et qui a pris encore plus d'ampleur avec le mouvement asakaa. Elle réinvente la ville à travers le prisme de la culture américaine, notamment celle des gangs. Dans son clip, Yaw Tog et d'autres

brandissent des bandanas rouges, reprenant les codes du gang des Bloods de Los Angeles. Kumasi est surnommée "Kumerika" et certains quartiers ont été rebaptisés avec des noms de villes américaines. Sur le drapeau qu'ils ont choisi pour Kumasi, on retrouve les étoiles et les rayures de celui des États-Unis.

L'influence tenace de Pop Smoke – un rappeur de Brooklyn assassiné l'an dernier, qui incarnait la drill américaine – imprègne l'asakaa. Les grognements du chanteur sont repris dans les ad-libs [onomatopées] et certains artistes comme Jay Bahd imitent parfois son flow, tandis que d'autres intègrent [dans leurs clips] le woo walk, un mouvement de danse rendu célèbre par l'Américain.

Yaw reconnaît la présence d'influences américaines, mais il nuance : "C'est aussi notre musique. Elle vient de Kumasi – elle contient notre énergie, notre histoire." Si l'univers parallèle de Kumerika s'inspire des États-Unis, il est ancré à Kumasi. Pour les drillers, Kumerika représente à la fois le sceau de leur identité musicale et

Les jeunes rappers de Kumasi ont des milliers de fans dans le monde entier.

culturelle, et une façon amusante d'échapper à leur propre quotidien.

Tout au bout d'une route qui serpente dans la terre rouge, bordée de maisons en béton béantes dont la construction est inachevée, de baraques faisant office de boutiques et de parcelles agricoles, O'Kenneth, un rappeur de 22 ans, travaille ses morceaux aux côtés d'autres artistes et de producteurs. Ils sont installés dans un grand bâtiment, au sommet d'une colline surplombant l'immensité de Kumasi. C'est leur "trap house", un terme emprunté à l'argot américain et qui désigne un atelier où l'on fabrique et vend de la drogue. "C'est là que nous faisons tout, on travaille uniquement en interne", sourit O'Kenneth.

Aujourd'hui, Accra, la capitale du Ghana, compte également de nombreux drillers, mais ceux de Kumasi semblent les mépriser un peu. Comme le raconte O'Kenneth : "Avant, les artistes devaient aller à Accra pour percer, mais on est la preuve qu'il est aussi possible de s'en sortir ici, et de faire venir le succès jusqu'à nous."

Grâce au développement rapide de la capitale, le gouvernement ghanéen a pu montrer au monde entier l'image du Ghana dont il rêvait : une nation en plein essor, qui attire les investisseurs étrangers et les touristes. En 2019, baptisée officiellement "l'année du retour", le pays a commémoré les 400 ans de l'arrivée des premiers esclaves africains aux États-Unis. Au programme : des événements culturels pour inciter la diaspora ghanéenne à tisser des liens forts avec leur patrie d'origine. Le pays se positionne en destination attirante pour les Africains-Américains et les Noirs de la classe moyenne qui vivent en Occident et cherchent à s'installer en Afrique.

Mais la deuxième ville du pays, située au cœur de l'ancien empire ashanti, est bien moins développée. L'identité de Kumasi, son riche patrimoine culturel et musical, la pauvreté généralisée et la colère largement répandue envers l'élite gouvernementale font de la ville le terrain idéal pour exprimer la frustration dont est pénétrée la drill. "On a été délaissés, c'est un fait, regrette O'Kenneth. Les gens voient bien que le gouvernement les a abandonnés. C'est pour ça qu'ils trouvent que ce qu'on fait est mortel" – autrement dit, c'est pour cette raison que les jeunes aiment tant leur musique et les respectent. "Ils veulent nous rendre célèbres."

Comme au Royaume-Uni, l'essor de la drill soulève cependant des critiques : certains lui reprochent d'user de textes qui dépeignent la violence de façon particulièrement explicite, au point de la glorifier et de l'encourager. "C'est de l'ignorance, se défend O'Kenneth. Ça fait longtemps que la délinquance existe, tout ce que nous faisons, c'est montrer ce que nous vivons."

—Emmanuel Akinwotu
Publié le 4 août

LE FESTIVAL
DU
Monde

PARIS. NEW YORK. MONTRÉAL.

DÉBATS · SPECTACLES
ATELIERS · PROJECTIONS

du 24 au 26 septembre

Programme & Inscriptions : FESTIVAL.LEMONDE.FR

2021

→ LE MONDE AUDITORIUM
→ BNF → MK2 Bibliothèque



#FESTIVALDUMONDE

histoire. 

Le mystère de la Croix de Caraiman

1928 – Roumanie

Érigée en hommage aux soldats tombés pendant la Première Guerre mondiale, menacée de disparition sous le communisme, cette immense croix en métal a aujourd'hui sa place dans le *Livre Guinness des records*.



— **Historia** Bucarest

En 1928, à son inauguration, la Croix de Caraiman, située à une altitude de 2 291 mètres, est devenue la plus haute croix sommitale du monde. Or, bien des aspects de son histoire soulèvent encore des questions.

Le nom même sous lequel ce symbole de l'architecture et de la technologie de la première moitié du xx^e siècle est entré dans la mémoire collective suscite la controverse. En étudiant les documents d'archives et les ouvrages publiés au fil des années écoulées depuis son inauguration, on découvre trois appellations différentes. "Monument des héros" est la plus fréquente dans les documents officiels des collections des Archives nationales roumaines, tandis que, dès 1933, la plus populaire était "Croix de Caraiman" [du nom du sommet où elle se dresse]. On croise une troisième variante dans certaines sources – la "Croix des héros des chemins de fer" –, apparemment liée au fait que la construction du monument (de 1926 à 1928) a été prise en charge par des ouvriers de la direction des Ponts et Chaussées, qui dépendait de la direction générale des Chemins de fer.

La signification historique de l'œuvre est tout aussi floue que son nom. L'inscription gravée dans la pierre de son socle – "*Ce monument a été érigé à la gloire et à la mémoire des héros du département de Prahova tombés durant la Première Guerre mondiale 1916-1918 pour la défense de la patrie – construit de 1926 à 1928*" – semble accréditer la thèse restée dans la mémoire collective, à savoir que le monument aurait été réalisé sous la férule de la Société du culte des héros, fondée dès 1919 sous le patronage de la reine Marie. Toutefois, quand on étudie le peu de matériel documentaire encore préservé dans l'inventaire de la

direction nationale des Archives de Prahova, on se heurte à un nouveau paradoxe : la présence sur le territoire de la ville de Busteni (ville depuis laquelle on accède à la Croix de Caraiman) de deux "monuments des héros". Ce second monument est en fait la statue qui existe encore de nos jours devant la gare de Busteni, inaugurée le 9 septembre 1928. Restée dans la mémoire collective sous un autre nom, celui de Monument de la dernière grenade, l'œuvre du sculpteur Ion C. Dimitriu Bârlad (1890-1964) a été érigée en 1927.

Il existe de plus un décalage important entre le volume des informations dont on dispose au sujet de la cérémonie d'inauguration de la statue de la place de la gare de Busteni et les rares mentions qui font état de celle de la Croix de Caraiman, au point que même la date de l'inauguration de cette dernière, le 14 septembre 1928, jour de la Sainte-Croix, est aujourd'hui remise en question.

Sous le communisme, des voix auraient réclamé l'installation d'une étoile rouge au sommet du monument.

Malgré ces contradictions historiques, que savons-nous de la Croix ? Nous connaissons seulement les noms de quelques personnalités du domaine de l'architecture et des constructions des premières décennies du xx^e siècle qui se sont impliquées dans la réalisation de ce monument unique en Europe. Ainsi, nous savons que le projet dans sa totalité a été l'œuvre des architectes roumains Georges Cristinel et Constantin Procopiu. De même, nous connaissons les noms des deux grands ingénieurs qui ont mené les études de résistance

du monument : Alfred Pilder et Teofil Revici. L'histoire a retenu en outre le soutien apporté par les frères Schiel, qui ont mis à la disposition des constructeurs le funiculaire de la fabrique de papier de Busteni. C'est à l'aide de cette installation qu'a été transportée une grande partie des éléments métalliques nécessaires à la construction de la Croix. Les habitants des environs ont participé eux aussi : les citoyens de Busteni ont utilisé leurs attelages et leurs bêtes de somme afin de hisser jusqu'au plateau de Bucegi le reste des matériaux nécessaires à la construction du socle, sur lequel se dresse aujourd'hui le monument.

Pendant la seconde moitié du xx^e siècle, la Croix de Caraiman a été presque totalement négligée, et même menacée de disparition (vers la fin des années 1940, des voix, parmi les autorités communistes depuis peu au pouvoir dans le pays, auraient réclamé la destruction des bras latéraux du monument et l'installation d'une étoile rouge au sommet de la colonne métallique). Quoi qu'il en soit, elle est aujourd'hui un élément indissociable de notre paysage, régulièrement assailli par ceux qui se cherchent un titre de gloire éphémère en grimpant jusqu'au monument pour y graver leur nom ou y laisser des graffitis.

Et, surtout, la Croix de Caraiman [entrée au *Livre Guinness des records* en 2013] semble être redevenue, enfin, un symbole de notre culture et de l'histoire de ceux sur qui elle veille depuis les hauteurs des montagnes. Ainsi, un partenariat récemment conclu entre la ville de Busteni et l'Association du Rotary Club de la vallée de Prahova propose la restauration complète du Monument des héros, en espérant qu'elle soit un jour inscrite sur la liste du patrimoine culturel mondial.

— **Andrei Berinde**
Publié le 6 mai

➤ **La croix a été construite en 1927, dans les Carpates du Sud, en Roumanie.**

Photo Etrarte/
Alamy/Photo12

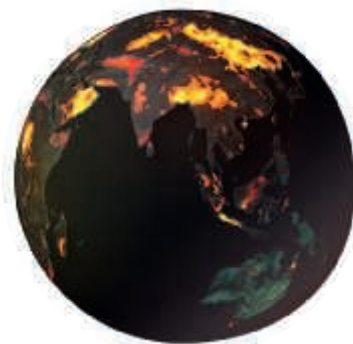
NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...
La crise climatique bouleverse la planète. Peut-on encore la contrer ?



Atlas du réchauffement climatique

*Des pôles à l'équateur, la planète brûle.
Des cartes, des infographies et les analyses
de la presse étrangère pour décrypter la crise.*



En partenariat
avec 

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



mgen[★]

GRUPE **vyv**

POUR SON AUTHENTICITÉ

J'AI CHOISI MGEN

MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Perrine Laffont a choisi MGEN pour son engagement à protéger la santé des personnes en toutes circonstances. Authentiquement mutualiste, MGEN rend accessibles les meilleurs soins à tous. Rejoignez-la.

PERRINE LAFFONT
CHAMPIONNE OLYMPIQUE DE SKI
DE BOSSES & 4 FOIS VICTORIEUSE
DE LA COUPE DU MONDE.

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans - 75748 Paris CEDEX 15.